



Assemblée générale

Distr. générale
5 juin 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 141 de la liste préliminaire*
Projet de budget-programme pour 2021

Projet de budget-programme pour 2021

Titre II Affaires politiques

Chapitre 3 Affaires politiques

Missions politiques spéciales

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales

Résumé

Le présent rapport porte sur les mesures prises par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité concernant les missions politiques spéciales (missions de bons offices, de diplomatie préventive et de consolidation de la paix après les conflits) à la demande des États Membres ou sur recommandation du Secrétaire général.

Le présent document est le premier additif au rapport du Secrétaire général sur le chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour 2021. Il contient des informations sur le montant total des ressources nécessaires pour les 39 missions politiques spéciales autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité. De plus amples informations sur chaque mission sont disponibles dans les cinq autres additifs ([A/75/6 \(Sect. 3\)/Add.2](#), [A/75/6 \(Sect. 3\)/Add.3](#), [A/75/6 \(Sect. 3\)/Add.4](#), [A/75/6 \(Sect. 3\)/Add.5](#) et [A/75/6 \(Sect. 3\)/Add.6](#)).

Conformément à la résolution [72/266 A](#) de l'Assemblée générale, le montant total des ressources demandées au titre des missions politiques spéciales, qui s'élève à 706 772 600 dollars, déduction faite des contributions du personnel (montant brut : 754 656 600 dollars), est compris dans les crédits qu'il est proposé d'ouvrir au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice 2021. Les ressources demandées comprennent un montant de 1 511 000 dollars qui

* [A/75/50](#).



correspond à la part du budget du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 qui doit être prélevée sur le budget des missions politiques spéciales, comme le prévoit la résolution [69/307](#) de l'Assemblée générale.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
A. Prorogation ou reconduction de mandats	4
B. Agencement des rapports sur les ressources nécessaires pour les missions politiques spéciales	5
C. Résultats obtenus en 2020	6
D. Environnement opérationnel et principales questions de politique générale relatives aux missions politiques spéciales	7
E. Informations sur les missions politiques spéciales communiquées conformément aux prescriptions de l'Assemblée générale et aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	11
II. Analyse des ressources nécessaires au titre des missions politiques spéciales	23
Annexes	
I. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/263 A ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale	48
II. Département chef de file et mandats des missions politiques spéciales en 2021	51
III. Prévisions de dépenses extrabudgétaires pour les missions politiques spéciales en 2020 et 2021	54
IV. Ressources destinées aux opérations aériennes pour 2019-2021	55
V. Ressources liées à la sécurité pour les missions politiques spéciales en 2020 et 2021	59
VI. Ressources liées aux voyages pour les missions politiques spéciales en 2020 et 2021	62
VII. Tableau récapitulatif du respect de l'obligation de réserver les billets 16 jours à l'avance par les missions politiques spéciales pour la période allant de 2016 à 2019	66
VIII. Emplois de temporaire d'appui financés à partir du budget des missions politiques spéciales pour 2020 et 2021	68
IX. Appui fourni gratuitement aux missions politiques spéciales par le pays hôte	75
X. Comparaison des taux de vacance de postes des missions politiques spéciales pour 2020 et 2021	77
XI. Emplois de temporaire vacants depuis plus d'un an dans les missions politiques spéciales au 29 février 2020	89
XII. Emplois de temporaire dont les titulaires perçoivent une indemnité de fonctions depuis un an ou plus dans les missions politiques spéciales, au 29 février 2020	100
XIII. Évolution des effectifs civils des missions politiques spéciales en 2021	102

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 72/266 A de l'Assemblée générale. On y trouvera le montant total des ressources demandées pour 2021 au titre des 39 missions politiques spéciales, compte tenu des mesures prises par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité à la demande des États Membres ou sur recommandation du Secrétaire général.
2. Le montant total des ressources nécessaires pour les missions politiques spéciales continue d'être inscrit au chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme. Comme suite à l'adoption de la résolution 72/266 A et à l'approbation de la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à ce que les projets de budget des missions politiques spéciales soient présentés plus tôt pour garantir leur alignement sur le reste du projet de budget annuel (voir A/72/7/Add.24, par. 59), ce montant est désormais calculé à partir du montant des crédits nécessaires pour chaque mission politique spéciale et est indiqué dans les additifs 1 à 6 au chapitre 3.
3. Tout changement du montant des ressources nécessaires dû à de nouveaux mandats ou à la modification de mandats existants sera présenté à l'Assemblée générale dans le cadre d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences financières des mandats créés ou modifiés.
4. Le montant total des ressources demandées pour 2021 au titre des 39 missions politiques spéciales s'élève à 706 772 600 dollars. Ces ressources seraient complétées par des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 11 344 800 dollars. Le montant demandé permettrait à ces missions d'exécuter leur mandat de manière efficace et rationnelle.

A. Prorogation ou reconduction de mandats

5. Sur les 39 missions politiques spéciales, 14 ont un mandat à durée indéterminée, 10 ont vu leur mandat prorogé jusqu'en 2021 ou au-delà, 14 ont un mandat expirant en 2020 qui devrait être prorogé ou reconduit jusqu'en 2021 ou au-delà par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité, et 1 voit son mandat expirer en 2020 et sera liquidée en 2021, comme indiqué ci-après :
 - a) Missions politiques spéciales dont le mandat est de durée indéterminée :
 - i) Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre ;
 - ii) Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide ;
 - iii) Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental ;
 - iv) Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité ;
 - v) Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève ;
 - vi) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie ;
 - vii) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique ;
 - viii) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs ;
 - ix) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen ;
 - x) Bureau de l'Envoyé(e) spécial (e) du Secrétaire général pour le Burundi ;
 - xi) Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar ;
 - xii) Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale ;
 - xiii) Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban ;
 - xiv) Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria ;

- b) Missions politiques spéciales dont le mandat est prorogé ou reconduit jusqu'en 2021 ou au-delà :
- i) Groupe d'experts sur le Soudan ;
 - ii) Groupe d'experts sur la Libye ;
 - iii) Groupe d'experts sur le Yémen ;
 - iv) Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions [1526 \(2004\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL) (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées ;
 - v) Bureau du Médiateur créé par la résolution [1904 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité ;
 - vi) Application de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité ;
 - vii) Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1540 \(2004\)](#) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive ;
 - viii) Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ;
 - ix) Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) ;
 - x) Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) ;
- c) Missions politiques spéciales dont le mandat arrive à expiration en 2020 mais devrait être prorogé ou reconduit jusqu'en 2021 ou au-delà :
- i) Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ;
 - ii) Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée ;
 - iii) Groupe d'experts sur la République centrafricaine ;
 - iv) Groupe d'experts sur le Soudan du Sud ;
 - v) Groupe d'experts sur le Mali ;
 - vi) Groupe d'experts sur la Somalie ;
 - vii) Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes ;
 - viii) Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) ;
 - ix) Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) ;
 - x) Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) ;
 - xi) Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) ;
 - xii) Mission de vérification des Nations Unies en Colombie ;
 - xiii) Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) ;
 - xiv) Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) ;
- d) Mission politique spéciale dont le mandat arrive à expiration en 2020 et qui sera liquidée en 2021 : Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS).

B. Agencement des rapports sur les ressources nécessaires pour les missions politiques spéciales

6. Conformément à la résolution [72/266 A](#) de l'Assemblée générale, les ressources nécessaires pour 2021 au titre des missions politiques spéciales sont présentées, comme par le passé, dans des additifs,

dont chacun correspond à un groupe thématique, les ressources demandées pour la MANUA et la MANUI faisant l'objet d'additifs distincts. Les ressources nécessaires au titre des missions pour 2021 sont présentées dans les additifs ci-après au rapport sur le chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour 2021 :

- a) Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général (A/75/6 (Sect. 3)/Add.2) ;
 - b) Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes (A/75/6 (Sect. 3)/Add.3) ;
 - c) Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions (A/75/6 (Sect. 3)/Add.4) ;
 - d) MANUA (A/75/6 (Sect. 3)/Add.5) ;
 - e) MANUI (A/75/6 (Sect. 3)/Add.6).
7. Conformément à la résolution 72/266 A de l'Assemblée générale et aux pratiques budgétaires établies, les rapports consacrés aux ressources demandées pour les missions politiques spéciales seront divisés en deux parties : a) la première contiendra le plan-programme pour 2021 et les résultats obtenus en 2019 ; b) la seconde présentera les ressources nécessaires pour les postes et les objets de dépense autres que les postes, et sera soumise à l'Assemblée générale pour examen par l'entremise du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

C. Résultats obtenus en 2020

8. En 2020, les missions politiques spéciales ont continué d'apporter un appui essentiel aux États Membres pour ce qui est de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont continué de faire appel à elles pour l'exécution d'un large éventail de mandats relatifs au maintien de la paix et de la sécurité internationales dans divers environnements opérationnels fréquemment marqués par l'instabilité des conditions de sécurité et la précarité des accords de paix en place.
9. Les divers envoyés et conseillers spéciaux nommés par le Secrétaire général, qui relèvent du groupe thématique I, ont continué d'user de leurs bons offices et de faciliter des négociations souvent complexes pour parvenir à des accords de paix. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie a déployé de grands efforts pour mettre sur pied une commission constitutionnelle placée sous les auspices de l'ONU. Après que le Gouvernement syrien et la Commission syrienne de négociation se sont entendus sur ses membres, son mandat et ses principales règles de fonctionnement, la Commission constitutionnelle – à laquelle siègent 150 Syriens, dont plus de 30 % de femmes, et des représentants de la société civile – a commencé ses travaux le 30 octobre 2019 à Genève. L'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar a eu des échanges très réguliers avec les dirigeants civils et militaires, les organisations armées, la société civile et d'autres acteurs clés au Myanmar. Elle a également œuvré en étroite collaboration avec les parties prenantes régionales et d'autres États Membres intéressés afin de faciliter la fourniture d'un appui international cohérent et constructif propre à aider le pays à remédier aux problèmes multidimensionnels qu'il connaît. Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen a continué de fournir aux parties, en étroite coordination avec la MINUAAH, un soutien politique, technique et logistique en vue d'assurer la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm et de désamorcer le conflit aux niveaux local, national et régional.
10. Les équipes de surveillance des sanctions et les groupes d'experts, qui relèvent du groupe thématique II, ont continué d'apporter au Conseil de sécurité un appui fonctionnel concernant l'application de ses régimes de sanctions.
11. En 2019, l'UNOWAS, qui fait partie du groupe thématique III, a mené quatre missions de bons offices dans le but de calmer les tensions liées aux élections au Nigeria. Avant les élections générales

du 23 février 2019, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, Mohamed ibn Chambas, a tenu des consultations avec les principaux acteurs nationaux afin de promouvoir la mise en place d'un environnement propice à des élections pacifiques. Il a rencontré tous les candidats à la présidence et, en étroite coordination avec les partenaires régionaux et internationaux, a souligné la nécessité de veiller au respect de normes électorales rigoureuses. Il a également participé à des manifestations de haut niveau en vue d'atténuer les tensions dans les zones susceptibles d'être sujettes à des violences électorales. Le jour des élections et pendant la période post-électorale, il a continué d'offrir ses bons offices à l'échelon fédéral et au niveau des États afin d'apaiser les tensions et d'évaluer l'organisation et le déroulement du scrutin. Outre les manifestations tenues à Abuja, l'UNOWAS et le Comité national pour la paix et les commissions de paix ont coorganisé, en partenariat avec la Commission électorale nationale indépendante et la Commission nationale des droits de l'homme, des consultations au niveau des États. Les représentants du Gouvernement, des services de sécurité, des organisations de la société civile et des médias et les chefs traditionnels qui y ont participé ont pu examiner les cas de violence électorale et communautaire et proposer des solutions propres à favoriser un processus électoral pacifique et transparent.

12. En Iraq, la MANUI a appuyé l'établissement d'un cadre juridique et institutionnel complet et inclusif en mettant ses connaissances spécialisées en droit constitutionnel à la disposition des comités techniques œuvrant à la révision de la Constitution. En 2019, elle a également eu des échanges constructifs sur la réforme constitutionnelle avec un large éventail de responsables politiques, de fonctionnaires et de représentants de la société civile, y compris dans la région du Kurdistan, afin de tenir compte des points de vue de ces personnes dans la mise en place d'un processus de réforme inclusif. Elle a aussi continué de favoriser le renforcement du dialogue entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan, et de promouvoir l'application de lois indispensables à la consolidation des relations entre Bagdad et Erbil.
13. En Afghanistan, dans des conditions de sécurité difficiles, la MANUA a continué d'offrir ses bons offices aux parties et fourni un soutien électoral à l'organe de gestion des élections dans le cadre de l'élection présidentielle qui a eu lieu le 28 septembre 2019.

D. Environnement opérationnel et principales questions de politique générale relatives aux missions politiques spéciales

14. L'environnement opérationnel dans lequel les missions politiques spéciales mènent leurs activités reste particulièrement difficile et n'a cessé de se détériorer dans certaines zones en 2019 et 2020. Ces missions continuent d'être déployées dans des endroits où les conditions de sécurité sont parmi les plus instables au monde et sont tenues de faire face à nombre de problèmes complexes en matière de paix et de sécurité. Dans le même temps, la contribution essentielle qu'elles peuvent apporter fait l'objet d'une reconnaissance croissante. Que ce soit par l'intermédiaire des envoyés spéciaux, qui œuvrent au règlement de conflits violents, notamment en République arabe syrienne ou au Yémen, des bureaux régionaux, qui offrent un cadre à la diplomatie préventive en Afrique centrale, en Asie centrale et en Afrique de l'Ouest, ou des bureaux qui appuient des processus politiques difficiles mais essentiels, comme en Libye et en Somalie, les missions politiques spéciales continuent de jouer un rôle fondamental dans l'action que mène l'ONU en faveur de la paix et de la sécurité.

1. Priorité accordée à la prévention des conflits et au rétablissement de la paix

15. Dès sa prise de fonctions, le Secrétaire général a fait du renforcement des activités de prévention des conflits une de ses priorités. La participation de l'ensemble du système des Nations Unies à tous les niveaux est essentielle, car la prévention des conflits a de multiples dimensions.
16. Les missions politiques spéciales font partie des instruments de prévention les plus importants dont dispose l'Organisation. Il est largement admis que les bureaux politiques régionaux sont à la pointe de la diplomatie préventive. En outre, les envoyés, les représentants et les conseillers spéciaux aident les acteurs nationaux et internationaux à venir à bout de tout un éventail de difficultés, notamment

en ce qui concerne les questions territoriales, les conflits régionaux, les crises constitutionnelles ou électorales, les négociations politiques ou les pourparlers de paix.

17. Les missions politiques spéciales appuient les efforts de prévention menés dans de nombreux domaines, tels que le désarmement, la démobilisation et la réintégration, la réforme du secteur de la sécurité et la protection des droits de l'homme, afin de contribuer à prévenir et à régler les conflits, d'accompagner les transitions politiques complexes et de pérenniser la paix en coordination avec les acteurs nationaux et les entités des Nations Unies. Elles ont ainsi pour vocation immédiate de maîtriser les facteurs à l'origine des conflits violents et d'atténuer les effets de ceux-ci, mais s'emploient également à consolider la paix et à faire progresser la réalisation des objectifs à plus long terme que sont la prévention des conflits et la pérennisation de la paix.
18. L'action des missions politiques spéciales va donc de pair avec le programme du Secrétaire général, qui fait de la prévention un thème central commun aux travaux de toutes les composantes de l'Organisation, étant entendu que celle-ci doit se recentrer sur les activités visant à prévenir le déclenchement des crises, compte tenu des pertes en vies humaines et des souffrances qu'elles entraînent, mais aussi à empêcher l'affaiblissement des institutions et les coups portés à la résilience des sociétés et aux mesures prises en faveur du développement durable.

2. Les femmes et la paix et la sécurité

19. Les missions politiques spéciales ont continué d'intensifier leur rôle dans la concrétisation des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité. Dans leurs zones de responsabilité, elles guident souvent l'action que l'Organisation mène pour promouvoir la participation des femmes aux processus de paix et prendre en compte les questions de genre dans ses activités politiques et ses travaux touchant à la prévention des conflits. Un certain nombre de ces missions comptent parmi leur personnel des conseillers et conseillères pour les questions de genre, recrutés aussi bien sur le plan national que sur le plan international.
20. Le 29 octobre 2019, le Conseil de sécurité a adopté la résolution [2493 \(2019\)](#), dans laquelle il a demandé à tous les chefs des entités des Nations Unies d'aider le Secrétaire général par tous les moyens possibles à élaborer des approches en faveur de la participation des femmes aux pourparlers de paix soutenus par l'Organisation des Nations Unies qui soient adaptées au contexte, notamment à la situation particulière de chaque pays, afin de contribuer à ce que les femmes participent pleinement, réellement et sur un pied d'égalité aux activités relatives à la paix et à la sécurité, de sorte que celles-ci soient plus inclusives. Dans ce contexte, les missions politiques spéciales continueront de plaider en faveur d'une véritable représentation des femmes aux pourparlers de paix et de donner des conseils à ce sujet. Également dans sa résolution [2493 \(2019\)](#), le Conseil a demandé à tous les chefs des entités des Nations Unies d'aider le Secrétaire général par tous les moyens possibles à continuer d'intégrer systématiquement les questions de genre dans l'action du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et des organismes du système des Nations Unies, notamment grâce à la stratégie en faveur de la parité des sexes applicable à l'ensemble du système.
21. Le déploiement de spécialistes des questions de genre a eu un effet catalyseur sur la capacité des missions politiques spéciales, ainsi que du Siège, à intégrer efficacement les questions de genre dans leurs activités. Le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, créé par le Conseil de sécurité en 2016, s'est réuni avec les hauts responsables des missions politiques spéciales pour débattre de la situation des femmes dans un certain nombre de contextes où opèrent ces missions. En avril 2020, par exemple, le Groupe a entendu un exposé de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général chargée des affaires politiques et de l'assistance électorale de la MANUI.
22. Les missions politiques spéciales ont continué d'œuvrer en faveur d'une participation accrue des femmes aux initiatives de rétablissement de la paix, et de promouvoir une plus grande transparence en matière de représentation des sexes et de prise en compte de la dynamique des rapports hommes-femmes dans le cadre de ces activités. À titre d'exemple, le Bureau de l'Envoyé spécial pour le Yémen s'est employé à améliorer la représentation et la participation effective des femmes yéménites

dans tous les volets du processus de paix, en mettant l'accent sur les négociations officielles. Il appuiera les initiatives nationales et locales visant à favoriser la participation des femmes à la vie politique et leur représentation dans ce cadre, à assurer à ces dernières la jouissance de leurs droits de citoyennes à part entière et à assurer la prise en compte de leurs droits, de leurs besoins en matière de sécurité et de leurs préoccupations dans les processus de relèvement rapide, de règlement des conflits et de consolidation de la paix.

23. La Mission de vérification des Nations Unies en Colombie s'assure, par l'intermédiaire de ses équipes de vérification, que les besoins propres aux femmes ayant appartenu aux Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire sont pleinement pris en compte dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes, en accordant une attention particulière aux garanties de sécurité accordées aux figures de la société civile.
24. Depuis 2017, le BINUGBIS a concouru à la création de six réseaux de médiatrices à l'échelon régional et à la formation de leurs membres, ces réseaux devant être intégrés aux structures locales œuvrant pour la paix, qui sont traditionnellement composées essentiellement d'hommes – chefs religieux et anciens. En 2019, il a fourni au groupe de travail sur les femmes et l'inclusion sociale de la Commission électorale nationale une assistance technique visant à assurer la prise en compte des questions de genre dans le processus électoral, ce qui a permis à la Commission d'adopter, le 18 octobre, sa première politique d'égalité des genres. Cette politique a pour but de recenser et combattre les obstacles à la participation des femmes aux opérations électorales et la discrimination dont elles sont victimes dans ce cadre, et d'accroître leur participation en tant qu'électrices, candidates, observatrices, représentantes de partis politiques et membres de la Commission.

3. Sûreté et sécurité

25. Nombreuses sont les missions politiques spéciales qui interviennent dans des conditions de sécurité extrêmement instables et difficiles. Dans certains cas, l'intensité des conflits militaires, des insurrections, des troubles sociaux ou des activités terroristes est telle qu'elle représente un risque important, auquel les missions doivent s'adapter en permanence. L'environnement dans lequel opèrent la MANUSOM, la MANUL et la MINUAAH, par exemple, illustre bien les problèmes de sécurité qui se posent au quotidien.
26. S'il arrive que la sécurité des biens et des locaux des missions politiques spéciales soit menacée, les membres du personnel de ces missions sont aussi extrêmement susceptibles de devenir des victimes collatérales ou d'être directement pris pour cible. Le 10 août 2019, trois fonctionnaires de la MANUL ont été tués et deux membres du personnel des Nations Unies ont été gravement blessés à Benghazi (Libye) dans un attentat à la voiture piégée. Une commission d'enquête convoquée à la suite des faits achève actuellement l'élaboration de son rapport et de ses recommandations. Cet épisode met bien en évidence les dangers associés aux environnements à très haut risque. Ces menaces compromettent directement la capacité des missions de maintenir leur présence sur le terrain et de s'acquitter de leur mandat et doivent dès lors être prises en compte dans la configuration générale des missions politiques spéciales, ce qui exige une attention constante et des mesures proactives. L'ONU s'appuie essentiellement sur les pays hôtes pour garantir la sécurité du personnel des missions, mais, dans certains contextes, ceux-ci n'ont pas les moyens d'assurer les services de sécurité nécessaires. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix du Secrétariat et les responsables des missions politiques spéciales sont constamment en contact avec le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat afin de revoir et d'adapter les stratégies de gestion des risques de façon à réduire au minimum l'incidence éventuelle de ces risques sur l'exécution du mandat des missions, y compris des groupes d'experts chargés d'appuyer les comités du Conseil de sécurité.
27. Dans de nombreux cas, les missions politiques spéciales ont ainsi dû prendre d'importantes mesures d'atténuation des risques pour la sécurité, ces mesures ayant été définies et améliorées dans le cadre d'un processus continu de gestion des risques. À titre d'exemple, on citera le déploiement d'agents civils armés des services de sécurité des Nations Unies, l'envoi de groupes de gardes détachés par les États Membres et le recours à des gardes armés de sociétés de sécurité privées, selon que de

besoin et conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. En outre, les missions politiques spéciales revoient périodiquement leur présence en fonction du niveau de risque et compte tenu de l'importance des diverses fonctions, de façon à n'exposer qu'un minimum de membres du personnel.

4. Assistance électorale

28. Les missions politiques spéciales s'adaptent également à la nature évolutive des mandats électoraux. Par exemple, en 2019, des missions politiques spéciales ont soutenu, entre autres, les opérations électorales en Afghanistan, en Guinée-Bissau, en Haïti, en Iraq, en Libye et en Somalie. En particulier, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, en tant que coordonnatrice de l'assistance électorale mandatée par l'Assemblée générale, a reçu des demandes d'assistance spécialisée et ciblée à moyen et à long terme, qui doit permettre de soutenir et de renforcer les capacités des institutions électorales nationales. En outre, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a reçu des demandes d'assistance aux fins de la création d'un environnement propice à des élections crédibles. Lorsqu'elle propose une assistance technique et des activités de renforcement des capacités, l'Organisation le fait souvent de manière intégrée et, dans de nombreux cas, en parallèle d'une action de diplomatie préventive et de ses autres activités de prévention des conflits afin de favoriser le consensus concernant l'établissement de cadres électoraux légaux, en mettant l'accent sur l'inclusion et la non-discrimination et en encourageant une large participation.
29. Les missions politiques spéciales qui ont des mandats électoraux continuent de veiller à ce que l'ensemble des politiques, des projets et des activités d'assistance électorale de l'Organisation tiennent compte des grands principes directeurs que sont l'appropriation nationale et la durabilité et favorisent la participation politique des femmes, des jeunes, des personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés. À cet égard, on s'efforce en permanence de faire en sorte que tous les projets d'appui électoral des Nations Unies respectent les principes susmentionnés.

5. Partenariats et coopération

30. Les missions politiques spéciales collaborent étroitement avec les organisations régionales et sous-régionales dans l'exécution de leur mandat. Leur partenariat s'inscrit dans un objectif plus général qui consiste à approfondir et à diversifier la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales à tous les niveaux en vue d'améliorer la cohérence des politiques et la cohérence stratégique et opérationnelle. Les acteurs régionaux ont un rôle crucial à jouer dans la prévention des conflits, la médiation et le rétablissement et la consolidation de la paix et peuvent concourir de manière essentielle à l'exécution des mandats complexes confiés aux missions politiques spéciales. Le Secrétariat s'emploie systématiquement à consolider la coopération avec ces partenaires, notamment en organisant des consultations régulières, en renforçant la mise en commun de l'information, en améliorant la coordination et en privilégiant les approches et les activités conjointes.
31. L'ONU et l'Union africaine ont encore renforcé leur partenariat dans les domaines de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix. Acteur stratégique de ce partenariat, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine a continué d'apporter une contribution essentielle en assurant une coopération étroite entre l'ONU et l'Union africaine en vue de renforcer l'unité d'action. Avec d'autres acteurs du système des Nations Unies, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix fera progresser la mise en œuvre du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, signé en avril 2017, et collaborera avec les autres entités des Nations Unies qui dirigent la mise en œuvre du Cadre Union africaine-Organisation des Nations Unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
32. Les bureaux régionaux concourent considérablement au resserrement des relations de travail avec les partenaires sur un ensemble de questions d'intérêt commun liées à la paix et à la sécurité. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, l'UNOWAS a favorisé un rapprochement avec les acteurs régionaux,

comme le Groupe de cinq pays du Sahel, afin de remédier aux problèmes structurels dans la région. Ce partenariat vise à renforcer la cohérence entre la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et les stratégies des acteurs régionaux et sous-régionaux. En outre, l'UNOWAS prévoit d'établir une petite présence à Abuja afin de renforcer ses liens avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et son appui à celle-ci. L'UNOWAS continue de travailler en étroite collaboration avec l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad et d'autres partenaires régionaux afin d'appuyer les efforts qu'ils déploient pour renforcer les capacités régionales en matière de prévention et de gestion des conflits et de médiation.

33. En Afrique centrale, le BRENUAC collabore étroitement avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) en vue de renforcer les dispositifs nationaux et régionaux visant à mieux gérer les conflits entre agriculteurs et éleveurs. L'atelier sous-régional qu'il organise en 2020 est l'occasion pour les représentants de 11 États membres de la CEEAC de discuter de ce problème. Cette initiative fait suite aux recommandations issues des quarante-cinquième, quarante-sixième et quarante-septième réunions ministérielles du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale concernant la question de la transhumance. Au niveau sous-régional, les mesures prises font également suite aux recommandations relatives à l'adoption d'une législation sur le pastoralisme au niveau de la CEEAC qui ont été formulées par le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale en mars 2018.
34. Compte tenu du grand nombre de missions politiques spéciales déployées dans le monde arabe, l'intensification de la coopération avec la Ligue des États arabes continue de revêtir une importance particulière pour l'Organisation des Nations Unies. En 2018, l'Assemblée générale a approuvé la création d'un bureau de liaison des Nations Unies auprès de la Ligue, ce qui traduit l'étroitesse des liens de coopération entre les deux institutions. Opérationnel depuis juin 2019, le nouveau bureau de liaison a déjà permis de mener des activités de consultation plus régulières entre l'ONU et la Ligue des États arabes et a permis au Secrétariat d'envisager des moyens de fournir à la Ligue l'appui dont elle pourrait avoir besoin dans ses activités de renforcement des capacités. En définitive, grâce au travail du bureau de liaison, l'ONU et la Ligue des États arabes continueront d'œuvrer ensemble au règlement des problèmes mondiaux et régionaux en renforçant le dialogue stratégique, en menant des analyses conjointes et en élaborant des approches communes sur des domaines tels que la prévention et le règlement des conflits et la médiation.
35. Le renforcement des partenariats de l'ONU avec les organisations régionales et d'autres organisations dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, demeure l'un des principaux objectifs du Secrétaire général. Un dialogue interactif de haut niveau avec des organisations, notamment régionales, devra avoir lieu au cours du second semestre de 2020.

E. Informations sur les missions politiques spéciales communiquées conformément aux prescriptions de l'Assemblée générale et aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Les ressources extrabudgétaires au service de l'exécution des mandats des missions politiques spéciales

36. On continue à avoir recours à des ressources extrabudgétaires pour assurer les fonctions de soutien, faire face aux pics de travail liés aux missions de bons offices, à des situations de crise ou à d'autres activités afférentes aux mandats des missions politiques spéciales. Ces ressources ont également permis de fournir un appui décisif dans le cadre des activités intermissions et des visites d'officiers traitants et de hauts fonctionnaires dans les missions. Le montant des ressources extrabudgétaires qui seront mises à la disposition des missions politiques spéciales devrait s'élever à 11,3 millions de dollars en 2021, contre un montant estimatif de 20,9 millions de dollars en 2020. La répartition de ces ressources par mission est présentée en détail à l'annexe III du présent rapport.

37. Ce sont, dans une large mesure, les ressources extrabudgétaires qui ont permis aux missions politiques spéciales d'exécuter des projets ciblés qui vont dans le sens de leur mandat. En Asie centrale, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale a pu soutenir la coopération régionale en matière de gestion des eaux transfrontalières grâce à des ressources extrabudgétaires. Dans la région de la frontière terrestre entre le Cameroun et le Nigéria, la Commission mixte Cameroun-Nigéria utilise des ressources extrabudgétaires pour financer le projet de construction de piliers : 1 344 piliers ont déjà été construits, sur un total estimé à 2 696. La Commission entend poursuivre ses activités de collecte de fonds pour mettre en œuvre des projets socioéconomiques devant bénéficier aux populations et pour faciliter l'établissement de la délimitation définitive.
38. Des ressources extrabudgétaires ont également été utilisées pour fournir des capacités d'appui adéquates au Siège et pour permettre au personnel du Siège de se rendre sur le terrain auprès de missions politiques spéciales, et d'instaurer ainsi une collaboration de travail plus étroite. Ces visites ont été l'occasion pour le personnel du Siège de rencontrer le personnel de l'Organisation en poste sur le terrain et des interlocuteurs externes, notamment les représentants d'États Membres, et ainsi d'affiner leur compréhension et leur analyse du contexte dans lequel opèrent les missions ainsi que de l'appui dont elles ont besoin pour exécuter leur mandat.
39. Des ressources extrabudgétaires ont été utilisées pour financer des initiatives spécifiques menées par les missions. Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie utilise des ressources extrabudgétaires pour faciliter les travaux de la Commission constitutionnelle, notamment les activités de liaison avec le Gouvernement de la République arabe syrienne et les interlocuteurs de l'opposition, la société civile et les interlocuteurs régionaux et internationaux, ainsi que les activités de proximité menées auprès de groupes de femmes et de la société civile syrienne. Dans la région de l'Afrique centrale, le BRENUAC utilise des ressources extrabudgétaires pour faciliter l'application de la stratégie régionale des Nations Unies sur le pastoralisme et la transhumance en Afrique centrale, renforcer les réseaux de femmes dans la région, favoriser l'appropriation locale de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine et organiser des réunions et activités connexes du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale.

2. Centre de services régional d'Entebbe et Bureau d'appui commun de Koweït

40. Établi en juillet 2010, le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) compte actuellement parmi ses clients 8 opérations de maintien de la paix et 10 missions politiques spéciales, ainsi que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et l'équipe du Coordonnateur des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola.
41. Le Centre appuie 10 missions politiques spéciales basées en Afrique, à savoir le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, le Groupe d'experts sur la Somalie, l'UNOWAS, la Commission mixte Cameroun-Nigéria, le BINUGBIS, la MANUSOM, le BRENUAC et la MANUL.
42. Dans son projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 (A/74/717), actuellement examiné par l'Assemblée générale à l'occasion de la deuxième partie de la reprise de sa soixante-quatorzième session, le Centre de services régional d'Entebbe demande des ressources d'un montant de 37 637 600 dollars aux fins de son fonctionnement, montant qui doit être réparti entre les budgets des opérations de maintien de la paix actives qui sont ses clientes et les crédits qui seront ouverts au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme pour les missions politiques spéciales, crédits sur lesquels l'Assemblée se prononcera lorsqu'elle examinera le projet de budget-programme pour 2021.
43. Le montant des ressources demandées dans le projet de budget-programme pour 2021 afin de couvrir la part du budget du Centre à financer au moyen des crédits réservés aux missions politiques spéciales pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, dont il faut déduire un solde

inutilisé de 2 800 dollars et le montant des produits divers et des ajustements, qui est de 162 600 dollars pour l'exercice budgétaire 2018/19 (voir A/74/594, par. 36), est estimé à 1 511 000 dollars. Cela représente une augmentation de 86 600 dollars par rapport au montant de 1 424 400 dollars inscrit au budget pour 2020, ce qui s'explique par l'augmentation du budget proposé pour le Centre de services régional pour l'exercice 2020/21, en raison principalement de la révision du barème des traitements et de l'application de taux de vacance inférieurs aux prévisions pour le personnel recruté sur le plan international et sur le plan national.

44. Dans sa résolution 65/259, l'Assemblée générale a noté que le Secrétaire général comptait créer un bureau d'appui au Koweït pour la MANUA et l'a prié d'étudier les possibilités de partage des coûts entre cette Mission et la MANUI. Après une période d'évaluation, dans son rapport sur la MANUA du 11 octobre 2012 (A/67/346/Add.4), le Secrétaire général a informé l'Assemblée du fait que le Bureau de Koweït comporterait un bureau d'appui commun, qui regrouperait les fonctions de la MANUA et de la MANUI afférentes aux finances et aux ressources humaines, et un bureau d'appui à la MANUA, qui serait chargé de fournir un appui à distance dans des domaines comme la déontologie et la discipline, l'audit, les achats, les finances, la gestion de l'information, le contrôle des mouvements, les transports de surface, l'informatique et les communications, le budget et la planification, les systèmes d'information géographique et le contrôle du matériel et les demandes ou requêtes. Le Bureau d'appui commun de Koweït a ouvert en décembre 2012, avec pour mission d'offrir des services d'appui, dans le cadre d'un dispositif de services partagés, à la MANUA et à la MANUI.
45. Dans sa résolution 65/259 également, l'Assemblée générale a souhaité que les missions d'une même zone géographique coopèrent davantage afin d'être plus efficaces et de tirer un meilleur parti des ressources. Pour répondre à cette demande, le Bureau d'appui commun de Koweït fournit donc également un appui au Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et aux bureaux des Envoyé(e)s spéciaux(ales) du Secrétaire général pour le Yémen et la Syrie.
46. Structure provisoire ayant pour objectif de faciliter l'exploitation d'Umoja en attendant que l'Assemblée générale se prononce sur son avenir dans le contexte du dispositif de prestation de services centralisée du Secrétariat, le Bureau d'appui commun de Koweït a centralisé les services de traitement mensuel des états de paie du personnel recruté sur le plan national et des membres du personnel en tenue déployés sur le terrain, pour le compte de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement et du Centre de services mondial.
47. En attendant que l'Assemblée générale se prononce sur le dispositif de prestation de services centralisée, le Bureau d'appui commun de Koweït demeure un élément essentiel de la structure d'appui au Moyen-Orient et en Asie. En 2021, il assurera, dans des domaines tels que la gestion administrative du personnel, la gestion des comptes, les procédures relatives aux sommes à régler ou à encaisser, le traitement des demandes de prestation et les services de facturation, un appui administratif à la MANUA et à la MANUI, aux bureaux des Envoyé(e)s spéciaux(ales) du Secrétaire général pour la Syrie et le Yémen, à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, au Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et au BINUH. Les effectifs du Bureau avaient été fournis par la MANUA et la MANUI. Avec l'établissement du BINUH en 2019, deux emplois de temporaire supplémentaires ont été approuvés par l'Assemblée générale dans le cadre du budget pour 2020 pour cette mission afin de compléter la capacité du Bureau d'appui commun de Koweït. Il est proposé que les effectifs pour 2021 restent les mêmes que ceux approuvés pour 2020, à savoir 74 emplois de temporaire, afin de fournir des services d'appui essentiels en matière de gestion administrative et financière et de gestion des ressources humaines. On trouvera dans le tableau 1 la répartition des emplois affectés au Bureau d'appui commun de Koweït et financés par les trois missions clientes qui a été approuvée pour 2020 et celle qui est proposée pour 2021.

Tableau 1

Emplois du Bureau d'appui commun de Koweït financés par les missions politiques spéciales clientes : répartition approuvée pour 2020 et répartition proposée pour 2021

<i>Mission</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/1</i>	<i>Total</i>	<i>SM</i>	<i>Total partiel</i>	<i>AN</i>	<i>AL</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Total</i>
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1	1	2	1	5	14	19	–	20	20	39
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	–	2	1	–	3	7	10	–	23	23	33
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	–	–	–	–	–	–	–	–	2	2	2
Total	1	3	3	1	8	21	29	–	45	45	74

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; SM = agent(e) du Service mobile.

3. Transformation d'emplois soumis à un recrutement international en emplois soumis à recrutement national

48. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions [61/276](#) et [66/264](#), consistant à recourir plus largement à du personnel recruté sur le plan national, les missions politiques spéciales ont recensé les fonctions exercées par les administrateurs, les agents du Service mobile et les Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international en vue de proposer la transformation de certains postes en postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ou en poste d'agent(e) local(e), en fonction des besoins des missions et de leur mandat, ce qui permettra de contribuer au renforcement des capacités nationales. En outre, au stade de la planification des missions, on s'emploie à faire la plus large place possible au personnel recruté sur le plan national dans les effectifs.
49. L'incitation à recourir à du personnel recruté sur le plan national est un aspect prioritaire de la gestion des ressources humaines des missions politiques spéciales. Des directives relatives à la gestion prévisionnelle des besoins en personnel, axées sur le recrutement au niveau national, ont été établies et doivent s'appliquer aux missions politiques spéciales. Afin d'assurer la cohérence des procédures, un cadre général énonçant les principes et fournissant les outils propres à favoriser le recours à du personnel recruté sur le plan national dans les missions politiques spéciales et la formation de ce personnel a été élaboré. Les missions politiques spéciales ont recours à différentes catégories de personnel : du personnel recruté sur le plan international, du personnel recruté sur le plan local, des Volontaires des Nations Unies et du personnel externe à l'Organisation, qui comprend notamment le personnel fourni par des gouvernements, les consultants et les vacataires. Les missions politiques spéciales font largement appel à du personnel recruté sur le plan international, en particulier pendant leur phase de démarrage, dans les situations d'urgence et en période de réduction des effectifs : cela étant, à mesure que leurs activités et leur mandat évoluent, elles s'efforcent de modifier la composition de leurs effectifs en faveur de membres du personnel recrutés sur le plan local afin de contribuer au renforcement des capacités au niveau national.
50. En 2021, il est proposé de transformer quatre emplois soumis à un recrutement international en emplois soumis à recrutement national dans le cadre : a) du Bureau de l'Envoyé spécial pour le Yémen : il s'agit de transformer un emploi de médecin (P-3) en emploi d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; b) du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban : il s'agit de transformer un emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) en un emploi d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; c) de la MINUAAH : il s'agit de transformer un emploi de technicien(ne) du génie (Service mobile) en un emploi d'ingénieur(e) adjoint(e) de 1^{re} classe (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; d) de la MANUI : il s'agit de transformer un emploi d'assistant(e) (contrôle des mouvements) (Service mobile) en un emploi d'agent(e) de la régulation des mouvements (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national).

4. Méthode de calcul des coûts salariaux standard des missions politiques spéciales

51. En ce qui concerne les dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international, les traitements nets et les contributions nettes du personnel pour 2021 ont été calculés pour chaque classe et chaque mission politique spéciale selon la méthode suivante :
- a) Les barèmes des traitements ont été mis à jour selon le barème révisé des traitements de base des administrateurs(trices) et fonctionnaires de rang supérieur, qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/255 B et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Ce barème tient compte de l'incorporation, sans gain ni perte, de 1,21 point d'ajustement aux traitements de base nets prévus par le barème des traitements du 1^{er} janvier 2019. Le barème des traitements de base nets des agents du Service mobile a lui aussi été révisé avec effet au 1^{er} janvier 2020 (voir [ST/IC/2020/7](#)) ;
 - b) Les échelons retenus pour chaque classe sont fondés sur les échelons moyens effectifs de chaque mission au 31 décembre 2019, tels qu'ils ressortent des données relatives à l'occupation effective des postes du personnel recruté sur le plan international ;
 - c) Le coefficient d'ajustement fixé pour chaque lieu d'affectation à compter de janvier 2020 a été appliqué aux traitements de base nets.
52. En outre, les dépenses effectives au titre des dépenses communes de personnel et des traitements nets (y compris l'indemnité de poste mais déduction faite des contributions du personnel) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 ont été utilisées pour calculer le pourcentage des dépenses communes de personnel appliqué aux prévisions de dépenses pour 2021.
53. Conformément à la pratique en vigueur concernant le montant des ressources proposées pour les missions politiques spéciales, les prévisions de dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan national dans un lieu d'affectation donné sont établies en fonction des traitements effectifs des différentes classes et échelons et des dépenses communes de personnel enregistrées par le passé.

5. Coefficients de dotation en véhicules et en matériel informatique

54. Afin que les missions fassent un meilleur usage de leur parc automobile, le Siège recommande que leur dotation en véhicules soit directement proportionnelle aux effectifs, les véhicules devant par ailleurs être réservés en priorité aux opérations, compte tenu de leur kilométrage, de l'usage qui en est fait et de leur fréquence d'utilisation. Pour améliorer encore la gestion du parc de véhicules, le Secrétariat a fixé les coefficients standard pour les véhicules légers de transport de passagers aux missions de maintien de la paix, afin qu'elles en tiennent compte dans l'évaluation des besoins en moyens de transport terrestre. En outre, il suit l'acquisition de véhicules par les missions pour veiller à ce qu'elles réalisent des gains d'efficacité en utilisant les véhicules économiques prévus dans les nouveaux contrats-cadres qu'il a conclus en concertation avec le système des Nations Unies. Ces mesures délibérées permettent d'être fidèle à l'esprit des directives sans menacer les besoins opérationnels des missions.
55. Les dotations des missions politiques spéciales en véhicules et en matériel informatique ont été examinées et alignées, dans la mesure du possible, sur les coefficients standard qui figurent dans le Manuel des coûts et coefficients standard. Le Secrétariat continuera de surveiller les excédents de véhicules. Les missions devront procéder à la cession des véhicules pouvant être comptabilisés en pertes parce qu'ils ont atteint la fin de leur durée de vie ou des transferts entre missions devront être recommandés si c'est faisable et économiquement rationnel.
56. Ainsi, les dotations en véhicules et en matériel informatique proposées pour 2021 le sont sur la base des prévisions de déploiement de personnel pour cet exercice, et non sur la base de l'effectif autorisé. On trouvera dans le tableau 2 les coefficients de dotation en véhicules pour l'ensemble des missions politiques spéciales concernées et, dans le tableau 3, les coefficients de dotation en matériel informatique.

Tableau 2
Dotations en véhicules proposées pour 2021

	Effectif proposé pour 2021 ^a	Effectif ajusté en fonction des taux de vacance ^a	Dotation standard ^{b, c}	Dotation proposée au budget pour 2021 ^{b, c}	Variation en pourcentage
Groupe thématique I					
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	16	15	5	5	–
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	7	7	3	4	33,3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	60	44	12	9	(25,0)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	20	19	5	5	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	71	60	20	14	(30,0)
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	23	20	10	17	70,0
Total partiel	197	165	55	54	(1,8)
Groupe thématique II					
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	120	90	27	40	48,1
Total partiel	120	90	27	40	48,1
Groupe thématique III					
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	55	47	17	17	–
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	28	27	5	12	140,0
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	884	839	161	57	(64,6)
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	12	11	3	4	33,3
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	15	15	13	12	(7,7)
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	24	23	11	12	9,1
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	37	32	12	10	(16,7)
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	230	182	42	34	(19,0)
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	490	435	103	103	–
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	159	126	–	–	–
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	105	91	27	40	48,1
Total partiel	2 039	1 828	394	301	(23,6)
MANUA et MANUI					
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	490	464	175	175	–
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	662	627	161	161	–
Total	3 508	3 174	812	731	(10,0)

^a Personnel des Nations Unies recruté sur le plan international, administrateurs(trices) recruté(e)s sur le plan national, Volontaires des Nations Unies, et militaires et personnel de police (observateurs(trices) militaires, membres de la police militaire et a gent(e)s de la police civile des Nations Unies).

^b Véhicules et berlines à quatre roues motrices standard ou de luxe (véhicules de transport de troupes et véhicules utilitaires, autocars et voitures électriques non compris).

^c Sur la base du matériel standard visé dans le Manuel des coûts et coefficients standard.

57. Le nombre total de véhicules proposés pour les missions politiques spéciales est inférieur de 10,0 % à la dotation standard prévue dans le Manuel des coûts et coefficients standard. Les raisons ci-après sont données en ce qui concerne les missions pour lesquelles les dotations en véhicules proposées sont supérieures à la dotation standard :
- a) La dotation en véhicules proposée pour la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève, supérieure de 33,3 % (soit un véhicule de plus) à la dotation standard, correspond aux besoins opérationnels à Tbilissi et à Zougdidid (Géorgie) ;
 - b) La dotation en véhicules proposée pour le Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi, supérieure de 70,0 % à la dotation standard, s'explique par le transfert de véhicules que d'autres missions avaient utilisés précédemment au Burundi. La mission réduit actuellement le nombre de véhicules et continuera de surveiller les excédents de véhicules en vue de comptabiliser en pertes des véhicules en fonction de leur durée de vie utile ;
 - c) La dotation en véhicules proposée pour l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, supérieure de 48,1 % à la dotation standard, s'explique par le caractère particulier des activités d'enquête sur le terrain ainsi que par les mesures de sécurité qui doivent être prises compte tenu de l'environnement dans lequel l'Équipe d'enquêteurs travaille en Iraq ;
 - d) La dotation en véhicules proposée pour le BINUGBIS, supérieure de 140,0 % à la dotation standard, découle de la fermeture de la mission et de la réduction des effectifs d'ici au 31 décembre 2020, une équipe de 28 membres du personnel étant chargée d'effectuer les tâches résiduelles jusqu'au 28 février 2021 afin d'achever les activités de liquidation, ce qui passera par de fréquentes visites auprès des prestataires extérieurs, des fournisseurs, des autorités douanières et d'autres autorités locales. Pour mener à bien le processus de liquidation, des moyens de transport sont également nécessaires pour fournir un appui aux équipes d'experts que le Département de l'appui opérationnel du Secrétariat, le Centre de services mondial et le Centre de services régional d'Entebbe devraient envoyer ainsi qu'au (à la) conseiller(ère) du personnel concernant les orientations techniques ;
 - e) Un véhicule de plus que la dotation standard a été proposé pour le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale car la mission procède actuellement à la cession des véhicules excédentaires par vente ;
 - f) La dotation en véhicules proposée pour le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, supérieure de 9,1 % (soit un véhicule de plus) à la dotation standard, correspond aux besoins opérationnels de la mission et aux exigences de sécurité ;
 - g) La dotation en véhicules proposée pour le BINUH, supérieure de 48,1 % à la dotation standard, s'explique par le fait que : i) les équipes doivent se rendre dans des régions reculées afin de faciliter l'exécution des tâches ; ii) l'usure est plus importante que la normale en raison de l'état des routes ainsi que de l'âge et de l'état mécanique des véhicules ; iii) dans la pratique, un parc de véhicules doit faciliter les services de transport compte tenu de la grande mobilité du personnel des missions et de l'entretien et de la réparation fréquents des véhicules, en mauvais état, ce qui a des répercussions sur leur durée d'utilisation.
58. Le coefficient standard fixe le nombre de véhicules nécessaire pour telle ou telle catégorie, mais certaines missions doivent également davantage s'adapter aux conditions dans lesquelles elles opèrent. Compte tenu de cette situation, le Siège continue de surveiller les dotations des missions. Conformément aux directives relatives au programme de transformation du parc automobile, le Secrétariat analyse la dotation en véhicules en tenant compte de plusieurs facteurs et vérifie notamment si l'usage qui est fait des véhicules est bien fondé et si les objectifs fixés par le Siège, tels que ceux relatifs à la consommation de carburant, sont respectés. Les missions sont évaluées séparément, le coefficient servant de référence, et, lorsque cela est nécessaire, des plans sur mesure sont mis en place afin de répondre aux besoins des missions sans trop s'écarter du coefficient fixé.

Tableau 3
Dotations en ordinateurs proposées pour 2021

	Effectif proposé pour 2021 ^a	Effectif ajusté en fonction des taux de vacance ^a	Ordinateurs ^b			
			Dotation standard ^c	Dotation standard et pièces de rechange	Dotation proposée au budget pour 2021	Variation en pourcentage
Groupe thématique I						
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	21	20	20	28	28	–
Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide	11	10	10	11	11	–
Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	2	2	2	2	2	–
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	3	3	3	3	3	–
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	7	7	7	7	7	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	91	70	70	78	85	9,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	9	9	9	9	9	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	27	26	26	32	35	9,4
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	100	84	84	101	102	1,0
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	42	39	39	45	53	17,8
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	5	5	5	5	5	–
Total partiel	318	275	275	321	340	5,9
Groupe thématique II						
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	2	2	2	2	2	–
Groupe d'experts sur le Soudan	1	1	1	1	1	–
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	6	6	6	14	14	–
Groupe d'experts sur la Libye	2	2	2	2	2	–
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	2	2	2	2	2	–
Groupe d'experts sur le Yémen	8	8	6	6	6	–
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	3	3	3	3	3	–
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaïda, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées	19	18	19	29	29	–
Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	3	3	3	3	3	–
Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	7	7	7	7	7	–

	Effectif proposé pour 2021 ^a	Effectif ajusté en fonction des taux de vacance ^a	Ordinateurs ^b			
			Dotation standard ^c	Dotation standard et pièces de rechange	Dotation proposée au budget pour 2021	Variation en pourcentage
Groupe d'experts sur le Mali	1	1	1	1	1	–
Groupe d'experts sur la Somalie	6	6	6	6	6	–
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	5	5	5	5	5	–
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	52	49	49	53	53	–
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	164	122	122	153	165	7,8
Total partiel	281	235	234	287	299	4,2
Groupe thématique III						
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	77	67	67	85	85	–
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	30	29	29	35	36	2,9
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	444	362	362	405	482	19,0
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	30	29	29	34	34	–
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	17	17	17	22	22	–
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	82	79	73	73	73	–
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	46	43	43	74	74	–
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	325	248	248	327	356	8,9
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	571	515	515	615	676	9,9
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	239	187	187	204	212	3,9
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	133	117	117	132	140	6,1
Total partiel	1 994	1 693	1 687	2 006	2 190	9,2
MANUA et MANUI						
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1 164	1 118	1 118	1 210	1 210	–
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	807	747	740	891	891	–
Total	4 564	4 068	4 054	4 715	4 930	4,6

^a Personnel recruté sur les plans international et national, Volontaires des Nations Unies, membres de la police des Nations Unies, observateurs(trices) militaires des Nations Unies, personnel fourni par des gouvernements, officiers et officières d'état-major, sous-traitants internationaux et experts basés au lieu d'affectation.

^b Ordinateurs de bureau, ordinateurs portables et mini-ordinateurs portables.

^c Sur la base du matériel standard visé dans le Manuel des coûts et coefficients standard.

59. La dotation en ordinateurs proposée pour l'ensemble des missions politiques spéciales, supérieure de 4,6 % à la dotation standard, tient principalement au fait que ces missions ont besoin d'ordinateurs pour les consultantes et les consultants, les salles de cours, les cybercafés, les services de maintenance informatique, le système CarLog, la programmation des radios et d'autres activités sur le terrain. En outre, en raison des conditions difficiles dans lesquelles elles opèrent, du temps que

prennent les réparations et des délais d'approvisionnement, certaines missions disposent d'une quantité de pièces de rechange légèrement supérieure à la normale.

6. Opérations aériennes

60. Au paragraphe 33 de son rapport sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales (A/69/628), approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé que la présentation des informations sur les opérations aériennes soit améliorée et que des précisions soient notamment données sur les heures de vol et les dépenses en vertu des contrats antérieurs ou en cours. On trouvera donc à l'annexe IV au présent rapport des informations, ventilées par mission, sur le montant des crédits ouverts et des dépenses engagées en 2019, le budget approuvé de 2020 et les ressources demandées pour 2021 concernant les opérations aériennes, ainsi que le nombre effectif d'heures de vol en 2019, le nombre d'heures de vol prévues au budget en 2020 et le nombre d'heures de vol prévues pour 2021.
61. Le montant total des ressources approuvées pour 2020 au titre des opérations aériennes s'élève à 54,3 millions de dollars pour couvrir les 7 949 heures de vol (5 338 heures pour les avions et 2 611 heures pour les hélicoptères) prévues pour 13 missions politiques spéciales. Pour 2021, un montant de 49,8 millions de dollars est demandé pour couvrir 7 788 heures de vol au total (4 977 heures pour les avions et 2 811 heures pour les hélicoptères) prévues pour 13 missions politiques spéciales. Les ressources proposées au titre des opérations aériennes pour 2021 représentent une diminution de 8,4 % par rapport à 2020. Huit de ces 13 missions prévoient une diminution des ressources dont elles auront besoin pour les opérations aériennes en 2021, dont trois prévoient également une diminution du nombre d'heures de vol. Les ressources financières destinées aux opérations aériennes et aux heures de vol pour 2021 demeurent à peu près inchangées par rapport à 2020 dans le cas de trois missions : Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, BRENUAC et MANUI. Elles devraient augmenter pour deux missions : UNOWAS et Mission de vérification des Nations Unies en Colombie. Au total, 90 % des ressources proposées au titre des opérations aériennes pour 2021 seront consacrés aux missions suivantes : UNOWAS, MANUSOM, MANUL, Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, MINUAAH et MANUA.

7. Services de sécurité

62. Dans sa résolution 69/274 B, l'Assemblée générale a rappelé le paragraphe 44 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/69/628/Add.2) et demandé que soient communiquées des informations sur le recours à des sociétés de sécurité privées dans tous les budgets des missions politiques spéciales. On trouvera donc à l'annexe V du présent rapport des informations sur les ressources prévues au titre des services de sécurité pour 2021.

8. Jurys d'experts chargés du recrutement par voie d'avis de vacance de poste génériques pour les postes à pourvoir dans les missions sur le terrain

63. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé que des renseignements sur les jurys d'experts chargés du recrutement pour les missions politiques spéciales figurent dans les projets de budget (voir A/71/595, par. 57). Les jurys d'experts créés par la circulaire ST/AI/2010/3 d'avril 2010 doivent se réunir en 2021 afin d'évaluer et de recommander les candidats qui ont répondu à des avis de vacance de poste génériques pour des postes à pourvoir dans les missions sur le terrain, afin de réduire la charge administrative pesant sur les responsables des postes à pourvoir et d'améliorer la qualité et l'intégrité de la procédure de recrutement en centralisant les évaluations. Des efforts particuliers sont faits pour qu'un plus grand nombre de femmes soient inscrites sur les listes pour tous les groupes professionnels, conformément à l'objectif du Secrétaire général consistant à parvenir à la parité des femmes-hommes dans les opérations de paix. À cet effet, il est prévu que les activités de recrutement et de constitution des listes de candidats présélectionnés soient financées à la fois par les missions de maintien de la paix et par les missions politiques

spéciales. Les ressources serviront à couvrir les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance pour les membres des jurys d'experts et les responsables de groupe professionnel. Les ressources nécessaires seraient réparties entre les missions et inscrites à la rubrique Voyages officiels de leur budget. Pour 2021, ces ressources représentent un montant total de 270 000 dollars, réparti entre les missions sur la base du nombre d'emplois de temporaire qu'elles ont été autorisées à pourvoir sur le plan international en 2020.

9. Voyages

64. Conformément aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/71/595, par. 30 et 32), auxquelles a souscrit l'Assemblée générale, on trouvera à l'annexe VI du présent rapport des informations sur les ressources approuvées pour 2020 et les dépenses prévues en 2021 au titre des voyages officiels, notamment une synthèse des variations. Le montant total des ressources demandées au titre des voyages officiels fait apparaître une diminution de 5 % par rapport à 2020. On trouvera à l'annexe VII des informations sur le taux de conformité, dans les missions politiques spéciales, avec les directives imposant l'achat des billets 16 jours au moins avant le départ.
65. En ce qui concerne les manquements à ces directives, les missions politiques spéciales ont pris note des observations et recommandations du Comité consultatif et du fait qu'il convenait de prendre de nouvelles mesures et notamment entrepris : a) de sensibiliser le personnel à la question et de diffuser des informations relatives à l'obligation de soumettre les demandes d'autorisation de voyage au moins 21 jours à l'avance ; b) d'exiger la justification, documents à l'appui, des autorisations de voyage soumises moins de 21 jours à l'avance ; c) d'assurer régulièrement le suivi auprès de diverses parties prenantes (notamment les États et les équipes de pays des Nations Unies) afin de confirmer dans les meilleurs délais les dates des réunions et des conférences et les listes de personnes devant y participer ; d) d'encourager les agent(e)s ordonnateurs(trices) à réduire autant que possible le temps de traitement des demandes de voyage.
66. Certaines missions ont également nommé, au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission, des responsables chargés d'autoriser les voyages et les expéditions et de superviser l'ensemble des questions relatives aux voyages et en particulier de collaborer plus étroitement avec les groupes des voyages des centres de services régionaux, en fonction des besoins. Certaines ont aussi établi des calendriers prévisionnels des voyages qui sont visés régulièrement par les chefs de groupe de façon à faciliter la planification.
67. Le plein respect des délais fixés dépend d'un certain nombre de facteurs externes tels que : l'évolution fréquente des conditions de sécurité et du contexte politique dans lesquels opèrent les missions ; la nécessité de répondre à des crises soudaines ou qui vont s'aggravant ; les interruptions dues à des modalités logistiques particulières comme des vols spéciaux ou des escortes, qui entraînent des réservations de dernière minute auprès des opérateurs de transports commerciaux ; les demandes tardives de modifications du calendrier des réunions et des listes de participants où figurent de nombreuses parties prenantes, notamment les pays des régions dans lesquelles les missions opèrent, les organisations intergouvernementales partenaires et la société civile, modifications sans préavis sur lesquelles les missions n'ont aucun contrôle ; la communication tardive des informations par les responsables des activités de formation.

10. Services d'appui fournis par le Siège aux missions politiques spéciales

68. Les missions politiques spéciales dépendent de l'appui du Siège pour de nombreuses fonctions. On trouvera à l'annexe II du présent rapport des informations sur le département chef de file chargé de fournir un appui fonctionnel aux 39 missions politiques spéciales au titre desquelles des ressources ont été proposées pour 2021. En 2020, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix est chargé de fournir un appui fonctionnel à 35 des 39 missions politiques spéciales : il facilite entre autres la communication entre ces missions et les entités des Nations Unies à New York et l'établissement de liaisons régulières avec les États Membres par l'intermédiaire des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies, et établit une grande diversité de

documents de fond, y compris des dossiers d'information à l'intention du Conseil de sécurité et des rapports du Secrétaire général. En 2021, il continuera d'apporter le même type de soutien à ces missions. En 2020, 15 missions bénéficient du concours du Service administratif conjoint du Département des opérations de paix et du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Les missions politiques spéciales bénéficient également de services d'appui et de conseil opérationnels dans les domaines des ressources humaines et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, fournis par le Département de l'appui opérationnel, d'une aide concernant la procédure budgétaire, de services financiers et d'une aide concernant le dispositif d'application du principe de responsabilité dispensés par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ainsi que de services d'appui en matière d'informatique fournis par le Bureau de l'informatique et des communications. Par ailleurs, les missions politiques spéciales se tournent vers les services du Siège pour des questions thématiques et opérationnelles telles que l'élaboration de constitutions, l'assistance électorale, la médiation, les meilleures pratiques, la planification et la constitution des forces militaires et de police, l'état de droit et les institutions chargées de la sécurité. En 2021, le Siège continuera d'apporter le même type de soutien à ces missions.

69. Comme suite à la demande formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir [A/73/498](#), par. 46 et [A/72/7/Add.10](#), par. 53), on trouvera à l'annexe VIII du présent rapport des informations sur les emplois de temporaire aux fins d'appui fourni par le Siège qui sont financés au moyen de ressources inscrites au budget des missions politiques spéciales (ressources approuvées pour 2020 et proposées pour 2021), concernant notamment le nombre total d'emplois d'appui approuvés pour les différents départements et les titres fonctionnels associés aux emplois. On y trouvera également des informations succinctes sur les changements qu'il est proposé d'apporter à ces emplois en 2021. En 2020, 48 emplois de temporaire [1 D-1, 8 P-5, 19 P-4, 9 P-3, 1 P-2 et 10 G(AC)] sont financés au moyen du budget des missions politiques spéciales aux fins des services d'appui fournis par le Siège, et il est proposé que ces 48 emplois continuent d'être financés de la sorte en 2021. En outre, il est proposé de procéder au transfert d'un emploi de temporaire de juriste (P-4) au sein de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes du terrain au Siège afin de permettre à la mission d'engager au mieux des échanges avec les États Membres, les entités des Nations Unies et les autres parties prenantes au Siège en ce qui concerne les questions juridiques que son mandat et ses activités de base impliquent.
70. Les services d'appui que fournit le Secrétariat aux missions politiques spéciales sont essentiellement financés au moyen des ressources prévues au budget des missions, mais il faut souvent faire appel aux ressources inscrites au budget ordinaire et à des ressources extrabudgétaires.
71. Le Secrétaire général a présenté un rapport sur l'examen des modalités de financement et de soutien des missions politiques spéciales ([A/66/340](#)) dans lequel étaient proposés d'autres mécanismes de financement des ressources nécessaires en matière d'appui. L'Assemblée générale ne s'est pas encore prononcée sur la question. Tout récemment, au paragraphe 15 de la section XVIII de sa résolution [74/263](#), l'Assemblée générale a réaffirmé sa volonté d'examiner les modalités de financement et de soutien des missions politiques spéciales et les recommandations du Comité consultatif (voir [A/66/7/Add.21](#)) et s'est dite résolue à examiner la question en vue de prendre une décision, sans préjuger du résultat, durant la partie principale de sa soixante-quinzième session. Conformément à la pratique en vigueur, les ressources nécessaires au titre des capacités d'appui au Siège sont inscrites au budget de chaque mission.
72. Dans son rapport ([A/74/7/Add.24](#)), le Comité consultatif a noté qu'à la suite de la réforme de la gestion, les fonctions et les ressources liées à l'établissement du budget et à la gestion financière, y compris pour les missions politiques spéciales, avaient été redistribuées entre les départements et bureaux concernés. Il a noté également qu'il était nécessaire de fournir davantage d'informations sur les fonctions actuelles, la charge de travail et les ressources et capacités connexes, notamment sur les postes et emplois de temporaire dans les différents bureaux concernés. Il a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui fournir des informations et des explications détaillées en ce qui concerne son projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de

la paix pour 2020/21 et le projet de budget-programme pour 2021, notamment le rapport principal sur les missions politiques spéciales.

73. En ce qui concerne le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel, le Secrétaire général a présenté récemment un rapport sur le mécanisme de financement proposé pour les deux départements (A/74/761) dans lequel il a proposé qu'un nouveau modèle de financement aux fins du calcul des ressources nécessaires à ces deux départements soit appliqué dans le projet de budget-programme pour 2022. Dans le cadre du modèle proposé, l'ensemble des ressources nécessaires aux deux départements au titre des postes et des autres objets de dépense seraient présentées de manière exhaustive dans le cadre du budget-programme, et les objectifs, les indicateurs de succès et les produits associés des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats (budget ordinaire, missions politiques spéciales et opérations de maintien de la paix) seraient présentés de manière unifiée et non plus séparément. L'Assemblée générale examine le rapport. La suite qui sera donnée à cette proposition déterminera la présentation du tableau d'effectifs envisagés pour le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel.

11. Appui fourni par les pays hôtes

74. On trouvera à l'annexe IX du présent rapport des informations sur l'appui fourni à titre gracieux aux missions politiques spéciales par le pays hôte, comme demandé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/71/595, par. 47).

II. Analyse des ressources nécessaires au titre des missions politiques spéciales

75. Le montant total des ressources demandées pour 2021 au titre des 39 missions politiques spéciales visées dans le présent rapport s'établit à 706,8 millions de dollars, déduction faite des contributions du personnel, et comprend les ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional. Le montant des crédits demandés pour 2021 est donc en diminution de 5,0 millions de dollars (0,7 %) par rapport aux crédits approuvés pour 2020.
76. Les tableaux 4 à 7 ci-après présentent les montants estimatifs des dépenses et les ressources nécessaires par catégorie de dépenses pour chaque mission.
77. Les ressources prévues pour les 11 missions politiques spéciales du groupe I représentent une augmentation globale de 0,6 million de dollars (1,0 %) par rapport au budget approuvé pour 2020. Cette augmentation globale s'explique principalement par l'augmentation des dépenses de personnel civil (1,7 million de dollars) due à l'application de taux de vacance tenant compte de l'occupation effective des emplois en 2019 et à l'application de la moyenne des grades et échelons et des dépenses communes de personnel compte tenu des structures de dépenses de 2019. Elle est compensée en partie par une réduction des dépenses opérationnelles, principalement au titre des installations et infrastructures et des transports terrestres.
78. Les ressources prévues pour les 15 missions politiques spéciales du groupe II représentent une augmentation globale de 4,7 millions de dollars (8,2 %) par rapport au budget approuvé pour 2020. Cette augmentation globale tient principalement à la hausse des dépenses prévues au titre de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (4,7 millions de dollars), essentiellement en raison de l'application de taux de vacance moins élevés en 2021 compte tenu des derniers taux d'occupation des emplois enregistrés, et de dépenses opérationnelles supplémentaires au titre du projet d'achat de véhicules légers pour cette mission.
79. Les ressources prévues pour les 11 missions politiques spéciales du groupe III représentent une diminution globale de 13,0 millions de dollars (3,6 %) par rapport au budget approuvé pour 2020. Cette diminution globale est le résultat net : a) d'une baisse des dépenses prévues au titre du

BINUGBIS (14,3 millions de dollars), en raison de la clôture de la mission au 31 décembre 2020 et de sa liquidation au 28 février 2021 ; b) d'une baisse des dépenses prévues au titre de la MINUAAH (2,6 millions de dollars), en raison de la diminution des ressources demandées au titre des achats ; c) d'une baisse des dépenses prévues au titre de la MANUL (2,1 millions de dollars), principalement due à la diminution des ressources demandées au titre de la location de locaux et à la diminution des achats de matériel ; d) d'une baisse des dépenses prévues au titre du BINUH (0,6 million de dollars), en raison de la diminution des ressources demandées au titre des travaux de construction, de rénovation et de modernisation ; e) d'une hausse des dépenses prévues au titre de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie (2,7 millions de dollars), en raison de l'application des coûts standard actualisés pour les Volontaires des Nations Unies, de la création proposée de cinq emplois de temporaire et des dépenses liées aux nouveaux bureaux et aux camps durables dans la zone de la mission ; f) d'une hausse des dépenses prévues au titre de l'UNOWAS (1,7 million de dollars), principalement due aux 12 emplois de temporaire qu'il est proposé de créer afin de renforcer la capacité de la mission de mener à bien les activités prescrites dans l'annexe à la lettre datée du 31 janvier 2020 adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/85) et aux dépenses de fonctionnement connexes ; g) d'une hausse des dépenses prévues au titre du BRENUAC (1,0 million de dollars), principalement due aux sept emplois de temporaire qu'il est proposé de créer et à l'augmentation du nombre de voyages officiels, afin de renforcer les activités de la mission dans les domaines prescrits par le Président du Conseil de sécurité dans sa déclaration du 12 septembre 2019 (S/PRST/2019/10) ; h) d'une hausse des dépenses prévues au titre du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban (0,8 million de dollars), principalement due à l'application du barème révisé des traitements du personnel recruté sur le plan national à compter du 1^{er} janvier 2020, qui tient compte de l'échelon des titulaires actuels ; i) d'une hausse des dépenses prévues au titre de l'équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria (0,4 million de dollars), en raison de l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de la structure des dépenses effectives pour 2019.

80. Le montant des ressources demandées au titre de la MANUA représente une augmentation de 3,1 millions de dollars (2,3 %) par rapport au budget approuvé pour 2020. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des dépenses de personnel civil, due à l'application d'un taux de vacance plus faible pour le personnel recruté sur le plan international et à l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel par rapport aux coûts salariaux du personnel recruté sur le plan national. Elle est compensée en partie par la suppression proposée de 41 emplois de temporaire (5 emplois d'agent(e) du Service mobile et 36 emplois d'agent(e) local(e), et la diminution des dépenses prévues au titre des voyages officiels et des opérations aériennes en raison de l'utilisation accrue d'autres moyens de communication et de le retrait du service d'un hélicoptère.
81. Le montant des ressources demandées au titre de la MANUI représente une diminution de 0,5 million de dollars (0,5 %) par rapport au budget approuvé pour 2020. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des dépenses prévues au titre des voyages officiels en raison du recours plus fréquent aux services de visioconférence, et par la baisse des frais de location après la construction des locaux de la Mission à Mossoul. Elle est contrebalancée en partie par une hausse des dépenses prévues au titre du personnel civil due à l'application du barème des traitements révisé à compter du 1^{er} janvier 2020.
82. On trouvera aux tableaux 4 à 7 un récapitulatif des variations entre les crédits approuvés pour 2020 et les ressources à prévoir pour 2021 au titre des missions politiques spéciales qui poursuivront leurs activités en 2021.

Tableau 4
Récapitulatif des prévisions de dépenses pour 2021 (par groupe thématique)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2020 (crédits ouverts) ^a	2021 (prévisions)	Variation	
			Montant	Pourcentage
			(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)
Groupe thématique I	56 793,1	57 365,3	572,2	1,0
Groupe thématique II	57 453,2	62 188,9	4 735,7	8,2
Groupe thématique III	360 774,6	347 779,4	(12 995,2)	(3,6)
MANUA	134 790,2	137 921,0	3 130,8	2,3
MANUI	100 546,3	100 007,0	(539,3)	(0,5)
Total partiel (net)	710 357,4	705 261,6	(5 095,8)	(0,7)
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	1 424,4	1 511,0	86,6	6,1
Total (net)	711 781,8	706 772,6	(5 009,2)	(0,7)

^a Le montant de 711 781 800 dollars des crédits ouverts pour 2020 comprend : a) un montant de 711 634 800 dollars approuvé conformément aux dispositions de la résolution 74/263 (sect. XVIII, par. 30 et 31) de l'Assemblée générale relatives aux missions politiques spéciales ; b) un montant de 147 000 dollars approuvé conformément aux décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour 2019 (voir résolution 74/255 B de l'Assemblée générale).

Tableau 5
Récapitulatif des variations entre les ressources approuvées pour 2020 et les ressources proposées pour 2021 au titre des missions qui ont été reconduites

<i>Mission</i>	<i>Total des ressources approuvées pour 2020</i>	<i>Total des ressources proposées pour 2021</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
1. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	2 878,3	2 881,8	3,5	0,1	L'augmentation s'explique par l'application d'un taux de vacance plus faible pour les emplois soumis à recrutement international, compte tenu de l'évolution récente des dépenses
2. Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide	2 227,4	2 353,3	125,9	5,7	L'augmentation s'explique par : a) la création proposée d'un emploi de temporaire de la classe P-5 ; b) des dépenses supplémentaires prévues au titre de la location des locaux, de l'entretien du matériel informatique et du matériel de communication et des services d'appui
3. Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	434,4	532,3	97,9	22,5	L'augmentation s'explique par : a) l'application du barème des traitements révisé à compter du 1 ^{er} janvier 2020 ; b) l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses
4. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	397,2	368,9	(28,3)	(7,1)	La diminution s'explique par la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses
5. Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	2 236,7	1 928,2	(308,5)	(13,8)	La diminution s'explique par la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	16 235,3	16 735,1	499,8	3,1	L'augmentation s'explique par l'application d'un taux de vacance plus faible pour les emplois soumis à recrutement international et l'hypothèse selon laquelle tous les emplois soumis à recrutement national seront pourvus, compte tenu des tendances récentes en matière d'occupation des emplois, ainsi que par une hausse des ressources demandées au titre de l'appui aux réunions de la Commission constitutionnelle. Elle est compensée en partie par une baisse des ressources demandées pour la location de locaux (bureaux et logements) à Damas et par le fait qu'aucune acquisition de véhicule n'est prévue
7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	1 496,4	1 821,4	325,0	21,7	L'augmentation s'explique par l'application de taux de vacance plus faibles pour les emplois soumis à recrutement international et national, compte tenu des tendances récentes en matière d'occupation des emplois

<i>Mission</i>	<i>Total des ressources approuvées pour 2020</i>	<i>Total des ressources proposées pour 2021</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Laos	4 400,4	5 188,7	788,3	17,9	L'augmentation s'explique par l'application d'un taux de vacance plus faible pour les emplois soumis à recrutement international et l'hypothèse selon laquelle tous les emplois soumis à recrutement national seront pourvus, ainsi que par l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu du taux d'occupation prévu en 2021 et de l'importance des effectifs de la mission
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	18 177,0	17 892,8	(284,2)	(1,6)	La diminution s'explique par la suppression des crédits demandés pour l'acquisition de véhicules et la baisse des dépenses de location de locaux liées à la sous-location d'appartements par le Programme alimentaire mondial. Elle est contrebalancée en partie par une hausse des dépenses prévues au titre du personnel civil du fait de l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses, et de l'application d'un taux de vacance plus faible pour les emplois d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national
10. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	7 237,0	6 510,2	(726,8)	(10,0)	La diminution s'explique par : a) une réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel par rapport au coûts salariaux, compte tenu de l'évolution récente des dépenses ; b) une baisse des dépenses prévues au titre des voyages en raison de la fermeture prévue des bureaux de Dar es-Salaam et de Ouagadougou ; c) une baisse des dépenses prévues au titre des carburant pour les groupes électrogènes du fait du raccordement prévu des locaux au réseau électrique national
11. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	1 073,0	1 152,6	79,6	7,4	L'augmentation s'explique par une augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses. Elle est compensée par une réduction des crédits demandés au titre de la location de locaux et de véhicules
Total partiel	56 793,1	57 365,3	572,2	1,0	
12. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 430,6	1 467,2	36,6	2,6	L'augmentation s'explique par l'application d'un taux de vacance plus faible pour le nouvel emploi de temporaire de la classe P-3 créé en 2020. Elle est compensée en partie par la baisse des ressources demandées au titre des voyages des experts
13. Groupe d'experts sur le Soudan	1 088,9	1 077,2	(11,7)	(1,1)	La diminution s'explique par la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses

<i>Mission</i>	<i>Total des ressources approuvées pour 2020</i>	<i>Total des ressources proposées pour 2021</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
14. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	2 912,0	3 189,4	277,4	9,5	L'augmentation s'explique par : a) l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses ; b) des dépenses supplémentaires prévues au titre de l'abonnement à une base de données d'images satellites géospatiales nécessaire pour appuyer et compléter les enquêtes du Groupe d'experts
15. Groupe d'experts sur la Libye	1 395,5	1 372,3	(23,2)	(1,7)	La diminution s'explique par : a) la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel ; b) la baisse des crédits demandés au titre des voyages officiels
16. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	1 211,2	1 120,9	(90,3)	(7,5)	La diminution s'explique par la baisse des ressources demandées au titre des voyages du personnel
17. Groupe d'experts sur le Yémen	2 324,6	2 275,2	(49,4)	(2,1)	La diminution s'explique par la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel et la baisse des crédits demandés au titre des voyages officiels
18. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	1 357,7	1 305,4	(52,3)	(3,9)	La diminution s'explique par la baisse des crédits demandés au titre des voyages des experts. Elle est contrebalancée en partie par la hausse prévue des dépenses de personnel, en raison de l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel
19. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	5 899,5	5 954,4	54,9	0,9	L'augmentation s'explique par l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses. Elle est compensée par une baisse des crédits demandés au titre des voyages des experts
20. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	653,3	644,6	(8,7)	(1,3)	La diminution s'explique principalement par l'application d'un taux de vacance de 5 % en 2021, alors que l'hypothèse retenue pour 2020 était que tous les emplois seraient pourvus
21. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	1 548,0	1 433,2	(114,8)	(7,4)	La diminution s'explique par la suppression proposée de deux emplois de temporaire (1 P-4 et 1 P-3) et la diminution correspondante au titre de la location de locaux et des autres coûts opérationnels connexes
22. Groupe d'experts sur le Mali	1 325,7	1 213,1	(112,6)	(8,5)	La diminution s'explique par la baisse des crédits demandés au titre des honoraires et des voyages des experts, leur nombre étant passé de cinq experts en 2020 à quatre en 2021 en raison de l'absence de consensus au sein du Comité du Conseil de sécurité

<i>Mission</i>	<i>Total des ressources approuvées pour 2020</i>	<i>Total des ressources proposées pour 2021</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
23. Groupe d'experts sur la Somalie	1 850,8	1 873,7	22,9	1,2	créé par la résolution 2374 (2017) concernant le Mali sur la nomination d'un cinquième expert. Elle est contrebalancée en partie par la hausse des dépenses prévues au titre du personnel civil en raison de l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel
24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	2 969,3	3 012,0	42,7	1,4	L'augmentation s'explique par des dépenses supplémentaires liées à l'augmentation du nombre de voyages visant à appuyer le Comité dans le cadre de l'examen complet du renouvellement du mandat et à la location de locaux en raison de l'application du nouveau coût standard. Elle est compensée en partie par une baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil en raison de la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses
25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	11 147,4	11 143,7	(3,7)	(0,0)	La diminution s'explique par la baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil en raison de la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses, et par la révision des dépenses moyennes de personnel compte tenu de l'échelon des titulaires actuels. Elle est contrebalancée en partie par la hausse des dépenses prévues au titre de la location de locaux en raison de l'application des nouveaux coûts standard et par des dépenses non renouvelables qui seront engagées pour financer le déménagement dans de nouveaux locaux
26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	20 338,7	25 106,6	4 767,9	23,4	L'augmentation s'explique principalement par une hausse des dépenses prévues en raison de l'application de taux de vacance plus faibles pour les emplois soumis à recrutement international et national, compte tenu des tendances récentes en matière d'occupation des emplois
Total partiel	57 453,2	62 188,9	4 735,7	8,2	
27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	12 611,3	14 322,0	1 710,7	13,6	L'augmentation s'explique par une hausse des dépenses prévues en raison : a) des 12 emplois de temporaire [2 P-5, 1 P-4, 3 P-3, 2 emplois d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 4 d'agent(e) locale(e)] qu'il est proposé de créer pour renforcer la

<i>Mission</i>	<i>Total des ressources approuvées pour 2020</i>	<i>Total des ressources proposées pour 2021</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3) = (2) – (1)</i>	<i>(4) = (3)/(1)</i>	
28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	15 318,2	1 024,0	(14 294,2)	(93,3)	capacité de la mission de mener à bien les nouvelles activités prescrites dans le document S/2020/85 ; b) de la révision de l'accord de partage des coûts pour la location et l'exploitation d'un avion, la part de la mission passant de 75 % à 95 % du fait la clôture du BINUGBIS au 31 décembre 2020 ; c) de dépenses supplémentaires liées à l'organisation d'ateliers à l'appui des nouvelles tâches et activités associées au nouveau mandat ; d) des voyages officiels, principalement du fait de l'augmentation prévue des activités dans le cadre du nouveau mandat et de la prise en charge des fonctions résiduelles du BINUGBIS
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	104 878,2	104 777,3	(100,9)	(0,1)	La diminution s'explique par la fermeture de la mission le 31 décembre 2020 et la suppression de 121 emplois, dont 93 à compter du 1 ^{er} janvier 2021 et 28 autres (conservés jusqu'au 28 février 2021 pour achever la liquidation) à compter du 1 ^{er} mars 2021, conformément à la résolution 2512 (2020) du Conseil de sécurité
30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	2 901,4	2 953,0	51,6	1,8	La diminution s'explique par la baisse des dépenses prévues au titre : a) des installations et infrastructures, en raison de la réduction des besoins en services d'entretien ; b) de l'informatique et des communications, en raison de la baisse des dépenses contractuelles liées aux télécommunications et aux services de réseau ; c) des fournitures, services et matériel divers, en raison de la baisse des dépenses de fret due à une diminution des acquisitions prévues pour 2021 ; d) des transports terrestres, en raison d'une consommation de carburant moins élevée et de l'absence de projet d'achat de véhicules. Elle est en partie contrebalancée par une hausse des crédits demandés au titre des dépenses de personnel civil, en raison principalement de l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel pour les emplois soumis à recrutement international et national, compte tenu de l'évolution récente des dépenses, et de l'application d'un taux de vacance plus faible pour les emplois soumis à recrutement national, compte tenu des tendances récentes en matière d'occupation des emplois

<i>Mission</i>	<i>Total des ressources approuvées pour 2020</i>	<i>Total des ressources proposées pour 2021</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
31. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	3 458,0	3 854,9	396,9	11,5	L'augmentation s'explique par une augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel pour les emplois soumis à recrutement international, compte tenu de l'évolution récente des dépenses
32. Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	8 953,6	9 790,6	837,0	9,3	L'augmentation s'explique par la révision du barème des traitements applicable au personnel recruté sur le plan national, qui a pris effet le 1 ^{er} janvier 2020, compte tenu de l'échelon des titulaires actuels, et l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel dans le calcul des dépenses de personnel recruté sur le plan national
33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	7 129,0	8 165,1	1 036,1	14,5	L'augmentation s'explique par une hausse des dépenses prévues, du fait : a) des sept emplois de temporaire [1 P-5, 1 P-4, 2 P-3, 1 emploi d'agent(e) du Service mobile et 2 d'agent(e) local(e)] qu'il est prévu de créer pour renforcer les activités de la mission, notamment en matière d'alerte rapide et d'analyse, de bons offices hors du cadre de la mission et de partenariats avec la société civile, comme l'a demandé le Président du Conseil de sécurité dans sa déclaration S/PRST/2019/10 ; b) de l'application du barème des traitements et des taux de vacance les plus récents compte tenu du taux de vacance moyen constaté en 2019 ; c) de l'augmentation du nombre de voyages officiels liés aux nouvelles activités susmentionnées
34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	72 440,5	70 291,4	(2 149,1)	(3,0)	La diminution s'explique par la baisse des dépenses prévues au titre : a) du personnel civil, du fait de l'application de taux de vacance plus élevés pour le personnel recruté sur le plan national et le personnel fourni par des gouvernements, compte tenu des tendances récentes en matière d'occupation des emplois ; b) des installations et infrastructures, du fait de la réduction des crédits demandés pour la location de locaux ; c) de l'informatique et des communications, du fait de la réduction des crédits demandés pour l'entretien du matériel et les services d'appui aux communications, en application des nouveaux tarifs contractuels ; d) des voyages officiels, du fait de la réduction des crédits demandés pour les voyages dans la zone de la mission

<i>Mission</i>	<i>Total des ressources approuvées pour 2020</i>	<i>Total des ressources proposées pour 2021</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
35. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	61 327,5	64 074,5	2 747,0	4,5	L'augmentation s'explique par la hausse des dépenses prévues au titre : a) des installations et infrastructures, en raison principalement de l'augmentation des frais de location des bureaux ; b) des opérations aériennes, en raison principalement de l'augmentation des crédits demandés pour la location et l'exploitation liés au repositionnement et à la peinture d'un avion, le contrat actuel avec le prestataire de services arrivant à échéance en 2020 ; c) des voyages officiels, en raison de l'augmentation prévue du nombre de voyages dans la zone de la mission ; d) des fournitures, services et matériel divers, en raison principalement de la hausse des dépenses de fret et des coûts connexes, liée à l'augmentation des coûts standard ; e) du personnel civil, du fait de la création proposée de cinq emplois de temporaire (4 emplois d'agent(e) du Service mobile et 1 Volontaire des Nations Unies)
36. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	51 642,7	49 037,2	(2 605,5)	(5,0)	La diminution s'explique par : a) l'arrêt de l'utilisation du navire qui abritait des bureaux et des logements pour le personnel et le transfert de ces services vers des installations terrestres, et la baisse des dépenses prévues pour la rénovation des locaux à terre ; b) la cessation des affectations provisoires et des acquisitions de véhicules blindés ; c) la reconfiguration des dispositions contractuelles pour les aéronefs à voilure tournante. Elle est en partie contrebalancée par une hausse des crédits demandés au titre du personnel civil, du fait de l'application d'un taux de vacance plus faible pour les emplois soumis à recrutement international et de crédits supplémentaires demandés pour financer une équipe d'évacuation sanitaire aérienne à Djibouti
37. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	20 114,2	19 489,4	(624,8)	(3,1)	La diminution s'explique principalement par la baisse des dépenses prévues au titre : a) des consultants et services de consultants, du fait des efforts déployés pour renforcer les capacités internes ; b) des voyages officiels, du fait de l'utilisation d'autres moyens de communication, comme la visioconférence ; c) des transports terrestres, du fait de la suppression des crédits demandés pour l'acquisition d'un véhicule blindé
Total partiel	360 774,6	347 779,4	(12 995,2)	(3,6)	

<i>Mission</i>	<i>Total des ressources approuvées pour 2020</i>	<i>Total des ressources proposées pour 2021</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
38. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	134 790,2	137 921,0	3 130,8	2,3	L'augmentation s'explique par la hausse des dépenses de personnel civil, due à l'application d'un taux de vacance plus faible pour le personnel recruté sur le plan international et à l'augmentation de la moyenne des grades et des échelons et du pourcentage des dépenses communes de personnel pour le personnel recruté sur le plan national. Elle est compensée en partie par la suppression proposée de 41 emplois de temporaire (5 emplois d'agent(e) du Service mobile et 36 emplois d'agent(e) local(e), et la baisse des dépenses prévues au titre des voyages officiels et des opérations aériennes en raison de l'utilisation accrue d'autres moyens de communication et du retrait du service d'un hélicoptère
39. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	100 546,3	100 007,0	(539,3)	(0,5)	La diminution s'explique par la baisse des dépenses prévues au titre des voyages officiels en raison du recours plus fréquent aux services de visioconférence, et par la baisse des frais de location après la construction des locaux de la Mission à Mossoul. Elle est contrebalancée en partie par une hausse des dépenses prévues au titre des militaires et du personnel de police, du fait d'un changement de fournisseur de rations, ainsi que du personnel civil, en raison de l'application du barème des traitements révisé à compter du 1 ^{er} janvier 2020
Total partiel	235 336,5	237 928,0	2 591,5	1,1	
Total partiel (missions politiques spéciales)	710 357,4	705 261,6	(5 095,8)	(0,7)	
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	1 424,4	1 511,0	86,6	6,1	L'augmentation s'explique par l'augmentation du budget proposé pour le Centre de services régional pour l'exercice 2020/21, en raison principalement de la révision du barème des traitements et de l'application de taux de vacance inférieurs aux prévisions pour le personnel recruté sur le plan international et sur le plan national
Total	711 781,8	706 772,6	(5 009,2)	(0,7)	

Tableau 6
Vue d'ensemble des ressources financières demandées au titre des missions politiques spéciales

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	2019	2020	2021		Variation
	Dépenses	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Dépenses non renouvelables	2021-2020 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (2)
Groupe thématique I					
1. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	2 116,9	2 878,3	2 881,8	–	3,5
2. Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide	1 832,5	2 227,4	2 353,3	12,7	125,9
3. Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	192,0	434,4	532,3	–	97,9
4. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	242,2	397,2	368,9	–	(28,3)
5. Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	1 716,7	2 236,7	1 928,2	–	(308,5)
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	15 061,2	16 235,3	16 735,1	505,1	499,8
7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	1 650,8	1 496,4	1 821,4	–	325,0
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	4 400,9	4 400,4	5 188,7	–	788,3
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	16 560,9	18 177,0	17 892,8	–	(284,2)
10. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	6 514,5	7 237,0	6 510,2	–	(726,8)
11. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	1 077,1	1 073,0	1 152,6	–	79,6
Total partiel	51 365,7	56 793,1	57 365,3	517,8	572,2
Groupe thématique II					
12. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 140,8	1 430,6	1 467,2	–	36,6
13. Groupe d'experts sur le Soudan	1 047,2	1 088,9	1 077,2	–	(11,7)
14. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	3 103,9	2 912,0	3 189,4	–	277,4
15. Groupe d'experts sur la Libye	1 264,2	1 395,5	1 372,3	–	(23,2)
16. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	1 095,8	1 211,2	1 120,9	–	(90,3)
17. Groupe d'experts sur le Yémen	1 889,9	2 324,6	2 275,2	–	(49,4)
18. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	1 126,6	1 357,7	1 305,4	–	(52,3)
19. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaïda, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	5 397,8	5 899,5	5 954,4	–	54,9

Mission	2019	2020	2021		Variation
	Dépenses	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Dépenses non renouvelables	2021-2020 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (2)
20. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	560,1	653,3	644,6	–	(8,7)
21. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	1 634,6	1 548,0	1 433,2	–	(114,8)
22. Groupe d'experts sur le Mali	991,4	1 325,7	1 213,1	–	(112,6)
23. Groupe d'experts sur la Somalie	1 723,0	1 850,8	1 873,7	–	22,9
24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	2 469,2	2 969,3	3 012,0	21,0	42,7
25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	10 575,6	11 147,4	11 143,7	125,2	(3,7)
26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	19 703,5	20 338,7	25 106,6	–	4 767,9
Total partiel	52 723,6	57 453,2	62 188,9	146,2	4 735,7
Groupe thématique III					
27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	12 617,6	12 611,3	14 322,0	–	1 710,7
28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	16 136,6	15 318,2	1 024,0	–	(14 294,2)
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	97 671,9	104 878,2	104 777,3	–	(100,9)
30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	2 651,2	2 901,4	2 953,0	–	51,6
31. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	3 600,0	3 458,0	3 854,9	–	396,9
32. Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	8 430,9	8 953,6	9 790,6	82,0	837,0
33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	7 542,0	7 129,0	8 165,1	–	1 036,1
34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	77 554,8	72 440,5	70 291,4	17,9	(2 149,1)
35. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	68 304,1	61 327,5	64 074,5	–	2 747,0
36. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	50 917,1	51 642,7	49 037,2	–	(2 605,5)
37. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	3 273,8	20 114,2	19 489,4	–	(624,8)
Total partiel	348 700,0	360 774,6	347 779,4	99,9	(12 995,2)
38. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)	143 712,0	134 790,2	137 921,0	–	3 130,8
39. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)	108 115,0	100 546,3	100 007,0	–	(539,3)
Total partiel (MANUA et MANUI)	251 827,0	235 336,5	237 928,0	–	2 591,5
Total partiel (missions politiques spéciales)	705 616,3	710 357,4	705 261,6	763,9	(5 095,8)

<i>Mission</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>		<i>Variation</i>
	<i>Dépenses</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Montant nécessaire</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>	<i>2021-2020 Augmentation/ (diminution)</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>	<i>(4)</i>	<i>(5) = (3) - (2)</i>
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	595,5	1 424,4	1 511,0	–	86,6
Total	706 211,8	711 781,8	706 772,6	763,9	(5 009,2)

Tableau 7
Récapitulatif des ressources nécessaires, par grande rubrique de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	2019	2020	2021		Variation
	Dépense	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Dépenses non renouvelables	2021-2020
					Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (2)
I. Militaires et personnel de police					
1. Observateurs militaires	4 958,8	6 576,4	7 026,8	–	450,4
2. Contingents	26 262,0	27 064,4	27 193,3	–	128,9
3. Police des Nations Unies	525,3	1 309,6	1 335,8	–	26,2
4. Unités de police constituées	–	–	–	–	–
Total partiel	31 746,1	34 950,4	35 555,9	–	605,5
II. Personnel civil					
1. Personnel recruté sur le plan international	293 186,8	307 357,8	307 855,0	–	497,2
2. Personnel recruté sur le plan national	87 843,7	85 342,5	90 532,3	–	5 189,8
3. Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	11 613,2	9 942,0	11 005,8	–	1 063,8
4. Volontaires des Nations Unies	36,6	1 683,2	2 018,5	–	335,3
5. Personnel fourni par des gouvernements	904,3	1 696,6	1 664,1	–	(32,5)
Total partiel	393 584,6	406 022,1	413 075,7	–	7 053,6
III. Dépenses opérationnelles					
1. Experts	11 007,2	13 844,6	13 367,5	–	(477,1)
2. Consultants et services de consultants	3 315,4	4 222,5	3 642,0	–	(580,5)
3. Voyages officiels	15 661,3	18 963,3	18 022,5	114,0	(940,8)
4. Installations et infrastructures	109 248,7	100 647,3	96 537,6	319,1	(4 109,7)
5. Transports terrestres	20 667,7	11 015,9	8 937,8	111,9	(2 078,1)
6. Opérations aériennes	49 152,7	54 333,1	49 784,4	–	(4 548,7)
7. Opérations maritimes ou fluviales	155,3	429,4	325,5	–	(103,9)
8. Communications et informatique	48 312,1	37 879,0	35 737,4	46,8	(2 141,6)
9. Santé	7 564,6	9 288,5	11 317,2	5,1	2 028,7

Catégorie	2019	2020	2021		Variation
	Dépense	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Dépenses non renouvelables	2021-2020 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (2)
10. Fournitures, services et matériel divers	15 200,6	18 761,3	18 958,1	167,0	196,8
Total partiel	280 285,6	269 384,9	256 630,0	763,9	(12 754,9)
Total (montant net)	705 616,3	710 357,4	705 261,6	763,9	(5 095,8)
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	595,5	1 424,4	1 511,0	–	86,6
Total	706 211,8	711 781,8	706 772,6	763,9	(5 009,2)

Effectifs nécessaires

83. Il est proposé de ramener de 4 323 à 4 187 les effectifs civils des missions en cours, soit une réduction de 136 emplois. Le tableau 8 présente un récapitulatif des effectifs civils par groupe thématique. Le tableau 9 indique le nombre, la catégorie et la classe des emplois civils proposés pour chaque mission. Enfin, l'annexe XIII contient un récapitulatif par mission des changements proposés en ce qui concerne le nombre, la classe, l'emplacement, l'unité administrative et le titre fonctionnel des effectifs civils.

Tableau 8

Récapitulatif des effectifs civils proposés (par groupe thématique)

	<i>Effectif approuvé pour 2020</i>	<i>Effectif proposé pour 2021</i>	<i>Variation</i>	<i>Variation en pourcentage</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)
Groupe thématique I	304	306	2	0,7
Groupe thématique II	264	265	1	0,4
Groupe thématique III	1 743	1 646	(97)	(5,6)
MANUA	1 204	1 163	(41)	(3,4)
MANUI	808	807	(1)	(0,1)
Total	4 323	4 187	(136)	(3,1)

84. Dans sa résolution [72/279](#), l'Assemblée générale a décidé de confier au système des Nations Unies pour le développement un mandat de coordination spécial, indépendant, impartial, autonome et axé sur le développement durable en dissociant les fonctions de coordonnateur résident de celles de représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement et en faisant fond sur les compétences et atouts de toutes les entités du système des Nations Unies pour le développement, notamment les organismes non résidents.
85. Dans son rapport sur les prévisions budgétaires révisées relatives au système des coordonnateurs résidents au titre du chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble), le Secrétaire général a indiqué à l'Assemblée générale que selon le contexte propre au pays ou à la mission, les coordonnateurs résidents continueraient d'être investis d'une deuxième fonction, celle de coordonnateur des opérations humanitaires, et d'une troisième, celle de représentant spécial adjoint du Secrétaire général (voir [A/73/424](#), par. 11).
86. En 2021, six missions politiques spéciales (MANUSOM, Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, MANUL, BINUH, MANUA et MANUI) seront dotées d'un(e) représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général ou d'un(e) Coordonnateur(e) spécial(e) adjoint(e), qui occupera également les fonctions de coordonnateur(trice) résident(e) ou de coordonnateur(trice) de l'action humanitaire ou des deux à la fois dans des opérations de paix complexes et multidimensionnelles. Dans les missions structurellement intégrées, le ou la Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général (Coordonnateur(trice) résident(e) et Coordonnateur(trice) de l'action humanitaire) sert de maillon entre, d'une part, les travaux politiques et divers de la mission et, d'autre part, les activités de développement et l'action humanitaire. En sa capacité de Coordonnateur(trice) résident(e), cette personne est responsable de la coordination de l'équipe de pays des Nations Unies et des opérations et plans de développement de l'Organisation ; sur le terrain, le Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) résident(e) contribue à la coordination des activités de relèvement et de développement. En sa qualité de Coordonnateur(trice) de l'action humanitaire, cette personne est chargée de coordonner les plans et opérations humanitaires et de maintenir le contact avec les gouvernements (et les autres parties), les donateurs et la communauté humanitaire en général. Les traitements et dépenses communes de personnel afférents à ces emplois

sont inscrits au projet de budget pour 2021 des missions politiques spéciales correspondantes à hauteur de 50 % de leur coût total.

87. Lors de l'établissement du projet de budget pour 2021, les missions ont examiné les effectifs et les capacités des bureaux respectifs des représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général dans les missions politiques spéciales intégrées. Dans les missions où ils sont financés par le budget de la mission, ces effectifs s'acquittent des fonctions prescrites à l'appui du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e), et sont chargés de répondre aux besoins propres au pays concerné et de s'acquitter des tâches que les organes délibérants ont confiées à la mission dans les domaines de la coordination du développement, de l'aide internationale et de la facilitation du travail humanitaire. Ces effectifs sont donc indispensables et viennent compléter les capacités essentielles du nouveau système des coordonnateurs résidents, qui sont financées par un fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées alimenté principalement par des ressources extrabudgétaires.
88. Par exemple, à la MANUI, si les membres du personnel du Bureau de la coordination du développement et ceux du Bureau de la Coordinatrice résidente appuient conjointement l'action de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général chargée du développement et des affaires humanitaires (Coordinatrice résidente et Coordinatrice de l'action humanitaire) et tirent profit de la mise en commun d'informations et de leur collaboration dans leurs domaines de compétence respectifs, leurs attributions restent distinctes et complémentaires. Le Bureau de la coordination du développement est responsable des liens entre le mandat de la Mission dans le domaine du développement et les autres responsabilités qui incombent à celle-ci. Il permet à la MANUI d'offrir l'appui voulu au Gouvernement iraquien, conformément à son mandat, et de jouer un rôle crucial en assurant la coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies afin de garantir la cohésion et la cohérence des différentes activités menées. Le Bureau de la Coordinatrice résidente aide la Coordinatrice résidente à œuvrer au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement afin de mieux soutenir les efforts déployés au niveau national en vue de la réalisation du Programme 2030, tâche distincte et indépendante du mandat de la Mission.
89. Après qu'il a été proposé, dans le projet de budget pour 2020, de supprimer trois emplois à la MANUA et de reclasser un emploi de la classe P-5 à la classe P-4 à la MANUSOM, il est proposé, dans le projet de budget pour 2021, de supprimer un emploi P-4 et de reclasser un emploi de la classe P-5 à la classe P-4 à la MANUI ; les autres missions n'ont pas recensé d'ajustements à apporter à leur tableau d'effectifs en 2021, les effectifs dont elles disposent demeurant nécessaires puisqu'ils viennent compléter les capacités essentielles du système redynamisé des coordonnateurs résidents, lesquelles ne sauraient s'y substituer.
90. Conformément aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, que l'Assemblée générale a faites siennes [voir [A/71/595](#), par. 46 b)], des informations sur les taux de vacance de postes approuvés pour 2020 et ceux proposés pour 2021, ainsi que les taux effectifs de 2019, sont présentées à l'annexe X du présent rapport. Les taux proposés tiennent compte des taux de vacance les plus récents, des taux de vacance de poste moyens constatés à ce jour pour l'exercice en cours, des tendances observées par le passé et des changements qu'il est envisagé d'apporter aux effectifs, le cas échéant. Ils se fondent le plus souvent sur le taux de vacance effectif moyen pour la période de janvier à décembre 2019. Dans certains cas, ils tiennent également compte de la forte hausse des recrutements opérée en 2020 et de l'arrivée prévue de nouveaux membres du personnel avant la fin de l'année. Dans les cas où le taux de vacance moyen du personnel civil était nul pour 2019, un taux de 5 % a été proposé afin de tenir compte d'un éventuel renouvellement du personnel en poste.
91. Comme l'Assemblée générale l'a demandé au paragraphe 19 de sa résolution [74/262](#), on trouvera dans l'annexe XI des informations sur les emplois qui étaient vacants depuis plus d'un an au 29 février 2020, et dans l'annexe XII des informations sur les emplois qui donnaient lieu à des indemnités de fonctions depuis plus d'un an à cette même date.

Tableau 9
Effectifs nécessaires

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile ou Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agent local	VNU	Total
Groupe thématique I																	
1. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre																	
Effectif approuvé pour 2020	1 ^a	–	–	1	3	5	1	–	11	4	–	1	16	–	5	–	21
Effectif proposé pour 2021	1 ^a	–	–	1	3	5	1	–	11	4	–	1	16	–	5	–	21
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
2. Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide																	
Effectif approuvé pour 2020	1	1 ^b	–	–	1	3	2	–	8	–	–	2	10	–	–	–	10
Effectif proposé pour 2021	1	1 ^b	–	–	2	3	2	–	9	–	–	2	11	–	–	–	11
Variation	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1
3. Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental																	
Effectif approuvé pour 2020	1 ^a	–	–	–	–	–	1	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2
Effectif proposé pour 2021	1 ^a	–	–	–	–	–	1	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
4. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité																	
Effectif approuvé pour 2020	1 ^c	–	–	–	–	1	–	–	2	–	–	1	3	–	–	–	3
Effectif proposé pour 2021	1 ^c	–	–	–	–	1	–	–	2	–	–	1	3	–	–	–	3
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
5. Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève																	
Effectif approuvé pour 2020	–	1	–	–	1	2	2	–	6	–	–	1	7	–	–	–	7
Effectif proposé pour 2021	–	1	–	–	1	2	2	–	6	–	–	1	7	–	–	–	7
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie																	
Effectif approuvé pour 2020	1	1	1	3	8	14	14	–	42	10	–	8	60	–	31	–	91

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile ou Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agent local	VNU	Total
Effectif proposé pour 2021	1	1	1	3	8	14	14	-	42	10	-	8	60	-	31	-	91
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique																	
Effectif approuvé pour 2020	1	-	-	1	-	2	1	-	5	-	-	-	5	2	2	-	9
Effectif proposé pour 2021	1	-	-	1	-	2	1	-	5	-	-	-	5	2	2	-	9
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs																	
Effectif approuvé pour 2020	1	-	1	1	4	6	4	-	17	1	-	1	19	1	7	-	27
Effectif proposé pour 2021	1	-	1	1	4	6	4	-	17	1	-	1	19	1	7	-	27
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen																	
Effectif approuvé pour 2020	1	-	1	1	6	15	12	-	36	25	-	1	62	8	29	-	99
Effectif proposé pour 2021	1	-	1	1	6	15	11	-	35	26	-	1	62	9	29	-	100
Variation	-	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)	1	-	-	-	1	-	-	1
10. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi																	
Effectif approuvé pour 2020	1 ^a	-	1	2	4	5	2	-	15	7	-	1	23	2	5	-	30
Effectif proposé pour 2021	1 ^a	-	1	1	3	5	4	-	15	7	-	1	23	2	5	-	30
Variation	-	-	-	(1)	(1)	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar																	
Effectif approuvé pour 2020	1 ^a	-	-	1	1	1	-	-	4	-	-	-	4	-	1	-	5
Effectif proposé pour 2021	1 ^a	-	-	1	1	1	-	-	4	-	-	-	4	-	1	-	5
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel (groupe thématique I)																	
Effectif approuvé pour 2020	10	3	4	10	28	54	39	-	148	47	-	16	211	13	80	-	304

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile ou Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agent local	VNU	Total
Effectif proposé pour 2021	10	3	4	9	28	54	40	-	148	48	-	16	212	14	80	-	306
Variation	-	-	-	(1)	-	-	1	-	-	1	-	-	1	1	-	-	2
Groupe thématique II																	
12. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	2	-	-	-	2
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	2	-	-	-	2
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13. Groupe d'experts sur le Soudan																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	1	2	-	3	-	1	2	6	-	-	-	6
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	1	2	-	3	-	1	2	6	-	-	-	6
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15. Groupe d'experts sur la Libye																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16. Groupe d'experts sur la République centrafricaine																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
17. Groupe d'experts sur le Yémen																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	-	1	-	1	5	-	-	6	-	2	-	8

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							Agents des services généraux et des catégories apparentées					Personnel recruté sur le plan national			Total	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile ou Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agent local		VNU
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	5	-	-	6	-	2	-	8
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	2	3	-	-	-	3
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	2	3	-	-	-	3
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	1	4	6	-	11	-	-	8	19	-	-	-	19
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	1	4	6	-	11	-	-	8	19	-	-	-	19
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	1	3	3	-	7	-	-	2	9	-	-	-	9
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	1	2	2	-	5	-	-	2	7	-	-	-	7
Variation	-	-	-	-	-	(1)	(1)	-	(2)	-	-	(2)	(2)	-	-	-	(2)
22. Groupe d'experts sur le Mali																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
23. Groupe d'experts sur la Somalie																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	4	-	6

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile ou Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agent local	VNU	Total
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	4	-	6
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive																	
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	1	-	2	-	3	-	-	2	5	-	-	-	5
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	1	-	2	-	3	-	-	2	5	-	-	-	5
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme																	
Effectif approuvé pour 2020	-	1	1	2	9	19	7	3	42	-	1	7	50	-	-	-	50
Effectif proposé pour 2021	-	1	1	2	9	20	8	3	44	-	1	7	52	-	-	-	52
Variation	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	-	-	2	-	-	-	2
26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes																	
Effectif approuvé pour 2020	-	1	-	2	5	15	17	4	44	44	-	-	88	23	29	8	148
Effectif proposé pour 2021	-	1	1	2	5	15	17	4	45	44	-	-	89	23	29	8	149
Variation	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel (groupe thématique II)																	
Effectif approuvé pour 2020	-	2	1	4	17	43	46	7	120	49	2	27	198	23	35	8	264
Effectif proposé pour 2021	-	2	2	4	17	43	46	7	121	49	2	27	199	23	35	8	265
Variation	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Groupe thématique III																	
27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel																	
Effectif approuvé pour 2020 ^d	1	1	-	2	7	13	7	-	31	7	-	-	38	6	19	-	63
Effectif proposé pour 2021 ^d	1	1	-	2	9	14	10	1	38	6	-	-	44	9	22	-	75
Variation	-	-	-	-	2	1	3	1	7	(1)	-	-	6	3	3	-	12
28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau																	
Effectif approuvé pour 2020	-	1	1	1	6	12	8	-	29	27	-	-	56	22	39	4	121

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile ou Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agent local	VNU	Total
Effectif proposé pour la période du 1 ^{er} janvier au 28 février 2021	—	—	—	—	1	3	1	—	5	12	—	—	17	—	11	—	28
Effectif proposé à compter de mars 2021	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Variation^e	—	(1)	(1)	(1)	(6)	(12)	(8)	—	(29)	(27)	—	—	(56)	(22)	(39)	(4)	(121)
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie																	
Effectif approuvé pour 2020 ^f	1	2	1	7	30	50	39	—	130	57	—	—	187	92	45	38	362
Effectif proposé pour 202 ^f	1	2	1	7	30	50	39	—	130	57	—	—	187	92	45	38	362
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale																	
Effectif approuvé pour 2020	—	1	—	—	1	2	2	—	6	2	—	—	8	4	18	—	30
Effectif proposé pour 2021	—	1	—	—	1	2	2	—	6	2	—	—	8	4	18	—	30
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
31. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria																	
Effectif approuvé pour 2020	—	—	—	—	2	6	—	—	8	1	—	—	9	—	2	—	11
Effectif proposé pour 2021	—	—	—	—	2	6	—	—	8	1	—	—	9	—	2	—	11
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
32. Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban																	
Effectif approuvé pour 2020	1	1	—	1	2	6	1	1	13	7	—	—	20	4	58	—	82
Effectif proposé pour 2021	1	1	—	1	2	6	1	—	12	7	—	—	19	5	58	—	82
Variation	—	—	—	—	—	—	—	(1)	(1)	—	—	—	(1)	1	—	—	—
33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale																	
Effectif approuvé pour 2020	1	—	—	2	4	11	4	—	22	7	—	—	29	3	9	—	41
Effectif proposé pour 2021	1	—	—	2	5	12	6	—	26	8	—	—	34	3	11	—	48
Variation	—	—	—	—	1	1	2	—	4	1	—	—	5	—	2	—	7

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agent local	VNU	Total	
										ou Service de sécurité 1 ^{re} classe							
34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye																	
Effectif approuvé pour 2020	1	2	–	7	13	35	29	2	89	120	–	1	210	14	84	6	314
Effectif proposé pour 2021	1	2	–	7	13	35	29	2	89	120	–	1	210	14	84	6	314
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
35. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie																	
Effectif approuvé pour 2020	1	1	1	6	22	38	46	1	116	41	–	1	158	77	80	131	446
Effectif proposé pour 2021	1	1	1	6	22	38	46	1	116	45	–	1	162	77	80	132	451
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4	–	–	4	–	–	1	5
36. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda																	
Effectif approuvé pour 2020 ^g	–	1	1	1	6	10	21	1	41	34	–	–	75	4	80	–	159
Effectif proposé pour 2021 ^g	–	1	1	1	6	10	21	1	41	33	–	–	74	5	80	–	159
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	1	–	–	–
37. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti																	
Effectif approuvé pour 2020 ^h	–	1	1	5	8	20	9	1	45	18	–	2	65	21	28	–	114
Effectif proposé pour 2021 ^h	–	1	1	5	8	19	11	1	46	17	–	2	65	21	28	–	114
Variation	–	–	–	–	–	(1)	2	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel (groupe thématique III)																	
Effectif approuvé pour 2020	6	11	5	32	101	203	166	6	530	321	–	4	855	247	462	179	1 743
Effectif proposé pour 2021	6	10	4	30	99	192	165	6	512	296	–	4	812	230	428	176	1 646
Variation	–	(1)	(1)	(2)	(2)	(11)	(1)	–	(18)	(25)	–	–	(43)	(17)	(34)	(3)	(97)
MANUA et MANUI																	
38. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan																	
Effectif approuvé pour 2020	1	2	1	7	28	55	58	6	158	142	–	1	301	125	710	68	1 204
Effectif proposé pour 2021	1	2	1	7	28	55	58	6	158	137	–	1	296	125	674	68	1 163
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(5)	–	–	(5)	–	(36)	–	(41)

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile ou Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agent local	VNU	Total
39. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq																	
Effectif approuvé pour 2020	1	2	1	6	19	51	54	4	138	167	–	–	305	109	392	2	808
Effectif proposé pour 2021	1	2	1	6	18	50	55	4	137	166	–	–	303	112	390	2	807
Variation	–	–	–	–	(1)	(1)	1	–	(1)	(1)	–	–	(2)	3	(2)	–	(1)
Total partiel (MANUA et MANUI)																	
Effectif approuvé pour 2020	2	4	2	13	47	106	112	10	296	309	–	1	606	234	1 102	70	2 012
Effectif proposé pour 2021	2	4	2	13	46	105	113	10	295	303	–	1	599	237	1 064	70	1 970
Variation	–	–	–	–	(1)	(1)	1	–	(1)	(6)	–	–	(7)	3	(38)	–	(42)
Total																	
Effectif approuvé pour 2020	18	20	12	59	193	406	363	23	1 094	726	2	48	1 870	517	1 679	257	4 323
Effectif proposé pour 2021	18	19	12	56	190	394	364	23	1 076	696	2	48	1 822	504	1 607	254	4 187
Variation	–	(1)	–	(3)	(3)	(12)	1	–	(18)	(30)	–	–	(48)	(13)	(72)	(3)	(136)

Abréviations : AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = Sous-Secrétaire général(e) ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Le (la) Secrétaire général(e) adjoint(e) est engagé(e) en vertu d'un contrat-cadre.

^b Le (la) Sous-Secrétaire générale est engagé(e) au titre d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an.

^c Le (la) Sous-Secrétaire générale est engagé(e) au titre d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an.

^d Dont un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) [agent(e) local(e)].

^e Compte tenu de la suppression de 93 emplois au 1^{er} janvier 2021, à la clôture de la mission, et de la suppression d'un groupe de 28 emplois [1 P-5, 3 P-4, 1 P-3, 12 emplois d'agent(e) du Service mobile et 11 d'agent(e) local(e)] au 1^{er} mars 2021, au moment de sa liquidation.

^f Dont 11 emplois de temporaire (autre que pour les réunions) (3 P-3 et 8 emplois d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national).

^g Dont un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (P-3).

^h Dont cinq emplois de temporaire (autre que pour les réunions) [1 D-1, 1 P-5, 1 P-4 et 2 emplois d'agent(e) des services généraux (autres classes)].

Annexe I

Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/263 A ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

Résolution 74/263 de l'Assemblée générale, section XVIII

Souligne qu'il importe de mettre au point un système global de gestion de la performance et prie le Secrétaire général d'élaborer des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour aider les missions à mesurer les progrès accomplis dans l'exécution de leur mandat et de faire le point de la question dans son prochain rapport (par. 8).

Prie le Secrétaire général de continuer de privilégier la solution consistant à transformer les emplois existants en emplois soumis à recrutement national chaque fois que possible, de renforcer les capacités locales des missions politiques spéciales et de lui rendre compte de la question dans les prochains projets de budget (par. 9).

Les projets de plan-programme pour 2021 pour les missions politiques spéciales, tels qu'ils figurent dans les additifs correspondants à la section 3, Affaires politiques, du projet de budget-programme pour 2021, comprennent des mesures des résultats qualitatives ou quantitatives, selon le cas, pour chaque mission, afin de faciliter la planification et l'établissement de rapports sur les progrès réalisés dans l'exécution du mandat.

Si de nombreuses missions font des efforts constants à cet égard, le recrutement de personnel sur le plan national reste un défi majeur. Certaines missions, comme la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, ont lancé un programme de sensibilisation élargi en 2018 et l'ont poursuivi en 2019 dans le but d'attirer un plus grand nombre de candidats qualifiés. En outre, la Mission a demandé au Bureau des ressources humaines l'approbation de mesures spéciales afin de réduire l'expérience professionnelle exigée pour les emplois soumis à recrutement national en Somalie. Toutefois, ces efforts n'ont pas encore permis d'améliorer de manière significative la qualité des demandes reçues. Il demeure difficile de trouver des candidats qualifiés et expérimentés.

Les missions politiques spéciales restent déterminées à pourvoir les emplois soumis à recrutement national actuellement vacants et à renforcer les capacités du personnel recruté sur le plan national par la formation et l'accompagnement des carrières.

Des propositions sont faites pour 2021 dans le cadre de quatre missions, en vue de transformer quatre emplois existants en emplois soumis à recrutement national, comme il est indiqué au paragraphe 50 du présent rapport. En outre, pour le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, dont les mandats ont été élargis, les propositions de création d'emplois concernent des

Prie le Secrétaire général de mener à bien dans les meilleurs délais le recrutement aux emplois vacants actuellement pourvus moyennant l'octroi d'une indemnité de fonctions et de faire figurer dans les projets de budget des missions politiques spéciales en 2020 des informations sur les affectations temporaires donnant lieu au versement d'une indemnité de fonctions, y compris sur la durée de ces affectations et sur l'avancement des procédures de recrutement correspondantes (par. 10).

Rappelle, comme elle l'a déjà prescrit, que le recours aux consultants externes doit être limité au strict minimum et que l'Organisation doit mobiliser ses ressources internes pour les activités de base et les fonctions qui s'inscrivent dans la durée (par. 11).

Rappelle le paragraphe 39 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de rendre compte des coefficients de dotation en véhicules et en matériel informatique et de justifier dans les projets de budget des missions toute dotation qui serait supérieure au coefficient standard (par. 12).

Rappelle le paragraphe 41 du rapport du Comité consultatif et engage le Secrétaire général à veiller à ce que les accords de partage des coûts soient améliorés afin que les ressources soient utilisées au mieux (par. 13).

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

A/74/7/Add.1

Le Comité consultatif réaffirme que le Secrétaire général devrait s'assurer que les arrangements proposés s'agissant des représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général assumant une deuxième voire une troisième fonction et des capacités d'appui connexes dans les six missions en question sont conformes aux dispositions de la résolution 72/279 de l'Assemblée. Compte tenu de la redynamisation récente du système

emplois d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et d'ag(e)cal(e).

Des informations sur les emplois actuellement pourvus grâce à l'octroi d'une indemnité de fonctions sont présentées à l'annexe XII du présent rapport.

Les missions continuent de limiter le recours aux consultants aux cas où il n'existe pas de capacité interne pour accomplir les activités essentielles. Le projet de budget pour 2021 pour les 39 missions politiques spéciales fait apparaître une réduction de 580 500 dollars au titre des consultants et des services de conseil, soit 13,7 %, par rapport au budget approuvé pour 2020.

Des données sur les coefficients de dotation en véhicules et en matériel informatique sont présentées dans les tableaux 2 et 3 du présent rapport.

La dotation totale en véhicules proposée pour les missions politiques spéciales est de 10 % inférieure au coefficient standard, tandis que la dotation totale en matériel informatique proposée est de 4,6 % supérieure à la dotation standard indiquée dans le Manuel des coûts et ratios standard. Pour les missions dont la dotation dépasse le coefficient standard, les justifications sont fournies aux paragraphes 57 et 59 du présent rapport.

Les missions continuent de revoir leurs accords de partage des coûts, d'étudier de nouvelles possibilités de réduction des coûts par le biais du partage des coûts et de mettre continuellement à jour les accords afin que les ressources soient utilisées au mieux.

Lors de l'établissement du projet de budget pour 2021, les effectifs et les capacités des bureaux respectifs des représentants(tes) spéciaux(les) adjoints(tes) du Secrétaire général dans les missions politiques spéciales intégrées ont fait l'objet d'un examen. Il est proposé de supprimer un emploi P-4 et de reclasser un emploi de la classe P-5 à la classe P-4 au sein de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq en

Résumé de la recommandation

des coordonnateurs résidents et en particulier du renforcement du personnel d'appui essentiel, le Comité recommande à nouveau que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de réexaminer et d'ajuster la structure des bureaux des représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général et leurs capacités d'appui dans les missions politiques spéciales structurellement intégrées et de faire figurer ses propositions à ce sujet dans les prochains projets de budget (par. 34).

Le Comité consultatif s'est fait fournir des renseignements supplémentaires sur chacune des missions pour lesquelles la dotation en véhicules était supérieure au coefficient standard et compte que ces renseignements seront communiqués à l'Assemblée générale lorsque celle-ci examinera le rapport. Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire en sorte que les dotations en véhicules et en matériel informatique soient revues régulièrement et qu'elles correspondent aux coefficients standards, et que les cas où elles sont supérieures soient dûment justifiés dans les futurs projets de budget (par. 39).

Le Comité consultatif compte que les informations issues de l'auto-évaluation de l'application de la délégation de pouvoirs menées par les missions politiques spéciales seront communiquées dans le cadre du projet de budget-programme pour 2021 (par. 46).

Tout en reconnaissant que les conditions sur le terrain peuvent limiter les possibilités de transformer certains postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les résolutions [61/276](#) et [66/264](#) soient bien appliquées (voir [A/73/498](#), par. 57 ; [A/72/7/Add.10](#), par. 59 ; [A/71/595](#), par. 43) (par. 49).

Suite donnée à la recommandation

2021. Les autres missions n'ont pas proposé de nouveaux ajustements à apporter aux effectifs en 2021, compte tenu du besoin constant des capacités qui complètent, sans les remplacer, les capacités de base prévues dans le cadre du système redynamisé des coordonnatrices et coordonnateurs résidents. On trouvera aux paragraphes 84 à 89 du présent rapport des informations plus complètes à ce sujet.

Des données sur les coefficients de dotation en véhicules et en matériel informatique sont présentées dans les tableaux 2 et 3 du présent rapport.

La dotation totale en véhicules proposée pour les missions politiques spéciales est de 10 % inférieure à la dotation standard, tandis que la dotation totale en matériel informatique proposée est de 4,6 % supérieure à la dotation standard indiquée dans le Manuel des coûts et ratios standard. Pour les missions dont la dotation dépasse le coefficient standard, une explication est fournie aux paragraphes 57 et 59 du présent rapport.

Compte tenu du calendrier de présentation des projets de budget, les informations concernant l'auto-évaluation seront fournies dans le cadre du projet de budget-programme pour 2022.

Les missions continuent d'examiner la composition de leurs effectifs afin de repérer les possibilités d'étoffer leurs effectifs soumis à recrutement national. Des propositions sont faites pour 2021 dans le cadre de quatre missions, en vue de transformer quatre emplois existants en emplois soumis à recrutement national, comme il est indiqué au paragraphe 50 du présent rapport.

En outre, pour le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, dont les mandats ont été élargis, les propositions de création d'emplois supplémentaires en 2021 prévoient des emplois d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et d'agent(e) local(e).

Annexe II

Département chef de file et mandats des missions politiques spéciales en 2021

	<i>Département chef de file</i>	<i>Dernier mandat et date d'expiration</i>
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général		
1. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	DPPA	Résolutions 186 (1964) , 367 (1975) , 1250 (1999) , 1475 (2003) , 1758 (2007) , 1818 (2008) , 1873 (2009) , 1930 (2010) , 1986 (2011) , 2026 (2011) , 2058 (2012) , 2114 (2013) , 2135 (2014) , 2168 (2014) , 2197 (2015) , 2234 (2015) , 2263 (2016) , 2300 (2016) , 2338 (2017) , 2369 (2017) , 2398 (2018) , 2430 (2018) , et 2453 (2019) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
2. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) pour la prévention du génocide		Résolution 1366 (2001) du Conseil de sécurité ; S/2004/567 et S/2004/568 ; durée indéterminée
3. Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	DPPA	S/1997/236 , S/2005/497 , S/2005/498 , S/2009/19 , S/2009/20 , S/2017/462 et S/2017/463 ; résolutions 1813 (2008) , 2099 (2013) et 2468 (2019) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
4. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	DPPA	Résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité ; S/PRST/2006/3 ; durée indéterminée
5. Représentant(e) de l'ONU aux discussions internationales de Genève	DPPA	S/2010/103 , S/2011/279 , S/2018/665 et S/2018/666 ; durée indéterminée
6. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Syrie	DPPA	Résolution 66/253 de l'Assemblée générale ; résolutions 2118 (2013) , 2254 (2015) , 2268 (2016) et 2336 (2016) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
7. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	DPPA	S/2011/474 , S/2011/475 , S/2016/258 et S/2016/259 ; S/2018/955 et S/2018/979 ; durée indéterminée
8. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	DPPA	Résolutions 2098 (2013) , 2147 (2014) , 2211 (2015) , 2277 (2016) et 2348 (2017) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
9. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Yémen	DPPA	S/2016/488 et S/2016/489 ; résolutions 2216 (2015) , 2266 (2016) , 2342 (2017) , 2402 (2018) , 2451 (2018) , 2452 (2019) , 2456 (2019) et 2505 (2020) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée

	<i>Département chef de file</i>	<i>Dernier mandat et date d'expiration</i>
10. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	DPPA	Résolutions 2248 (2015) , 2279 (2016) et 2303 (2016) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
11. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Myanmar	DPPA	Résolution 72/248 de l'Assemblée générale
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes		
12. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	DPPA	Résolution 2478 (2019) du Conseil de sécurité ; 1 ^{er} juillet 2020
13. Groupe d'experts sur le Soudan	DPPA	Résolution 2508 (2020) du Conseil de sécurité ; 12 mars 2021
14. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	DPPA	Résolution 2464 (2019) du Conseil de sécurité ; 24 avril 2020
15. Groupe d'experts sur la Libye	DPPA	Résolution 2509 (2020) du Conseil de sécurité ; 15 mai 2021
16. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	DPPA	Résolution 2507 (2020) du Conseil de sécurité ; 31 août 2020
17. Groupe d'experts sur le Yémen	DPPA	Résolution 2511 (2020) du Conseil de sécurité ; 28 mars 2021
18. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	DPPA	Résolution 2471 (2019) du Conseil de sécurité ; 30 juin 2020
19. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	DPPA	Résolution 2368 (2017) du Conseil de sécurité ; 17 décembre 2021
20. Bureau du (de la) Médiateur(trice) créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	DPPA	Résolution 2368 (2017) du Conseil de sécurité ; 17 décembre 2021
21. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	DPPA	Résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité ; 18 octobre 2025
22. Groupe d'experts sur le Mali	DPPA	Résolution 2484 (2019) du Conseil de sécurité ; 30 septembre 2020
23. Groupe d'experts sur la Somalie	DPPA	Résolutions 2036 (2012) , 2060 (2012) , 2093 (2013) , 2182 (2014) , 2444 (2018) et 2498 (2019) du Conseil de sécurité ; 15 décembre 2020
24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	BAD	Résolutions 1673 (2006) , 1810 (2008) , 1977 (2011) , 2055 (2012) et 2325 (2016) du Conseil de sécurité ; 25 avril 2021
25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	DECT	Résolution 2395 (2017) du Conseil de sécurité ; 31 décembre 2021

	<i>Département chef de file</i>	<i>Dernier mandat et date d'expiration</i>
26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD)	UNITAD	Résolution 2490 (2019) du Conseil de sécurité ; 21 septembre 2020
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions		
27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	DPPA	S/2013/753 , S/2013/759 , S/2016/88 , S/2016/89 , S/2016/1129 et S/2020/85 ; résolution 2349 (2017) du Conseil de sécurité ; 31 janvier 2023
28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	DPPA	Résolutions 2458 (2019) et 2512 (2020) du Conseil de sécurité ; 31 décembre 2020
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	DPPA	Résolutions 2102 (2013) et 2516 (2020) du Conseil de sécurité ; 30 juin 2020
30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	DPPA	S/2007/279 et S/2007/280 ; durée indéterminée
31. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	DPPA	S/2017/78 et S/2017/79 ; durée indéterminée
32. Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) spécial(e) des Nations Unies pour le Liban	DPPA	Résolutions 1701 (2006) et 1773 (2007) du Conseil de sécurité ; S/2007/85 , S/2007/86 , S/2012/34 , S/2012/35 et S/PRST/2015/7 ; durée indéterminée
33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	DPPA	S/2018/789 , S/2018/790 et S/PRST/2019/10 ; 31 août 2021
34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	DPPA	Résolutions 2486 (2019) et 2510 (2020) du Conseil de sécurité ; 15 septembre 2020
35. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	DPPA	Résolutions 2366 (2017) , 2377 (2017) , 2381 (2017) , 2435 (2018) et 2487 (2019) du Conseil de sécurité ; 25 septembre 2020
36. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	DPPA	Résolutions 2452 (2019) et 2505 (2020) du Conseil de sécurité ; 15 juillet 2020
37. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	DPPA	Résolution 2476 (2019) du Conseil de sécurité ; 15 octobre 2020
MANUA et MANUI		
38. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	DPPA	Résolution 2489 (2019) du Conseil de sécurité ; 17 septembre 2020
39. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	DPPA	Résolution 2470 (2019) du Conseil de sécurité ; 31 mai 2020

Abréviations : BAD : Bureau des affaires de désarmement ; DECT : Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ;

DPPA : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix ; UNITAD : Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes.

Annexe III

Prévisions de dépenses extrabudgétaires pour les missions politiques spéciales en 2020 et 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Groupe thématique/mission</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général		
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) pour la prévention du génocide	400,0	–
Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	70,0	–
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Syrie	800,0	1 400,0
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	1 020,2	–
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	1 000,0	1 300,0
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Yémen	415,9	–
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Myanmar	1 000,0	500,0
Total partiel	4 706,1	3 200,0
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes		
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	1 000,0	1 000,0
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	1 822,7	774,6
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	2 276,6	2 500,0
Total partiel	5 099,3	4 274,6
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions		
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	1 061,8	410,4
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	100,0	–
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	2 000,0	254,0
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	600,0	555,0
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	6 700,0	2 000,0
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	550,0	600,0
Total partiel	11 011,8	3 819,4
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	50,8	50,8
Total partiel	50,8	50,8
Total	20 868,0	11 344,8

Annexe IV

Ressources destinées aux opérations aériennes pour 2019-2021

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre d'heures)

	2019				2020		2021	
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol prévues au budget	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Heures de vol prévues au budget	Budget proposé	Heures de vol proposées
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Syrie								
Avions	–	664,8	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	–	–	–	–
Divers	–	0,1	–	–	–	–	–	–
Total partiel	–	664,9	–	–	–	–	–	–
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs								
Avions	–	–	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	–	–	–	–
Divers	51,8	7,6	–	–	70,1	–	60,0	–
Total partiel	51,8	7,6	–	–	70,1	–	60,0	–
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Yémen								
Avion	909,7	891,7	232	277	882,0	360	836,8	180
Hélicoptère	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	277,3	175,4	–	–	285,2	–	203,3	–
Divers	118,8	333,1	–	–	173,1	–	296,7	–
Total partiel	1 305,8	1 400,2	232	277	1 340,3	360	1 336,8	180
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes								
Avions	–	–	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	–	–	–	–

	2019				2020		2021	
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol prévues au budget	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Heures de vol prévues au budget	Budget proposé	Heures de vol proposées
Divers	607,5	23,7	–	–	107,5	–	43,0	–
Total partiel	607,5	23,7	–	–	107,5	–	43,0	–
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel								
Avions	1 288,6	1 324,8	540	318	1 423,5	540	1 792,6	540
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	663,4	487,2	–	–	663,4	–	662,9	–
Divers	317,6	348,0	–	–	229,8	–	237,3	–
Total partiel	2 269,6	2 160,0	540	318	2 316,7	540	2 692,8	540
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria								
Avions	72,6	90,8	30	30	94,9	38	94,9	38
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	46,4	51,0	–	–	46,6	–	46,6	–
Divers	73,6	1,4	–	–	73,6	–	56,3	–
Total partiel	192,6	143,2	30	30	215,1	38	197,8	38
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau								
Avions	369,0	346,6	144	69	379,6	144	31,7	12
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	200,5	76,5	–	–	206,9	–	16,7	–
Divers	155,9	53,7	–	–	145,0	–	8,0	–
Total partiel	725,4	476,8	144	69	731,5	144	56,4	12
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie								
Avions	3 240,0	2 565,6	648	654	3 342,7	840	2 871,6	840
Hélicoptères	3 087,0	2 823,5	504	522	3 601,5	588	3 471,0	588
Carburants et lubrifiants	1 713,3	1 523,4	–	–	2 845,0	–	3 236,0	–
Divers	1 249,6	703,9	–	–	690,3	–	793,3	–
Total partiel	9 289,9	7 616,4	1 152	1 176	10 479,5	1 428	10 371,9	1 428

	2019				2020		2021	
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol prévues au budget	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Heures de vol prévues au budget	Budget proposé	Heures de vol proposées
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale								
Avions	93,7	–	42	–	93,7	42	93,7	42
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	18,5	8,2	–	–	18,5	–	18,5	–
Divers	28,7	30,3	–	–	28,7	–	28,7	–
Total partiel	140,9	38,5	42	–	140,9	42	140,9	42
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie								
Avions	–	14	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	5 396,0	5 365,4	1 000	883	5 272,2	1 000	5 866,0	1 000
Carburants et lubrifiants	652,2	16,1	–	–	690,9	–	568,7	–
Divers	725,4	552,6	–	–	719,4	–	666,1	–
Total partiel	6 773,6	5 948,1	1 000	883	6 682,5	1 000	7 100,8	1 000
Mission d'appui des Nations Unies en Libye								
Avions	2 749,8	2 612,8	523	395	2 685,6	614	3 134,8	529
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	432,4	401,0	–	–	631,3	–	508,2	–
Divers	924,8	694,0	–	–	987,6	–	649,2	–
Total partiel	4 107,0	3 707,8	523	395	4 304,5	614	4 292,2	529
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda								
Avions	1 870,6	1 881,5	825	813	2 874,2	825	3 051,4	960
Hélicoptères	10 625,5	11 115,1	623	7	10 569,4	623	6 591,2	623
Carburants et lubrifiants	1 617,6	820,0	–	–	2 298,8	–	2 348,7	–
Divers	1 679,9	1 343,1	–	–	1 449,0	–	1 387,6	–
Total partiel	15 793,6	15 159,7	1 448	820	17 191,4	1 448	13 378,9	1 583
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan								
Avions	3 632,5	3 508,2	864	842	2 371,6	960	3 638,4	860
Hélicoptères	3 653,9	3 746,8	400	517	4 362,2	400	1 993,0	600

	2019				2020		2021	
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol prévues au budget	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Heures de vol prévues au budget	Budget proposé	Heures de vol proposées
Carburants et lubrifiants	1 272,8	971,5	–	–	724,6	–	1 197,0	–
Divers	182,7	107,4	–	–	132,6	–	122,4	–
Total partiel	8 741,9	8 339,9	1 264	1 359	7 591,0	1 360	6 950,8	1 460
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq								
Avions	2 152,9	2 633,6	743	898	2 360,0	975	2 424,3	975
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	700,0	533,5	–	–	589,0	–	525,0	–
Divers	234,7	164,7	–	–	213,1	–	212,8	–
Total partiel	3 087,6	3 471,9	743	898	3 162,1	975	3 162,1	975
Total								
Avions	16 379,4	16 534,4	4 591	4 297	16 507,8	5 338	17 970,2	4 977
Hélicoptères	22 762,4	23 190,8	2 527	1 928	23 805,3	2 611	17 921,2	2 811
Carburants et lubrifiants	7 594,4	5 063,8	–	–	9 000,2	–	9 331,6	–
Divers	6 351,0	4 363,7	–	–	5 019,8	–	4 561,4	–
Total	53 087,2	49 152,7	7 118	6 225	54 333,1	7 949	49 784,4	7 788

Note : La catégorie « Divers » comprend le matériel et les fournitures, les services, les redevances d'atterrissage et de manutention au sol, et l'indemnité de subsistance de l'équipage.

Annexe V

Ressources liées à la sécurité pour les missions politiques spéciales en 2020 et 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Nombre d'emplois liés à la sécurité		Ressources diverses liées à la sécurité		Observations
	Effectif approuvé pour 2020	Effectif proposé pour 2021	Montant approuvé pour 2020	Montant proposé pour 2021	
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général					
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	1 SM, 1 AL	1 SM, 1 AL	16,2	16,6	Matériel de lutte contre l'incendie et tenues anti-feu ; entretien du système de vidéosurveillance, de l'alarme incendie, de l'alarme anti-intrusion, des systèmes de lutte contre l'incendie et des barrières de sécurité
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	–	–	10,4	10,4	Services de sécurité pour les discussions et conférences qui se tiennent à Genève, lesquels sont fournis par l'Office des Nations Unies à Genève
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	22 (1 P-4, 5 SM, 16 AL)	22 (1 P-4, 5 SM, 16 AL)	765,1	881,0	Participation aux dépenses concernant l'hôtel Four Seasons (gérées par le PNUD) ; participation aux dépenses communes de l'ONU à l'échelle locale ; services de sécurité pour les réunions qui se tiennent à Genève. L'augmentation des ressources demandées tient au montant estimatif des dépenses supplémentaires afférentes aux services de sécurité nécessaires pour les réunions de la Commission constitutionnelle
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	–	–	3,1	3,1	Contribution aux dépenses du bureau extérieur du Département de la sûreté et de la sécurité
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	–	–	2,6	3,5	Contribution du Bureau aux services de sécurité communs fournis par l'Office des Nations Unies à Nairobi
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	20 (1 P-4, 2 P-3, 14 SM, 3 AL)	20 (1 P-4, 2 P-3, 14 SM, 3 AL)	1 032,9	956,6	Achat de munitions, d'équipements de sûreté et de sécurité et de matériel de surveillance et de détection ; participation aux dépenses communes à l'échelle locale, gardes non armés fournis par une société privée, indemnités allouées aux gardes armés chargés d'assurer l'escorte ; matériaux de construction et fournitures pour la défense des périmètres
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	4 (1 P-4, 3 SM)	4 (1 P-4, 3 SM)	121,6	21,6	Participation aux dépenses communes à l'échelle locale. La diminution des ressources demandées s'explique par le non-renouvellement des crédits destinés à l'achat de matériel de sûreté et de sécurité en 2020
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	–	–	–	3,0	Dépenses liées aux services d'un agent de sécurité contractuel

	Nombre d'emplois liés à la sécurité		Ressources diverses liées à la sécurité		Observations
	Effectif approuvé pour 2020	Effectif proposé pour 2021	Montant approuvé pour 2020	Montant proposé pour 2021	
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes					
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 P-3	1 P-3	–	–	Évaluations de la sécurité ; activités de liaison avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; protection rapprochée des experts en République démocratique du Congo
Groupe d'experts sur le Yémen	5 SM	5 SM	75,4	61,4	Protection rapprochée des experts ; dépenses de sécurité communes avec le PNUD au Yémen ; formation des agents de sécurité
Groupe d'experts sur le Mali	–	–	307,7	293,7	Protection rapprochée des experts lors de leurs déplacements au Mali
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	47 (1 P-4, 1 P-3, 29 SM, 15 AL, 1 AN)	47 (1 P-4, 1 P-3, 29 SM, 15 AL, 1 AN)	728,8	1 465,2	Augmentation des dépenses liées au recrutement d'agents de sécurité contractuels ; achat de matériel de sûreté et de sécurité ; services de sécurité
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions					
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	1 SM	1 SM	121,5	138,0	Matériel de sûreté et de sécurité ; dépenses liées au recrutement d'agents de sécurité contractuels dans les bureaux de Dakar et de Nouakchott
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	27 (1 P-3, 9 SM, 17 AL)	8 (1 P-3, 3 SM, 4 AL)	166,9	15,1	Dépenses liées aux services de sécurité assurés par des personnes non armées
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	68 (1 P-4, 1 P-3, 38 SM, 9 AN, 19 AL)	68 (1 P-4, 1 P-3, 38 SM, 9 AN, 19 AL)	4 288,5	3 802,6	Achat de matériel de sûreté et de sécurité ; participation aux dépenses communes à l'échelle locale et dépenses liées aux services d'agents de sécurité ; matériaux de construction et fournitures pour la défense des périmètres. La baisse des ressources demandées s'explique par la réduction du volume des achats de matériel de sûreté et de sécurité, de matériaux de construction et de fournitures pour la défense des périmètres
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	9 AL	9 AL	7,8	7,8	Montant qui permet de financer : a) la contribution du Centre aux dépenses de sécurité communes (interinstitutions) de l'ONU au Turkménistan ; b) le recrutement, par le PNUD, d'un agent de sécurité local pour compléter l'équipe chargée de protéger les locaux du Centre et d'en contrôler l'accès 24 heures sur 24
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	–	–	70,7	62,9	Matériel de sûreté et de sécurité ; services d'agents de sécurité ; contribution aux dépenses de sécurité pour l'équipe de pays des Nations Unies dans les bureaux de Yaoundé et de Calabar (Nigéria)
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	51 (1 P-4, 4 SM, 46 AL)	51 (1 P-4, 4 SM, 46 AL)	81,1	120,8	L'augmentation des ressources demandées tient principalement au remplacement proposé d'un appareil de sécurité à rayons X et d'un

	Nombre d'emplois liés à la sécurité		Ressources diverses liées à la sécurité		Observations
	Effectif approuvé pour 2020	Effectif proposé pour 2021	Montant approuvé pour 2020	Montant proposé pour 2021	
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	1 SM	1 SM	123,3	122,6	détecteur d'explosifs qui ont dépassé leur durée d'utilité économique Services de sécurité contractuels
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	110 (2 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 76 SM, 28 AL)	110 (2 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 76 SM, 28 AL)	7 102,5	7 698,4	L'augmentation des ressources demandées est principalement due à l'acquisition d'antennes de contre-mesure électronique pour les véhicules ; elle est en partie compensée par la réduction du volume d'achat des autres équipements de sûreté et de sécurité
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	41 (1 P-4, 1 P-3, 1 P-2, 14 SM, 5 AN, 19 AL)	45 (1 P-4, 1 P-3, 1 P-2, 18 SM, 5 AN, 19 AL)	2 341,6	2 289,9	Achat de matériel de sûreté et de sécurité ; services de sécurité contractuels fournis par une société de sécurité privée
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	22 (1 P-4, 1 P-3, 14 SM, 6 AL)	22 (1 P-4, 1 P-3, 14 SM, 6 AL)	1 553,8	1 763,0	Achat de matériel et de fournitures de sûreté et de sécurité ; services d'agents de sécurité fournis par des sociétés de sécurité privées ; participation aux dépenses du Département de la sûreté et de la sécurité (sécurité locale, indemnités pour les escortes, frais de formation et voyages officiels)
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	13 (1 P-4, 7 SM, 5 AL)	13 (1 P-4, 7 SM, 5 AL)	485,3	430,2	Services de sécurité contractuels fournis par des sociétés de sécurité privées
MANUA et MANUI					
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	378 (1 P-5, 2 P-4, 9 P-3, 2 P-2, 79 SM, 5 AN, 276 AL, 4 VNU)	342 (1 P-5, 2 P-4, 9 P-3, 2 P-2, 75 SM, 5 AN, 244 AL, 4 VNU)	10 875,9	10 754,3	La diminution des ressources demandées au titre des services de sécurité tient au fait que les organismes, fonds et programmes participent aux dépenses afférentes à ces services ; elle est en partie contrebalancée par le recrutement d'agents de sécurité privés supplémentaires et d'équipes K-9 dans les régions
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	221 (1 P-5, 5 P-4, 5 P-3, 2 P-2, 82 SM, 10 AN, 116 AL)	221 (1 P-5, 5 P-4, 5 P-3, 2 P-2, 82 SM, 10 AN, 116 AL)	5 895,2	6 063,7	L'augmentation des besoins est principalement due à l'achat d'antennes de contre-mesure électronique pour les véhicules, à l'acquisition d'un système de vidéosurveillance et aux frais de mise en route du contrat des nouveaux fournisseurs de rations pour l'Unité de gardes des Nations Unies ; elle est en partie compensée par les nouveaux accords de partage des coûts conclus avec l'équipe de pays des Nations Unies s'agissant de la fourniture de services de sécurité

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; SM = agent(e) du Service mobile ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

Annexe VI

Ressources liées aux voyages pour les missions politiques spéciales en 2020 et 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant approuvé pour 2020</i>	<i>Montant proposé pour 2021</i>	<i>Augmentation/ diminution</i>	<i>Augmentation/ diminution (pourcentage)</i>	
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	Analyse de la variation
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général					
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	149,8	155,4	5,6	3,7	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus
Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide	340,4	340,4	–	–	
Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	103,8	103,8	–	–	
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	48,4	48,4	–	–	
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	308,4	308,4	–	–	
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	1 576,9	1 678,9	102,0	6,5	L'augmentation s'explique principalement par les dépenses liées aux voyages des membres de la Commission constitutionnelle à Genève en vue de leur participation aux réunions de la Commission
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	154,6	154,6	–	–	
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	342,8	344,8	2,0	0,6	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	701,4	700,4	(1,0)	(0,1)	La diminution tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	449,6	361,7	(87,9)	(19,6)	La diminution des ressources demandées pour 2021 est principalement due à la fermeture prévue des bureaux de Dar es-Salaam et de Ouagadougou, laquelle entraîne une réduction des voyages prévus pour 2021 par rapport à 2020

	<i>Montant approuvé pour 2020</i>	<i>Montant proposé pour 2021</i>	<i>Augmentation/ diminution</i>	<i>Augmentation/ diminution (pourcentage)</i>	
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	<i>Analyse de la variation</i>
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	186,9	190,2	3,3	1,8	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus
Total partiel	4 363,0	4 387,0	24,0	0,6	
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes					
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	26,7	26,7	–	–	
Groupe d'experts sur le Soudan	17,7	17,7	–	–	
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	32,9	24,0	(8,9)	(27,1)	La diminution tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus
Groupe d'experts sur la Libye	32,9	18,7	(14,2)	(43,2)	La diminution tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	40,0	21,4	(18,6)	(46,5)	La diminution tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus
Groupe d'experts sur le Yémen	79,7	53,7	(26,0)	(32,6)	La diminution tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	35,3	30,3	(5,0)	(17,0)	La diminution tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaïda, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées	136,4	123,9	(12,5)	(9,2)	La diminution tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus
Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	35,8	35,8	–	–	
Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	75,3	57,0	(18,3)	(24,3)	La diminution s'explique principalement par la baisse des ressources demandées au titre des voyages, compte tenu des restrictions relatives aux transferts liés aux armes à destination ou en provenance de la République islamique d'Iran et à l'interdiction de voyager, qui arriveront à expiration en octobre 2020
Groupe d'experts sur le Mali	199,4	199,4	–	–	
Groupe d'experts sur la Somalie	18,1	25,1	7,0	38,7	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus

	<i>Montant approuvé pour 2020</i>	<i>Montant proposé pour 2021</i>	<i>Augmentation/ diminution</i>	<i>Augmentation/ diminution (pourcentage)</i>	
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	<i>Analyse de la variation</i>
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	67,7	97,8	30,1	44,5	L'augmentation est principalement due à la hausse du nombre de voyages effectués dans le cadre de l'examen complet du renouvellement du mandat de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, prévu en 2021
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	1 160,4	1 160,4	–	–	
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	821,8	568,1	(253,7)	(30,9)	La diminution est principalement due à la réduction des ressources demandées au titre des voyages dans la zone de la mission en raison du transfert proposé de 29 emplois de Bagdad à Dahouk
Total partiel	2 780,1	2 460,0	(320,1)	(11,3)	
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions					
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	992,1	1 075,3	83,2	8,4	L'augmentation s'explique principalement par les ressources supplémentaires demandées au titre des activités relevant du nouveau mandat et du transfert des fonctions résiduelles du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, conformément à la résolution 2512 (2020) du Conseil de sécurité
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	527,0	45,5	(481,5)	(91,4)	La diminution s'explique par l'achèvement du mandat et la clôture de la Mission d'ici au 31 décembre 2020 et la fin de la phase de liquidation d'ici au 28 février 2021
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	1 321,3	1 587,8	266,5	20,2	L'augmentation est principalement due à l'aide apportée au titre des activités prescrites relatives à l'appui électoral et aux déplacements du personnel dans les États membres fédéraux
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	228,5	230,8	2,3	1,0	L'augmentation tient principalement aux ressources supplémentaires demandées au titre des conférences de haut niveau, des déplacements et des réunions avec des interlocuteurs politiques en dehors de l'Asie centrale
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	267,2	286,2	19,0	7,1	L'augmentation est principalement due à la hausse prévue du nombre de missions administratives menées à l'appui des bureaux de Yaoundé et de Calabar
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	228,8	228,5	(0,3)	(0,1)	La diminution tient aux prévisions de dépenses liées au plan relatif aux voyages en 2021
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	632,8	764,3	131,5	20,8	L'augmentation est principalement due à la hausse des ressources demandées au titre des voyages effectués dans le cadre des activités d'alerte rapide et d'analyse et des activités

	<i>Montant approuvé pour 2020</i>	<i>Montant proposé pour 2021</i>	<i>Augmentation/ diminution</i>	<i>Augmentation/ diminution (pourcentage)</i>	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	<i>Analyse de la variation</i>
					de bons offices menées hors du cadre de la mission, ainsi qu'aux fins de l'intensification des activités menées en faveur du renforcement des capacités de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, des partenariats avec la société civile et du réseau sous-régional de celle-ci
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	1 491,3	1 244,8	(246,5)	(16,5)	La diminution est principalement due à la réduction des ressources demandées au titre des voyages effectués à des fins autres que la formation dans la zone de la mission
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	1 611,5	1 993,3	381,8	23,7	L'augmentation tient principalement à la hausse du nombre de voyages effectués dans la zone de mission, de sorte à couvrir les nouveaux bureaux dans les régions
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	1 377,4	1 012,2	(365,2)	(26,5)	La diminution est principalement due au non-renouvellement des affectations provisoires du fait de l'achèvement de la phase de déploiement de la Mission
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	346,1	252,0	(94,1)	(27,2)	La diminution est principalement due à l'utilisation accrue de nouveaux moyens de communication, tels que les services de visioconférence
Total partiel	9 024,0	8 720,7	(303,3)	(3,4)	
MANUA et MANUI					
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1 293,1	1 185,0	(108,1)	(8,4)	La diminution tient principalement à la réduction des ressources demandées au titre des voyages effectués à des fins autres que la formation dans la zone de mission en raison du recours accru à la visioconférence dans la mesure du possible
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	1 503,1	1 269,8	(233,3)	(15,5)	La diminution est principalement due à l'utilisation accrue des services de visioconférence dans la mesure du possible pour les consultations au sein de la Mission
Total partiel	2 796,2	2 454,8	(341,4)	(12,2)	
Total	18 963,3	18 022,5	(940,8)	(5,0)	

Annexe VII

Tableau récapitulatif du respect de l'obligation de réserver les billets 16 jours à l'avance par les missions politiques spéciales pour la période allant de 2016 à 2019

(En pourcentage)

Mission	2016	2017	2018	2019
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général				
1. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	2	2	35	56
2. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) pour la prévention du génocide	3	19	28	27
3. Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	0	0	0	0
4. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	50	0	0	33
5. Représentant(e) de l'ONU aux discussions internationales de Genève	87	89	83	75
6. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Syrie	1	1	7	4
7. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	6	4	6	3
8. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	3	5	21	15
9. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Yémen	1	16	10	10
10. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	0	1	11	4
11. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Myanmar	s.o.	s.o.	0	5
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes				
12. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	14	33	25	10
13. Groupe d'experts sur le Soudan	14	51	74	24
14. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	13	62	52	33
15. Groupe d'experts sur la Libye	5	68	56	24
16. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	8	43	20	20
17. Groupe d'experts sur le Yémen	0	38	28	27
18. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	5	29	43	51
19. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaïda, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	5	60	56	78
20. Bureau du (de la) Médiateur(trice) créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité ^a	s.o.	s.o.	–	10
21. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	7	19	–	28
22. Groupe d'experts sur le Mali	s.o.	–	23	53
23. Groupe d'experts sur la Somalie	–	–	–	39
24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	8	39	29	41
25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	14	45	57	15
26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	s.o.	s.o.	–	30
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions				
27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel ^b	12	4	11	13
28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	25	27	31	20
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	15	13	14	29

<i>Mission</i>	2016	2017	2018	2019
30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	45	27	56	47
31. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	11	21	19	31
32. Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) spécial(e) des Nations Unies pour le Liban	9	24	10	39
33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	7	10	22	34
34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	10	30	13	23
36. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	s.o.	3	6	13
36. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	s.o.	s.o.	s.o.	7
37. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	s.o.	s.o.	s.o.	15
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq				
38. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	21	27	38	40
39. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	19	27	27	23

Note : Un tiret indique qu'aucun voyage aérien n'a été entrepris pendant la période en question. Un zéro indique que l'obligation de réserver les billets 16 jours à l'avance n'a pas été respectée. L'abréviation « s.o. » signifie que la mission n'existait pas pendant la période en question.

^a En application du paragraphe 17 de la section XXII de la résolution 72/262 A de l'Assemblée générale, le budget de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées et le budget du Bureau du (de la) Médiateur(trice) créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité sont depuis 2018 présentés séparément. Pour 2016 et 2017, les données relatives au Bureau du (de la) Médiateur(trice) sont intégrées à celles intéressant l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions.

^b S'agissant du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), le chiffre de 2016 prend uniquement en compte les données concernant le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA). Les chiffres de 2017, 2018 et 2019 sont bien ceux de l'UNOWAS, lequel résulte de la fusion de l'UNOWA et du Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Sahel.

Annexe VIII

Emplois de temporaire d'appui financés à partir du budget des missions politiques spéciales pour 2020 et 2021

A. Effectif approuvé pour 2020

Mission	Département	Division/bureau	Titre ou fonction	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Services	
									généraux	Total
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	–	1	–	–	–	–	1
			Spécialiste des questions politiques	–	–	1	–	–	–	1
			Assistant(e) administratif(ive)	–	–	–	–	–	1	1
Total partiel				–	1	1	–	–	1	3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	DAO	Division de la logistique, Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Planification des acquisitions Logisticien(ne)	–	–	–	1	–	–	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Assistant(e) au budget et aux finances	–	–	–	–	–	1	1
	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	–	–	1	–	–	–	1
Total partiel				–	–	1	1	–	1	3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	–	–	1	–	–	–	1
			Assistant(e) administratif(ive)	–	–	–	–	–	1	1
Total partiel				–	–	1	–	–	1	2
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	–	–	–	1	–	–	1
			Assistant(e) d'équipe	–	–	–	–	–	1	1
Total partiel				–	–	–	1	–	1	2
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	DPPA	Bureau exécutif du DPPA et du DPO	Assistant(e) administratif(ive)	–	–	–	–	–	1	1
Total partiel				–	–	–	–	–	1	1
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes ^a			Spécialiste des questions politiques (hors classe)	–	1	–	–	–	–	1
			Spécialiste de la planification et des programmes	–	–	–	1	–	–	1
Total partiel				–	1	–	1	–	–	2

A/75/6 (Sect. 3)/Add.1

Mission	Département	Division/bureau	Titre ou fonction	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Services	
									généraux	Total
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	DPPA	Division de l'Afrique de l'Ouest	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	1	-	-	-	2
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	DPPA	Division de l'Afrique de l'Est	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
	DPO	Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	Spécialiste de la gestion des programmes	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des finances et du budget	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	3	-	-	-	4
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	-	1	-	-	-	1
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	DPPA	Division de l'Afrique du Nord	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	1	-	-	-	1
	Total partiel				-	1	3	-	-	1
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	DPPA	Division des Amériques	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPO	Bureau des affaires militaires	Spécialiste de la planification militaire	-	-	1	-	-	-	1
	DAO	Division de la logistique, Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Logisticien(ne)	-	-	-	1	-	-	1
	DAO	Division des activités spéciales/Service de la planification des opérations	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1
Total partiel				-	1	2	2	-	1	6

Mission	Département	Division/bureau	Titre ou fonction	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Services	
									généraux	Total
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
	DAO	Division des activités spéciales	Spécialiste adjoint(e) des ressources humaines	-	-	-	-	1	-	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Spécialiste des finances et du budget	-	-	-	1 ^b	-	-	1
Total partiel				-	-	1	1	1	-	3
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	DPPA	Division des Amériques	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1 ^b	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1 ^b	-	-	-	1
			Assistant(e) d'équipe	-	-	-	-	-	1 ^b	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Assistant(e) au budget et aux finances	-	-	-	-	-	1 ^b	1
Total partiel				-	1	1	-	-	2	4
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	DPPA	Division de l'Asie et du Pacifique	Administrateur(trice) général(e) chargé(e) des questions politiques	1	-	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	1	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				1	1	2	1	-	1	6
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	2	-	-	2
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	-	2	2	-	-	4
Total				1	8	19	9	1	10	48

Abréviations : DAO = Division de l'appui opérationnel ; DMSPC = Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ; DPO = Département des opérations de paix ; DPPA = Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix.

^a Les emplois d'appui indépendants ne sont pas intégrés à une équipe existante.

^b Emploi de temporaire (autre que pour les réunions).

B. Effectif proposé pour 2021

Mission	Département	Division/bureau	Titre ou fonction	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Services généraux	
									Total	Total
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	1	1	-	-	1	3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	DAO	Division de la logistique, Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Planification des acquisitions Logisticienne	-	-	-	1	-	-	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Assistant(e) au budget et aux finances	-	-	-	-	-	1	1
	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	-	1	1	-	1	3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	-	1	-	-	1	2
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	-	1	-	-	1
			Assistant(e) d'équipe	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	-	-	1	-	1	2
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	DPPA	Bureau exécutif du DPPA et du DPO	Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	-	-	-	-	1	1
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes ^a			Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1
			Juriste	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	1	1	-	-	3
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	DPPA	Division de l'Afrique de l'Ouest	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	1	-	-	-	2

Mission	Département	Division/bureau	Titre ou fonction	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Services	
									généraux	Total
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	DPPA	Division de l'Afrique de l'Est	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
		Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
	DPO	Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	Spécialiste de la gestion des programmes	-	-	1	-	-	-	1
		DMSPC	Division des finances des missions	Spécialiste des finances et du budget	-	-	1	-	-	-
Total partiel				-	1	3	-	-	-	4
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
				Total partiel				-	-	1
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	DPPA	Division de l'Afrique du Nord	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
	DAO	Division des activités spéciales/Service de la planification des opérations	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	3	-	-	-	1 5
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	DPPA	Division des Amériques	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPO	Bureau des affaires militaires	Spécialiste de la planification militaire	-	-	1	-	-	-	1
	DAO	Division de la logistique, Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Logisticien(ne)	-	-	-	1	-	-	1
	DAO	Division des activités spéciales/Service de la planification des opérations	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1
Total partiel				-	1	2	2	-	-	1 6

A/75/6 (Sect. 3)/Add.1

Mission	Département	Division/bureau	Titre ou fonction	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Services	
									généraux	Total
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
	DAO	Division des activités spéciales	Spécialiste adjoint(e) des ressources humaines	-	-	-	-	1	-	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Spécialiste des finances et du budget	-	-	-	1	-	-	1
Total partiel				-	-	1	1	1	-	3
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	DPPA	Division des Amériques	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) d'équipe	-	-	-	-	-	1	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Assistant(e) au budget et aux finances	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	1	1	-	-	2	4
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	DPPA	Division de l'Asie et du Pacifique	Administrateur(trice) général(e) chargé(e) des questions politiques	1	-	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	1	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				1	1	2	1	-	1	6
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	2	-	-	2
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	-	2	2	-	-	4
Total				1	8	20	9	1	10	49

Abréviations : DAO = Division de l'appui opérationnel ; DMSPC = Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ; DPO = Département des opérations de paix ; DPPA = Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix.

^a Les emplois d'appui indépendants ne sont pas intégrés à une équipe existante.

C. Résumé détaillé des modifications proposées pour 2021

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Total</i>
Effectif total approuvé pour 2020				1	8	19	9	1	10	48
Emplois dont le transfert est proposé pour 2021										
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes ^a			Juriste	-	-	1	-	-	-	1
Total				-	-	1	-	-	-	1
Total des effectifs proposés pour 2021				1	8	20	9	1	10	49

^a Les emplois d'appui indépendants ne sont pas intégrés à une équipe existante.

Annexe IX

Appui fourni gratuitement aux missions politiques spéciales
par le pays hôte

	<i>Contributeur</i>	<i>Description de la contribution</i>	<i>Valeur annuelle approximative (dollars É.-U.)</i>
Groupe thématique II			
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	Gouvernement iraquien	Bâtiments et infrastructures, droits d'atterrissage aux aéroports et redevances aéroportuaires	216 059
Groupe thématique III			
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Gouvernement sénégalais	Locaux	21 854
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Gouvernement turkmène	Bureaux	379 737
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Gouvernement sénégalais	Locaux	20 700
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Ministère des affaires étrangères	Locaux (bureaux du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et résidence du Représentant spécial du Secrétaire général)	193 791
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Gouvernement colombien	Accès aux aéroports, frais de stationnement et redevances aéroportuaires, navigation	20 000
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	Gouvernement jordanien	Droits d'atterrissage aux aéroports et redevances aéroportuaires (embarquement/débarquement)	49 149
MANUA et MANUI			
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Droits d'atterrissage aux aéroports	246 301
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Redevances aéroportuaires (embarquement/débarquement)	27 399
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Jalalabad : bâtiment d'une superficie totale de 1 409 m ²	3 889
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Ministère afghan de l'intérieur	Bureau régional de Kondoz : bâtiment d'une superficie totale de 2 164 m ²	77 913
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Aérogare (Kaboul) : terrain d'une superficie totale de 4 700 m ²	6 204
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Aérogare (Konoz) : terrain d'une superficie totale de 20 m ²	240
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Aérogare (Mazar-e Charif) : terrain d'une superficie totale de 2 184 m ²	65 520
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Ministère afghan de l'intérieur	Bureau régional de Konoz : terrain d'une superficie totale de 15 126 m ²	181 509
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Jalalabad : terrain d'une superficie totale de 21 772 m ²	8 491 080
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Kandahar : terrain d'une superficie totale de 41 558 m ²	224 413

	<i>Contributeur</i>	<i>Description de la contribution</i>	<i>Valeur annuelle approximative (dollars É.-U.)</i>
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Mazar-e Charif : terrain d'une superficie totale de 55 234 m ²	1 657 020
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau provincial de Bamiyan : terrain d'une superficie totale de 13 200 m ²	17 424
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Immatriculation de véhicules	28 000
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement iraquien	Bâtiment en dur	9 046 378
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement iraquien	Infrastructures	865 770
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement iraquien	Droits d'atterrissage aux aéroports et redevances aéroportuaires (embarquement/débarquement)	396 185

Annexe X

Comparaison des taux de vacance de postes des missions politiques spéciales pour 2020 et 2021

A. Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général

	Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide	Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar
Personnel recruté sur le plan international											
Effectif approuvé pour 2020	16	10	2	3	7	60	5	19	62	23	4
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	14	5	5	5	5	31	20	19	15	17	5
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	25	10	58,3	50	0	31,7	20	15,8	14,8	13	0
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	9	10	50	33	0	23	20	6	11	13	0
Effectif proposé pour 2021	16	11	2	3	7	60	5	19	62	23	4
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	10	5 ; nouveaux emplois : 50	5	5	5	27	5	5	15 ; nouveaux emplois : 50	13 ; nouveaux emplois : 50	5
Administrateurs recrutés sur le plan national											
Effectif approuvé pour 2020	–	–	–	–	–	–	2	1	8	2	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	18	0	20	0	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	0	0	25	0	–

	Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide	Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	0	0	0	0	–
Effectif proposé pour 2021	–	–	–	–	–	–	2	1	9	2	–
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	0	0	15	0	–
Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)											
Effectif approuvé pour 2020	5	–	–	–	–	31	2	7	29	5	1
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	10	–	–	–	–	6	18	6	20	0	5
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	0	–	–	–	–	3,2	0	0	23,1	0	67
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	0	–	–	–	–	8	0	13	20	0	100
Effectif proposé pour 2021	5	–	–	–	–	31	2	7	29	5	1
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	0	–	–	–	–	0	0	0	20	0	0

Note : Le tiret « – » renvoie à une catégorie qui n'est pas applicable au personnel de cette mission.

B. Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes

	Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	Groupe d'experts sur le Soudan	Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	Groupe d'experts sur la Libye	Groupe d'experts République centrafricaine	Groupe d'experts sur le Yémen	Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	Équipe de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015)	Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	Groupe d'experts sur le Mali	Groupe d'experts sur la Somalie	Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)	Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes
Personnel recruté sur le plan international															
Effectif approuvé pour 2020	2	1	6	2	2	6	3	19	2	9	1	2	5	50	88
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	8	5	5	5	5	5	5	10	0	11	5	5	0	5	41
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	33	0	12,5	12,5	4,2	33	19,4	21,9	0	17,6	0	12,5	0	4	42,3
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	50	0	20	0	0	50	33	5	0	0	0	0	0	8	21
Effectif proposé pour 2021	2	1	6	2	2	6	3	19	2	7	1	2	5	52	89
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5 ; nouveaux emplois : 50	20 ; nouveaux emplois : 50
Administrateurs recrutés sur le plan national															
Effectif approuvé pour 2020	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	23
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	76

	Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	Groupe d'experts sur le Soudan	Groupe d'experts sur la République démocratique de Corée	Groupe d'experts sur la Libye	Groupe d'experts sur la République centrafricaine	Groupe d'experts sur le Yémen	Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015)	Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	Groupe d'experts sur le Mali	Groupe d'experts sur la Somalie	Appui au Comité de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)	Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	76,2
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	52
Effectif proposé pour 2021	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50
Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)															
Effectif approuvé pour 2020	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	4	—	—	29
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	5	—	—	55
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	—	—	—	—	—	4,2	—	—	—	—	—	0	—	—	51,7
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	—	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	0	—	—	28
Effectif proposé pour 2021	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	4	—	—	29

	Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	Groupe d'experts sur le Soudan	Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	Groupe d'experts sur la Libye	Groupe d'experts sur la République centrafricaine	Groupe d'experts sur le Yémen	Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015)	Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	Groupe d'experts sur le Mali	Groupe d'experts sur la Somalie	Appui au Comité de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)	Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	5	-	-	25
Volontaires des Nations Unies															
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	57,1
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50
Effectif proposé pour 2021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Personnel fourni par des gouvernements															
Effectif approuvé pour 2020	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30

	Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	Groupe d'experts sur le Soudan	Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	Groupe d'experts sur la Libye	Groupe d'experts sur la République centrafricaine	Groupe d'experts sur le Yémen	Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015)	Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	Groupe d'experts sur le Mali	Groupe d'experts sur la Somalie	Appui au Comité de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)	Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100
Effectif proposé pour 2021	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	15
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	30

Note : Le tiret « – » renvoie à une catégorie qui n'est pas applicable au personnel de cette mission.

C. Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions

(Les pourcentages ont été arrondis)

	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique et le Sahel	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti
Observateur(trice)s militaires (conseiller(ère)s militaires)											
Effectif approuvé pour 2020	2	1	–	–	1	–	–	–	120	75	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	5	0	–	–	5	–	–	–	4	15	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	5	0	–	–	5	–	–	–	3	76	–
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	5	0	–	–	0	–	–	–	3	55	–
Effectif proposé pour 2021	1	–	–	–	1	–	–	–	120	75	–
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	5	–	–	–	5	–	–	–	3	15	–
Contingents											
Effectif approuvé pour 2020	–	–	625	–	–	–	–	234	–	–	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	2	–	–	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	1,7	–	–	–
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	–	–	8,3	–	–	–	–	2,1	–	–	–
Effectif proposé pour 2021	–	–	625	–	–	–	–	230	–	–	–
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	0	–	–	–

	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti
Conseiller(ère)s pour les questions de police (police des Nations Unies)											
Effectif approuvé pour 2020	–	–	14	–	–	–	–	–	–	–	13
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	–	–	–	3,8
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	–	–	–	0
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	–	–	14	–	–	–	–	–	–	–	23
Effectif proposé pour 2021	1	–	14	–	–	–	–	–	–	–	13
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	5	–	0	–	–	–	–	–	–	–	0
Personnel recruté sur le plan international											
Effectif approuvé pour 2020	38	56	187	8	9	20	29	210	158	75	65
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	13	5	11	5	5	5	10	13	16	30	12,2
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	11	5	18	0	5	10	7	18	20	70	49,2
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	11	12	16	0	11	15	7	20	19	44	24
Effectif proposé pour 2021	44	17	187	8	9	19	34	210	162	74	65
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	13 ; nouveaux emplois : 50	5	13	5	5	5	10 ; nouveaux emplois : 50	17,5	17 ; nouveaux emplois : 50	25	20
Administrateurs recrutés sur le plan national											
Effectif approuvé pour 2020	6	22	92	4	–	4	3	14	77	4	21
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	0	4	30	5	–	0	33	37	10	30	11,9

	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	5	4	27,4	0	–	0	0	64	12	75	19
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	0	0	18	0	–	20	0	64	14	50	10
Effectif proposé pour 2021	9	0	92	4	–	5	3	14	77	5	21
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	0 ; nouveaux emplois : 50	–	17	5	–	0	0	64	12	25	5
Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)											
Effectif approuvé pour 2020	19	39	45	18	2	58	9	84	80	80	28
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	0	5	34	5	0	5	11,1	28	10	30	12,5
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	5	5	20	0	5	3,4	11,1	38	8,75	83	14,3
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	5	3	13	0	0	5	0	29	11	54	17
Effectif proposé pour 2021	22	11	45	18	2	58	11	84	80	80	28
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	0 ; nouveaux emplois : 35	5	11	5	0	3	0 ; nouveaux emplois : 35	31,5	12	25	7
Volontaires des Nations Unies											
Effectif approuvé pour 2020	–	4	38	–	–	–	–	6	131	–	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	–	15	0	–	–	–	–	10 International : 10 ; national : 35	–	–	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	–	15	30,8	–	–	–	–	17 International : 1,8 ; national : 0	–	–	–

	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	–	–	71	–	–	–	–	33	International : 0 ; national : 16	–	–
Effectif proposé pour 2021	–	–	38	–	–	–	–	6	132	–	–
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	–	–	8	–	–	–	–	33	International : 1 ; nouveaux emplois : 50 ; national : 0	–	–
Personnel fourni par des gouvernements											
Effectif approuvé pour 2020	–	–	23	–	–	–	–	7	–	5	2
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	–	–	27	–	–	–	–	4	–	30	0
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	42,9	–	100	0
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	–	–	13	–	–	–	–	57	–	100	0
Effectif proposé pour 2021	–	–	23	–	–	–	–	7	–	5	2
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	–	–	10	–	–	–	–	42,9	–	25	0

Note : Le tiret « – » renvoie à une catégorie qui n'est pas applicable au personnel de cette mission. Les taux de vacances pour le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ont été appliqués aux 28 emplois de temporaire qui, selon les prévisions, devraient être conservés jusqu'au 28 février 2021 pour mener à bien la liquidation.

D. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

	<i>MANUA</i>	<i>MANUI</i>
Personnel recruté sur le plan international		
Effectif approuvé pour 2020	301	305
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	8	8
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	8	8
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	8	6
Effectif proposé pour 2021	296	303
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	6	8
Administrateurs recrutés sur le plan national		
Effectif approuvé pour 2020	125	109
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	3	6
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	4	8
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	6	8
Effectif proposé pour 2021	125	112
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	3	8
Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)		
Effectif approuvé pour 2020	710	392
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	3	6
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	3	6
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	2	7
Effectif proposé pour 2021	674	390
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	3	7
Contingents		
Effectif approuvé pour 2020	–	245
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	–	1
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	–	1
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	–	–
Effectif proposé pour 2021	–	245
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	–	1
Observateur(trice)s militaires		
Effectif approuvé pour 2020	1	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	0	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	0	–
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	0	–
Effectif proposé pour 2021	1	–
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	0	–

	MANUA	MANUI
Police des Nations Unies		
Effectif approuvé pour 2020	–	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	–	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	–	–
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	–	–
Effectif proposé pour 2021	–	–
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	–	–
Volontaires des Nations Unies		
Effectif approuvé pour 2020	68	2
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2020 (en pourcentage)	7	25
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2019 (en pourcentage)	7	25
Taux de vacance effectif au 29 février 2020 (en pourcentage)	12	–
Effectif proposé pour 2021	68	2
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	7	17

Note : Le tiret « – » renvoie à une catégorie qui n'est pas applicable au personnel de cette mission.

Annexe XI

Emplois de temporaire vacants depuis plus d'un an dans les missions politiques spéciales au 29 février 2020

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	P-5	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	1 ^{er} janvier 2019	Recrutement en suspens en raison de la situation de trésorerie
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau du Chef de la mission	P-3	Spécialiste des questions politiques	1 ^{er} mai 2017	En attente de l'examen des candidatures
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau du Chef de la mission	P-4	Chef des services de sécurité	16 décembre 2015	En attente de l'examen des candidatures
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau du Chef de la mission	P-3	Spécialiste des questions politiques	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en cours d'exécution
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau du Chef de la mission	P-4	Assistant(e) spécial(e) (affaires politiques)	25 décembre 2017	Aucun(e) candidat(e) qualifié(e) ; nouvelle publication de l'avis de vacance
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau du Chef de la mission	P-4	Conseiller(ère) militaire	6 avril 2016	Recrutement en suspens en raison de la situation relative à la délivrance de visas par le pays hôte
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau du Chef de la mission	P-4	Conseiller(ère) militaire	6 février 2018	Recrutement en suspens en raison de la situation relative à la délivrance de visas par le pays hôte
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau du Chef de la mission	P-3	Spécialiste des questions politiques	1 ^{er} janvier 2017	Recrutement en suspens en raison de la situation relative à la délivrance de visas par le pays hôte
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau du Chef de la mission	P-3	Spécialiste des questions politiques	1 ^{er} janvier 2017	Recrutement en suspens en raison de la situation relative à la délivrance de visas par le pays hôte
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau du Chef de la mission	P-3	Interprète de terrain	1 ^{er} janvier 2017	Recrutement en suspens en raison de la situation relative à la délivrance de visas par le pays hôte
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Gestion des opérations et des ressources	P-5	Chef de la gestion des opérations et des ressources	16 janvier 2019	Formalités d'entrée en fonctions en cours d'exécution
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Affaires politiques	AL	Assistant(e) d'équipe	1 ^{er} janvier 2017	En suspens en raison de la situation de trésorerie

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
Groupe d'experts sur le Yémen	Opération sur le terrain	SM	Agent(e) de protection rapprochée	1 ^{er} janvier 2019	Candidat(e) sélectionné(e) ; entrée en fonctions retardée en raison des restrictions de déplacement liées à la maladie à coronavirus (COVID-19)
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées	DPPA	G(AC)	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Clôture de l'avis de vacance en l'absence de candidat(e) qualifié(e) ; démarches préalables à la publication de l'avis de vacance achevées
UNITAD	Bureau du Chef de cabinet	P-4	Spécialiste de la gestion de l'information	1 ^{er} janvier 2019	Entretiens achevés ; sélection en attente en raison du gel des recrutements
UNITAD	Bureau des enquêtes sur le terrain	AN	Interprète de terrain (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
UNITAD	Bureau des enquêtes sur le terrain	AN	Spécialiste des questions d'état de droit	1 ^{er} janvier 2019	Recommandation en attente d'approbation
UNITAD	Bureau des enquêtes sur le terrain	AN	Spécialiste des questions d'état de droit	1 ^{er} janvier 2019	Recommandation en attente d'approbation
UNITAD	Bureau du Chef de cabinet	AL	Traducteur(trice) de terrain	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
UNITAD	Bureau du Chef de cabinet	AL	Traducteur(trice) de terrain	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
UNITAD	Bureau du Chef de cabinet	AL	Traducteur(trice) de terrain	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
UNITAD	Bureau du Chef de cabinet	AL	Traducteur(trice) de terrain	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
UNITAD	Sûreté et sécurité	SM	Analyste des informations sur la sécurité	1 ^{er} janvier 2019	Entretiens achevés ; sélection en attente en raison du gel des recrutements
UNITAD	Sûreté et sécurité	AL	Assistant(e) (sécurité sur le terrain)	1 ^{er} janvier 2019	Entretiens achevés ; sélection en attente en raison du gel des recrutements
UNITAD	Bureau du Chef de cabinet	AN	Spécialiste des questions d'état de droit	1 ^{er} janvier 2019	Exécution des formalités d'entrée en fonctions
UNITAD	Analyse et accompagnement des victimes	AN	Spécialiste des questions d'état de droit	1 ^{er} janvier 2019	Recommandation en attente d'approbation
UNITAD	Analyse et accompagnement des victimes	AN	Spécialiste des questions d'état de droit (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Exécution des formalités d'entrée en fonctions
UNITAD	Appui à la Mission	SM	Assistant(e) (gestion des installations)	1 ^{er} janvier 2019	Entretiens achevés ; sélection en attente en raison du gel des recrutements

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
UNITAD	Appui à la Mission	AL	Assistant(e) (transports)	1 ^{er} janvier 2019	Entretiens achevés ; sélection en attente en raison du gel des recrutements
UNITAD	Bureau du Chef de cabinet	SM	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Entretiens achevés ; sélection en attente en raison du gel des recrutements
UNITAD	Bureau du Chef de cabinet	AN	Spécialiste de la gestion de l'information (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Exécution des formalités d'entrée en fonctions
UNOWAS	Affaires politiques	SM	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en cours d'exécution
UNOWAS	Coordination et partenariats régionaux	P-4	Spécialiste de la réforme du secteur de la sécurité	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en cours d'exécution
MANUSOM	Groupe des questions politiques et de la médiation	P-3	Spécialiste des questions politiques	1 ^{er} janvier 2019	Sélection en cours
MANUSOM	Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident)	P-4	Assistant(e) spécial(e) (affaires politiques)	1 ^{er} janvier 2019	Avis de vacance publié
MANUSOM	Groupe des droits de l'homme et de la protection	P-4	Spécialiste des droits de l'homme	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en cours d'exécution
MANUSOM	Section de la sûreté et de la sécurité	SM	Agent(e) de protection rapprochée	1 ^{er} février 2019	Membre du personnel sélectionné à la suite de la réduction des effectifs ; exécution des formalités d'entrée en fonctions
MANUSOM	Section de la sûreté et de la sécurité	SM	Agent(e) de protection rapprochée	1 ^{er} février 2019	Membre du personnel sélectionné à la suite de la réduction des effectifs ; exécution des formalités d'entrée en fonctions
MANUSOM	Questions de genre	P-3	Spécialiste des questions de genre	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Groupe de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité (désarmement, démobilisation et réintégration)	AN	Administrateur(trice) du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Groupe de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité (désarmement, démobilisation et réintégration)	AN	Spécialiste du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration	1 ^{er} janvier 2019	Aucun(e) candidat(e) qualifié(e) ; nouvelle publication de l'avis de vacance
MANUSOM	Groupe de la traduction et de l'interprétation	AN	Interprète de terrain (adjoint(e) de 2 ^e classe)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUSOM	Groupe des questions politiques et de la médiation	AN	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Groupe des questions politiques et de la médiation	AL	Assistant(e) multilingue sur le terrain	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Questions de genre	AN	Spécialiste des questions de genre (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau de liaison régional	AL	Assistant(e) multilingue sur le terrain	1 ^{er} janvier 2019	Aucun(e) candidat(e) qualifié(e) ; nouvelle publication de l'avis de vacance
MANUSOM	Bureau de liaison régional	AN	Spécialiste des questions politiques	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en cours d'exécution
MANUSOM	Bureau de liaison régional	AL	Assistant(e) multilingue sur le terrain	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Section de la sûreté et de la sécurité	AN	Coordonnateur(trice) chargé(e) de la sécurité (adjoint de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en cours d'exécution
MANUSOM	Groupe des droits de l'homme et de la protection	AN	Spécialiste des droits de l'homme	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en cours d'exécution
MANUSOM	Bureau de liaison régional	AN	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau de liaison régional	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	Affaires politiques	P-5	Coordonnateur(trice) hors classe	14 février 2019	Avis de vacance publié
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	Affaires politiques	AL	Assistant(e) (sécurité sur le terrain)	1 ^{er} janvier 2019	La procédure de recrutement commencera en juillet
MANUL	Service des affaires politiques	P-2	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Groupe consultatif sur les questions de genre	P-5	Spécialiste hors classe des questions de genre	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en attente d'exécution
MANUL	Service des affaires politiques	P-3	Analyste de l'information (Affaires politiques)	1 ^{er} mars 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général	SM	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUL	Service de l'assistance électorale	P-4	Spécialiste des affaires électorales	24 février 2019	Bloqué pour un membre du personnel affecté ailleurs
MANUL	Service des institutions chargées de la sécurité	P-3	Observateur(trice) aux frontières	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Service des affaires politiques	P-3	Spécialiste des questions politiques	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section de la sécurité	P-2	Coordonnateur(trice) de la sécurité sur le terrain (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section de la sécurité	AL	Assistant(e) (sécurité sur le terrain)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Service des affaires politiques	AN	Spécialiste des questions politiques (adjoint de 2 ^e classe)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section des achats du Service de l'appui à la Mission	AN	Spécialiste des ressources humaines	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section des ressources humaines	AL	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire)	P-4	Spécialiste des questions politiques	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section de la sécurité	SM	Agent(e) de protection rapprochée	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en attente d'exécution
MANUL	Section de la sécurité	AL	Assistant(e) à la sécurité incendie	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Groupe de la traduction du Bureau du Chef de cabinet	AN	Traducteur(trice) (adjoint(e) de 2 ^e classe)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Service des affaires politiques	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en attente d'exécution
MANUL	Section des ressources humaines	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en attente d'exécution
MANUL	Groupe consultatif sur les questions de genre	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en attente d'exécution

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUL	Groupe de la gestion centralisée des stocks et des demandes d'achat du Service de l'appui à la Mission	SM	Assistant(e) chargé(e) de la gestion des marchés	18 février 2019	Examen des candidatures en cours
MANUL	Section des achats du Service de l'appui à la Mission	AL	Assistant(e) aux achats	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUL	Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général	D-1	Conseiller(ère) militaire	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Service des affaires politiques	AN	Spécialiste des questions politiques (adjoint de 2 ^e classe)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Groupe de l'information et de la communication	AN	Spécialiste de l'information (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Entretiens achevés ; sélection en attente en raison du gel des recrutements
MANUL	Service des affaires politiques	AN	Spécialiste des questions politiques (adjoint de 2 ^e classe)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUL	Section de la sécurité	AL	Opérateur(trice) radio (sécurité sur le terrain)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section de la sécurité	AL	Opérateur(trice) radio (sécurité sur le terrain)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section de la sécurité	AL	Opérateur(trice) radio (sécurité sur le terrain)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section de la sécurité	AL	Opérateur(trice) radio (sécurité sur le terrain)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section de la sécurité	AL	Opérateur(trice) radio (sécurité sur le terrain)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section de la sécurité	SM	Agent(e) responsable de la sécurité	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section de la sécurité	SM	Agent(e) responsable de la sécurité	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Section de la sécurité	AL	Assistant(e) (sécurité sur le terrain)	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; Exécution des formalités d'entrée en fonctions en suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Groupe consultatif sur les questions de genre	AN	Spécialiste des questions de genre (adjoint(e) de 2 ^e classe)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUL	Groupe consultatif sur les questions de genre	AN	Spécialiste des questions de genre (adjoint(e) de 2 ^e classe)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUL	Service des affaires politiques	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Bureau de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général	SM	Assistant(e) aux achats	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUL	Service des droits de l'homme	SM	Assistant(e) au contrôle des mouvements	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Bureau régional de Pasto	P-3	Attaché(e) de liaison	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Bureau de vérification	AN	Coordonnateur(trice)	23 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Section de la fusion et de l'analyse des données et de la communication de l'information	P-4	Spécialiste des politiques et des meilleures pratiques	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Bureau de la vérification des garanties de sécurité	P-5	Attaché(e) de liaison (hors classe)	1 ^{er} mars 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Pôle local de Santander de Quilichao (bureau régional de Pasto)	P-3	Attaché(e) de liaison	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Groupe des opérations	P-4	Chef du Groupe de la logistique	1 ^{er} janvier 2019	Détachement auprès d'une autre section
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Groupe de la planification des acquisitions et des demandes d'achat	P-3	Spécialiste de la planification des acquisitions	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Groupe des technologies	AL	Assistant(e) informaticien(ne)	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; exécution des formalités d'entrée en fonctions en suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Cellule de l'information et de la coordination relatives à la sécurité	P-2	Spécialiste de l'information (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} mars 2019	Avis de vacance publié ; en suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Centre local de Filipinas (bureau régional de Cúcuta)	P-3	Attaché(e) de liaison	24 février 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Groupe des opérations	SM	Assistant(e) (soutien logistique)	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Bureau régional de San José del Guaviare	AL	Assistant(e) (soutien logistique)	1 ^{er} janvier 2019	Aucun(e) candidat(e) qualifié(e) ; l'avis fera l'objet d'une nouvelle publication en raison de la situation de trésorerie

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Centre local de San José del Oriente (bureau régional de Valledupar)	P-3	Attaché(e) de liaison	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Bureau régional de San José del Guaviare	AL	Assistant(e) (soutien logistique)	1 ^{er} janvier 2019	Aucun(e) candidat(e) qualifié(e) ; l'avis fera l'objet d'une nouvelle publication en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Centre local d'El Carmen (bureau régional de Florencia)	P-3	Attaché(e) de liaison	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Groupe du génie	AL	Assistant(e) ingénierie	1 ^{er} janvier 2019	Avis de vacance publié
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Groupe des ressources humaines	AN	Assistant(e) aux voyages	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Bureau régional de Bogota	AN	Fonctionnaire d'administration	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Section de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	P-5	Chef de section	1 ^{er} janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Sécurité	AL	Assistant(e) (sécurité sur le terrain)	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Sécurité	AL	Assistant(e) (sécurité sur le terrain)	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Sécurité	SM	Agent(e) de protection rapprochée	16 janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en cours d'exécution
MINUAAH	Sécurité	AL	Assistant(e) (sécurité sur le terrain)	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Sécurité	AL	Assistant(e) (sécurité sur le terrain)	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Sécurité	SM	Agent(e) de protection rapprochée	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Sécurité	SM	Agent(e) de protection rapprochée	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Sécurité	SM	Agent(e) de protection rapprochée	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Mécanisme de liaison et de coordination	P-4	Spécialiste des questions politiques	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Bureau du Président du Comité de coordination du redéploiement	SM	Interprète de terrain	16 janvier 2019	Avis de vacance en cours d'élaboration

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MINUAAH	Sécurité	SM	Agent(e) de protection rapprochée	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Sécurité	SM	Agent(e) de protection rapprochée	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Mécanisme de liaison et de coordination	SM	Assistant(e) administratif(ive)	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Centre d'opérations (liaison et coordination)	P-3	Spécialiste des questions politiques	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Centre conjoint de coordination et de communication	P-3	Spécialiste des questions politiques	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Bureau du Chef de cabinet	P-4	Juriste	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Équipe de coordination des activités de liaison (Centre)	AL	Interprète de terrain	16 janvier 2019	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en cours d'exécution
MINUAAH	Équipe de coordination des activités de liaison (Centre)	AL	Interprète de terrain	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Équipe de coordination des activités de liaison (Centre)	AL	Interprète de terrain	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Équipe de coordination des activités de liaison (Nord)	AL	Interprète de terrain	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Équipe de coordination des activités de liaison (Nord)	AL	Interprète de terrain	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Équipe de coordination des activités de liaison (Sud)	AL	Interprète de terrain	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MINUAAH	Mécanisme de liaison et de coordination	AN	Spécialiste des questions politiques	16 janvier 2019	En suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUA	Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission	SM	Assistant(e) (finances)	12 novembre 2018	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en attente d'exécution
MANUA	Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Affaires politiques)	AL	Assistant(e) aux droits de l'homme	1 ^{er} juillet 2018	Sélection terminée ; les formalités d'entrée en fonctions, en cours d'exécution, devraient être achevées d'ici à septembre 2020
MANUA	Service des affaires politiques	AL	Assistant(e) aux affaires politiques	1 ^{er} janvier 2019	Gel du recrutement en raison de la situation de trésorerie
MANUA	Section de la sécurité	SM	Agent(e) responsable de la sécurité	1 ^{er} janvier 2019	La procédure n'a pas été lancée en raison du gel des recrutements

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUA	Section de la sécurité	SM	Agent(e) responsable de la sécurité	1 ^{er} janvier 2019	La procédure n'a pas été lancée en raison du gel des recrutements
MANUI	Section de la gestion centralisée des stocks	AL	Assistant(e) aux fournitures	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission	AL	Assistant(e) (finances)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission	AL	Assistant(e) (finances)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Section du génie et de la gestion des installations	AN	Ingénieur(e) adjoint(e) de 1 ^{re} classe	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission	AL	Assistant(e) (finances)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Section des achats	AL	Assistant(e) aux achats	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général	AN	Spécialiste de la protection de l'enfance (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Le (la) candidat(e) sélectionné(e) a décliné l'offre ; nouvelle publication de l'avis de vacance
MANUI	Bureau des affaires politiques	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; les formalités d'entrée en fonctions, en cours d'exécution, devraient être achevées une fois les restrictions des déplacements allégées
MANUI	Bureau de l'information	AL	Assistant(e) d'information	1 ^{er} janvier 2019	Aucun(e) candidat(e) qualifié(e) ; nouvelle publication de l'avis de vacance
MANUI	Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Section de la gestion centralisée des stocks	AL	Assistant(e) aux fournitures	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission	AL	Assistant(e) (finances)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission	AL	Assistant(e) (finances)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Section du génie et de la gestion des installations	AN	Ingénieur(e) adjoint(e) de 1 ^{re} classe	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission	AL	Assistant(e) (finances)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours
MANUI	Section des achats	AL	Assistant(e) aux achats	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de la vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUI	Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général	AN	Spécialiste de la protection de l'enfance (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1 ^{er} janvier 2019	Le (la) candidat(e) sélectionné(e) a décliné l'offre ; nouvelle publication de l'avis de vacance
MANUI	Bureau des affaires politiques	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Sélection terminée ; les formalités d'entrée en fonctions, en cours d'exécution, devraient être achevées une fois les restrictions des déplacements allégées
MANUI	Bureau de l'information	AL	Assistant(e) d'information	1 ^{er} janvier 2019	Aucun(e) candidat(e) qualifié(e) ; nouvelle publication de l'avis de vacance
MANUI	Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} janvier 2019	Examen des candidatures en cours

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; DPPA = Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix ; MANUA = Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MANUI = Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; MANUL = Mission d'appui des Nations Unies en Libye ; MANUSOM = Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie ; MINUAAH = Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda ; SM = agent(e) du Service mobile ; UNITAD = Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes.

Annexe XII

Emplois de temporaire dont les titulaires perçoivent une indemnité de fonctions depuis un an ou plus dans les missions politiques spéciales, au 29 février 2020

<i>Mission</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Début du versement de l'indemnité de fonctions</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	G(AC)	Assistant(e) administratif(ive)	15 mars 2018	Bloqué en attendant le retour d'affectation du (de la) titulaire
Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide	P-5	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	16 novembre 2018	Bloqué en attendant le retour de congé spécial sans traitement du (de la) titulaire
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	SM	Agent(e) de sécurité	15 décembre 2015	Avis de vacance publié ; sélection en cours
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} juillet 2018	Le (la) titulaire a quitté ses fonctions en 2020
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	P-3	Spécialiste des questions politiques	17 novembre 2017	Sélection terminée ; formalités d'entrée en fonctions en cours
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	AL	Assistant(e) administratif(ive)	1 ^{er} juillet 2018	Le (la) titulaire a quitté ses fonctions en 2020
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	D-2	Chef de bureau (affaires politiques)	25 novembre 2017	Candidatures clôturées ; sélection et validation des candidatures en cours
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	P-4	Spécialiste des questions politiques	1 ^{er} décembre 2018	Bloqué en attendant le retour de congé spécial sans traitement du (de la) titulaire
Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	P-4	Juriste	22 janvier 2019	Bloqué en attendant le retour de congé spécial sans traitement du (de la) titulaire
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	P-5	Juriste hors classe	1 ^{er} août 2018	Bloqué en attendant le retour de congé spécial sans traitement du (de la) titulaire
MANUSOM	P-5	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	1 ^{er} juillet 2017	Bloqué en attendant le retour de congé spécial sans traitement du (de la) titulaire
MANUSOM	P-5	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	8 mars 2018	Bloqué en attendant le retour de congé spécial sans traitement du (de la) titulaire
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	AN	Spécialiste de l'information	23 janvier 2017	Bloqué en attendant le retour d'affectation du (de la) titulaire
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	P-5	Chef de bureau (affaires politiques)	21 avril 2017	Recrutement en suspens en raison de la situation de trésorerie
MANUA	P-4	Spécialiste des affaires électorales	1 ^{er} août 2017	Une procédure de recrutement classique est prévue une fois que la sélection des candidatures à l'avis de vacance de poste générique sera achevée, ce qui devrait permettre de constituer

<i>Mission</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Début du versement de l'indemnité de fonctions</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUA	P-5	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	1 ^{er} août 2018	un important fichier de candidats présélectionnés ; le versement de l'indemnité de fonctions a été prolongé jusqu'au 30 juin 2020 Bloqué en attendant le retour d'affectation du (de la) titulaire
MANUA	D-1	Administrateur(trice) général(e) chargé(e) des questions politiques	2 mars 2018	Bloqué en attendant le retour d'affectation du (de la) titulaire

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; MANUA = Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MANUI = Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; SM = agent(e) du Service mobile.

Annexe XIII

Évolution des effectifs civils des missions politiques spéciales en 2021

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général		
Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide	1	
Création	1	emploi de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	–	
Réaffectation	–	1 emploi d'assistant(e) aux achats (AL) devenu emploi d'assistant(e) administratif(ive) au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	1	
Création	1	emploi de fonctionnaire d'administration (SM) au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission à Aden
Transformation	–	1 emploi P-3 de médecin transformé en emploi AN au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission à Sanaa
Transfert	–	1 emploi de spécialiste hors classe de la réforme du secteur de la sécurité (P-5), 1 de spécialiste des questions politiques (P-3), 2 d'assistant au contrôle des mouvements (SM) et 1 d'assistant(e) à la gestion du matériel (SM) transférés de Sanaa à Amman
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	–	
Création	1	emploi de spécialiste de la gestion du matériel (P-3) au Groupe de la logistique
Suppression	(1)	1 emploi d'administrateur(trice) général(e) chargé(e) de la réforme du secteur de la sécurité (D-1)
Transfert	–	1 emploi de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5) et 1 de spécialiste des questions politiques (P-4) du Groupe d'appui au dialogue transférés de Dar es-Salaam à Bujumbura
Reclassement ou déclassement	–	1 emploi de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5) devenu 1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-3) dans le Groupe d'appui au dialogue
Réaffectation	–	1 emploi d'assistant(e) spécial(e) (affaires politiques) (P-3) à Ouagadougou devenu 1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-3) dans le Groupe d'appui au dialogue à Bujumbura
Total partiel	2	
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes		
Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	(2)	
Suppression	(2)	1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-4) et 1 de spécialiste des questions politiques (P-3)
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	2	
Création	2	1 emploi de juriste (P-4) et 1 de spécialiste des questions politiques (P-3)

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	1	
Création	1	emploi de directeur(trice) des enquêtes (D-2) au Bureau des enquêtes sur le terrain
Transfert	–	<p>a) 4 emplois transférés au Bureau du Conseiller spécial : 1 de juriste (P-4) cédé par le bureau du (de la) Chef de l'analyse ; 1 de spécialiste des questions politiques (P-4) cédé par le Bureau du (de la) Chef de cabinet ; 1 de juriste (P-4) cédé au titre du soutien par le Groupe sur les crimes sexuels et fondés sur le genre et sur les crimes contre les enfants ; 1 d'assistant(e) administratif(ive) (SM) cédé par le Groupe de la gestion des systèmes informatiques</p> <p>b) 2 emplois d'assistant(e) administratif(ive) (SM) transférés au bureau du(de la) Chef des enquêtes sur le terrain : 1 cédé par le Centre des opérations de planification des enquêtes sur le terrain et 1 par le Bureau du Conseiller spécial ; 1 d'assistant(e) administratif(ive) (SM) du Bureau des enquêtes sur le terrain transféré de Bagdad à Dahouk ; 2 de juristes (1 P-3 et 1 VNU) cédés par le Groupe des enquêtes sur le terrain 1 au Groupe de la stratégie juridique nouvellement créé ; 16 emplois aux Groupes des enquêtes sur le terrain 1 et 3 et au Groupe sur les crimes sexuels et fondés sur le genre et sur les crimes contre les enfants (2 P-5, 2 P-4, 2 P-3, 2 P-2, 6 AN et 2 VNU) transférés de Bagdad à Dahouk ; 4 emplois au Groupe de la criminalistique (1 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 1 VNU) transférés du Bureau de l'analyse au Bureau des enquêtes sur le terrain ; 1 de fonctionnaire d'administration (adjoint de 1^{re} classe) transféré du Groupe de la criminalistique au Bureau de la promotion de la participation nationale et de l'appui</p> <p>c) 2 emplois transférés au Bureau du (de la) Chef de cabinet : 1 d'assistant(e) spécial(e)/spécialiste des questions politiques (P-3) cédé par le Bureau du Conseiller spécial ; 1 d'assistant(e) administratif(ive) (SM) cédé par le Groupe de la protection et de l'accompagnement des témoins ; 4 emplois au Groupe de la gestion des archives et des dossiers (1 P-4, 2 SM et 1 AN) transférés du Bureau de l'analyse au Bureau du (de la) Chef de cabinet ; 1 emploi de fonctionnaire chargé(e) des opérations conjointes (P-3) du Centre des opérations de planification des enquêtes sur le terrain transféré de Bagdad à Dahouk ; 6 emplois d'interprète de terrain adjoint de 1^{re} classe (AN) transférés au Groupe des services linguistiques : 1 cédé par le Bureau du Conseiller spécial, 1 par le Groupe de la protection et de l'accompagnement des témoins et 4 par le Bureau des enquêtes sur le terrain ; 3 emplois transférés à l'Appui à la mission : 1 d'assistant(e) administratif(ive) (AL) cédé par le Bureau de la promotion de la participation nationale et de l'appui, 1 de fonctionnaire d'administration (AN) cédé par le Groupe de l'analyse et des éléments de preuve et 1 d'assistant(e) aux transports (AL) transféré de Bagdad à Dahouk</p> <p>d) 1 emploi de juriste (VNU) transféré du Groupe de la protection et de l'accompagnement des témoins au bureau du (de la) Chef de l'analyse</p> <p>e) 8 emplois de la Section de la sécurité : 5 d'agent(e) de protection rapprochée (SM), 1 d'agent(e) de sécurité (SM) et</p>

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
Réaffectation		<p>d'assistant(e) (sécurité sur le terrain) (AL) transférés de Bagdad à Dahouk</p> <p>– 1 emploi de Chef des enquêtes (D-1) du bureau du (de la) directeur(trice) des enquêtes devenu un emploi d'administrateur(trice) général(e)jurisconsulte (D-1) au nouveau Groupe de la stratégie juridique, 1 de traducteur(trice) (SM) du Groupe des services linguistiques devenu un emploi de logisticien(ienne) à l'Appui à la mission, et 1 de juriste (P-4) du Groupe des enquêtes sur le terrain 3 devenu un emploi d'enquêteur(euse) (P-4) dans le Groupe des enquêtes sur le terrain 3 à Dahouk</p>
Total partiel	1	
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions		
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	12	
Création	12	2 emplois de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5), 1 de spécialiste des questions politiques (P-4), 2 de spécialiste des questions politiques (P-3), 1 de spécialiste des questions de genre (P-3), 2 de spécialiste des questions politiques (AN) et 4 AL (1 emploi d'assistant(e) d'information/administrateur(trice) de site, 2 d'assistant(e) administratif(ive) et 1 d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines)
Transfert		– 1 emploi de spécialiste des questions de genre (P-4) transféré du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général au Groupe des questions de genre ; 2 emplois [1 de spécialiste des questions politiques (P-4) et 1 d'assistant(e) administratif(ive) (AL)] transférés du Bureau de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général à la Section des affaires politiques ; 1 emploi d'assistant(e) chargé(e) des voyages transféré de l'ancien Groupe des services généraux au Groupe des ressources humaines
Reclassement ou déclassement		– 1 emploi d'assistant(e) au budget et aux finances (SM) devenu un P-2 ; 1 d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines (AL) devenu un emploi de spécialiste adjoint(e) des ressources humaines (AN)
Réaffectation		– 1 emploi d'analyste de l'information (P-4) de la Section de la communication et de l'information réaffecté à la Section des affaires politiques ; 1 de fonctionnaire d'administration (AN) devenu un emploi de spécialiste de la gestion du matériel (AN) ; 1 de fonctionnaire d'administration (AN) devenu un emploi de spécialiste de la gestion des installations (AN)
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	(121)	
Suppression	(93)	<p>Au 1^{er} janvier 2021 :</p> <p>a) 8 emplois et 1 Conseiller militaire au Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général : 1 de Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général (SSG), 1 de Chef de cabinet (P-5), 1 d'assistant(e) spécial(e) (P-3), 1 de juriste (AN), 2 d'assistant(e) administratif(ive) (SM), 1 de traducteur(trice) (AL) et 1 d'assistant(e) administratif(ive) (AL)</p> <p>b) 4 emplois au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et Coordonnateur résident : 1 de</p>

*Nombre
d'emplois* *Récapitulatif des modifications proposées*

Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général et Coordonnateur(trice) résident(e) (D-2), 1 de responsable hors classe de la planification stratégique (P-5), 1 de coordonnateur(trice) (P-4) et 1 de coordonnateur(trice) adjoint(e) de 1^{re} classe (AN)

c) 12 emplois à la Section des affaires politiques et de la gouvernance démocratique : 1 d'administrateur(trice) général(e) chargé(e) des questions politiques (D-1), 1 de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5), 3 de spécialiste des questions politiques (P-4), 1 de spécialiste des questions politiques (P-3), 4 de spécialiste des questions politiques (AN), 1 d'assistant(e) administratif(ive) (SM) et 1 d'assistant(e) administratif(ive) (AL)

d) 12 emplois à la Section de la lutte contre le trafic de drogues et la criminalité organisée : 1 de chef de section (P-5), 1 de spécialiste de la justice pénale et de la prévention du crime (P-4), 1 de spécialiste des affaires judiciaires (P-4), 1 de spécialiste du contrôle des drogues et de la prévention du crime (P-3), 2 de policier(ère)/ spécialiste du contrôle des drogues et de la prévention du crime (P-3), 2 de spécialiste du contrôle des drogues et de la prévention du crime (AN), 1 de spécialiste de la justice pénale et de la prévention du crime (AN), 1 de spécialiste adjoint(e) de 1^{re} classe de la justice pénale et de la prévention du crime (AN), 1 de spécialiste des affaires judiciaires (AN) et 1 d'assistant(e) administratif(ive) (AL)

e) 10 emplois à la Section des droits de l'homme : 1 de spécialiste des droits de l'homme (P-5), 1 de spécialiste des droits de l'homme (P-4), 1 de spécialiste des droits de l'homme (P-3), 5 de spécialiste des droits de l'homme (AN), 1 d'assistant(e) administratif(ive) (AL) et 1 de spécialiste des droits de l'homme (VNU recruté sur le plan international)

f) 6 emplois au Groupe de l'information : 1 de spécialiste de l'information (P-4), 1 de spécialiste de l'information (P-3), 3 de spécialiste de l'information (AN) et 1 d'assistant(e) administratif(ive) (AL)

g) 3 emplois au Groupe des questions de genre : 1 de conseiller(ère) pour les questions de genre (P-4) et 2 de spécialiste des questions de genre (AN)

h) 19 emplois au Bureau intégré de la sûreté et de la sécurité : 4 de spécialiste de la protection des personnes (SM), 2 d'agent(e) de sécurité (SM), 5 d'assistant(e) à la sécurité (AL), 3 de chauffeur(euse) de protection personnelle (AL) et 5 d'opérateur(trice) radio (AL)

i) 19 emplois dans l'équipe d'appui à la mission : 1 d'agent(e) des services généraux (SM), 1 de spécialiste des télécommunications (SM), 1 d'assistant(e) informaticien(ne) (SM), 1 d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines (SM), 1 d'assistant au budget et aux finances (SM), 1 d'assistant(e) aux achats (SM), 1 d'ingénieur(e) (AN), 1 d'assistant(e) aux achats (AL), 1 d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines (AL), 1 d'assistant(e) administratif(ive), 5 de chauffeur(euse) (AL), 1 d'électricien(ne) (AL), 1 d'assistant(e) (finances) (VNU), 1 de médecin (VNU) et 1 d'infirmier(ère) (VNU)

(28) Au 1^{er} mars 2021 :

a) 1 emploi de juriste (P-4) au Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
		<p>b) 8 emplois dans le domaine de la sécurité (1 P-3, 3 SM et 4 AL) au Bureau intégré de la sûreté et de la sécurité</p> <p>c) 19 emplois dans le domaine de l'appui (1 P-5 au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la Mission, 1 P-4 au Groupe des services techniques, 1 P-4 au Groupe médical, 9 SM, 7 AL) dans la Section de l'appui à la mission</p>
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	–	
Transformation	–	1 emploi P-2 de spécialiste des questions politiques (adjoint de 1 ^{re} classe) transformé en AN
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	7	
Création	7	1 emploi de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5), 1 de spécialiste des questions politiques (P-4), 1 de spécialiste des questions politiques (P-3) et 1 d'assistant(e) administratif(ive) (SM) ; 1 de spécialiste de l'information (P-3) ; 1 d'assistant(e) (stocks et approvisionnement) (AL) et 1 de chauffeur(euse) (AL)
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	–	
Réaffectation	–	1 emploi d'administrateur(trice) de programmes (P-4) devenu 1 emploi de coordonnateur(trice) (P-4) au Bureau du (de la) Chef de cabinet ;
Transfert	–	1 emploi d'assistant(e) aux fournitures (SM) transféré de la Section des approvisionnements essentiels et de la logistique au Groupe de la gestion centralisée des stocks et des demandes d'achat, 1 emploi d'assistant(e) aux fournitures (AL) transféré de la Section des approvisionnements essentiels et de la logistique au Groupe de la gestion centralisée des stocks et des demandes d'achat et 1 emploi d'assistant(e) (gestion du matériel) (SM) transféré de la Section de la gestion du matériel au Groupe de la gestion centralisée des stocks et des demandes d'achat
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	5	
Création	5	4 emplois d'agent(e) de protection rapprochée (SM) au Groupe des services de protection et 1 de fonctionnaire d'appui (VNU) au Groupe des ressources humaines
Transfert	–	4 emplois d'attaché(e) de liaison (1 P4, 2 P-3 et 1 AN), 1 de spécialiste de l'information (AN), 1 d'assistant(e) administratif(ive) (AL) et 2 d'assistant(e) (sécurité sur le terrain) (AL) transférés dans différents sites locaux et bureaux annexes et régionaux de la Mission
Réaffectation	–	1 emploi de spécialiste des voyages (AN) devenu un emploi de spécialiste des ressources humaines (AN) au Groupe des ressources humaines, 1 d'assistant(e) principal(e) (SM) devenu 1 d'assistant(e) au budget et aux finances (SM) au Groupe des ressources financières, des résultats et de la gestion des risques, 1 de spécialiste de la gestion des marchés (P-4) devenu un de spécialiste de la planification des acquisitions (P-4) au Groupe de la gestion des acquisitions et 1 d'assistant(e) d'équipe (AL) devenu un emploi de chauffeur(euse) (AL) au Groupe des services de protection

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	–	
Transfert	–	1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (SM) du Mécanisme de liaison et de coordination à Hodeïda transféré au Bureau de la Chef adjointe de la Mission à Hodeïda, 1 de spécialiste des questions politiques (P-4) cédé par le Mécanisme de liaison et de coordination, 1 de spécialiste des questions politiques (P-4) transféré du Centre conjoint de coordination et de communication à Hodeïda au Bureau de la Chef adjointe de la Mission à Sanaa et à Aden, 1 de spécialiste de la gestion des marchés (SM) transféré du Groupe de la gestion des marchés à Sanaa au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission à Sanaa, 1 d'assistant(e) au contrôle des mouvements (SM) transféré de Djibouti à Sanaa et 2 emplois de chauffeur(euse) (AL) transférés de Hodeïda à Aden
Réaffectation	–	1 emploi de fonctionnaire d'administration (P-3) au Bureau du (de la) Chef de cabinet devenu 1 emploi de spécialiste de la planification des missions (P-3)
Transformation	–	1 emploi de technicien(ne) du génie (SM) transformé en 1 emploi d'ingénieur(e) adjoint(e) de 1 ^{re} classe (AN) dans le Groupe du génie et de la gestion des installations à Hodeïda
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	–	
Reclassement ou déclassement	–	1 emploi de technicien(ne) du génie (SM) devenu 1 emploi d'ingénieur(e) (P-3)
Déclassement et réaffectation	–	1 emploi de spécialiste du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (P-4) devenu 1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-3)
Transfert	–	1 emploi de spécialiste de la planification des acquisitions (SM) transféré de l'ancienne Équipe logistique à l'Équipe de gestion des acquisitions et des marchés, 1 d'assistant(e) au contrôle du matériel et à la gestion des stocks (AL) et 1 d'assistant(e) (gestion du matériel) (AL) transférés de l'ancienne Équipe logistique à l'Équipe de gestion du matériel et de centralisation des stocks, 1 d'assistant(e) aux fournitures (SM) transféré de l'ancienne Équipe logistique à l'Équipe des approvisionnements essentiels ; 1 d'assistant(e) aux fournitures (AL) transféré du Bureau du (de la) Chef de la Section de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services à l'Équipe des approvisionnements essentiels
Réaffectation	–	1 emploi de Chef de section (logistique) (P-5) devenu 1 emploi de Chef de section (chaîne d'approvisionnement) (P-5)
Total partiel	(97)	
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	(41)	
Suppression	(41)	4 emplois d'agent(e) de sécurité (SM), 34 d'agent(e) de sécurité sur le terrain (AL), 2 d'assistant(e) au contrôle des mouvements (AL) et 1 de spécialiste des opérations aériennes (SM)
Transfert	–	2 emplois de chauffeur(euse) (AL) transférés du Groupe des transports à la Section de la sécurité, 1 de logisticien(ne) chargé des questions de sécurité (VNU) transféré de la Section de la sécurité au bureau régional de Hérat, 1 d'assistant(e) administratif(ive) (VNU) transféré du Bureau du (de la) Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement au Groupe de la

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
		gestion centralisée des stocks dans le pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement, 1 d'assistant(e) aux achats (AL) transféré du Groupe des achats au Groupe de la gestion des acquisitions dans le pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement, 1 d'assistant(e) aux fournitures (AL) transféré du Groupe de la gestion centralisée des stocks dans le pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement au Groupe de l'approvisionnement général et des carburants dans le pilier Gestion de la prestation de services, 1 de médecin (VNU) transféré de la Section des services médicaux, du soutien psychosocial et de la qualité de vie au bureau provincial de Bamiyan et 1 de spécialiste des questions politiques (P-3) transféré du bureau provincial de Pol-e Khomri au bureau provincial de Kondoz
Réaffectation	–	1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (AL) devenu 1 emploi d'assistant(e) (gestion des programmes) (AL), 1 emploi de chauffeur(euse) (AL) devenu 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (AL)
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	(1)	
Suppression	(1)	1 emploi de spécialiste de la gestion des programmes (P-4)
Transfert	–	1 emploi d'analyste de l'information (AN) du Groupe conjoint de l'analyse transféré de Bagdad à Erbil, 1 de spécialiste adjoint (qualité de vie) (AN) transféré de la Section des ressources humaines au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission, 1 de logisticien(ne) (P-3) et 1 d'assistant(e) (soutien logistique) (AL) transféré du pilier Gestion des opérations et des ressources au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission, 1 de spécialiste des ressources humaines (SM) de la Section des ressources humaines transféré d'Erbil à Bagdad, 1 de spécialiste des systèmes informatiques (P-3) de la Section des technologies transféré d'Erbil à Bagdad, 1 de spécialiste des systèmes informatiques (SM) et 1 d'assistant(e) aux systèmes informatiques (SM) de la Section des technologies transférés respectivement de Koweït à Bagdad et d'Erbil à Mossoul, et 1 d'assistant(e) administratif(ive) (AL) et 1 d'assistant(e) aux fournitures (AL) du Groupe des approvisionnements essentiels transférés d'Erbil à Bagdad
Réaffectation	–	1 emploi d'assistant(e) juridique (AL) devenu 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (AL), 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (AL) devenu 1 emploi d'assistant(e) chargé(e) de la sécurité au travail (AL), 1 emploi d'assistant(e) aux fournitures (AL) devenu 1 emploi d'assistant(e) aux télécommunications (AL), 1 emploi d'opérateur(trice) de véhicules lourds (AL) devenu 1 emploi d'assistant(e) aux transports (AL), 1 emploi d'agent(e) de la régulation des mouvements (SM) devenu un emploi de spécialiste de la gestion des marchés (SM) et 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (AL) devenu un emploi d'assistant(e) aux achats (AL)
Reclassement ou déclassement	–	1 emploi d'assistant(e) spécial(e) reclassé de P-3 à P-4, 1 de spécialiste de la planification des missions déclassé de P-4 à P-3, 1 de spécialiste des questions politiques déclassé de P-4 à P-3, 1 emploi de spécialiste hors classe de la gestion des programmes (P-5) devenu 1 emploi de coordonnateur (P-4), 1 emploi d'assistant(e) informaticien(ne) (AL) devenu 1 emploi de spécialiste des systèmes informatiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (AN) et 1 emploi de mécanicien(ne) (groupes

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
Transformation	–	électrogènes) (AL) devenu 1 emploi d'ingénieur(e) adjoint(e) de 1 ^{re} classe (AN) 1 emploi d'assistant(e) au contrôle des mouvements (SM) devenu 1 emploi d'agent(e) de la régulation des mouvements (AN)
Total partiel	(42)	
Total	(136)	

Abréviations : AL= agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; SM = agent(e) du Service mobile ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNU = Volontaires des Nations Unies